





## PROCHE-ORIENT

### Liban

#### Les déplacements entre les deux secteurs de Beyrouth redeviennent normaux

De notre correspondant

Beyrouth. — Les déplacements entre les deux secteurs de Beyrouth sont redevenus normaux, vendredi matin, après avoir été de nouveau réduits au minimum dans la journée de jeudi. C'est sur l'intervention, cette fois, de la force arabe de dissuasion, qui voulait imposer de strictes mesures de sécurité avant le passage entre Beyrouth-Ouest et Beyrouth-Est, a été quasiment interrompu durant vingt-quatre heures. Il avait déjà été perturbé mardi, à la suite du grave attentat d'Achrafieh. Autre signe de normalisation, les écoles de Beyrouth-Est ont rouvert leurs portes vendredi, après avoir été fermées depuis mardi en signe de protestation et par mesure de précaution.

Malgré ces éléments positifs, le chef des Phalanges, M. Gemayel, a déclaré jeudi, après avoir rencontré le président de la République, M. Sarkis : « L'état de la sécurité est, à mon avis, très mauvais. Il y a au Liban deux à trois cents criminels mercenaires opérant comme des fantômes, qui

réapparaissent et mettent le feu aux poudres chaque fois que se profilent à l'horizon des perspectives de sécurité. Il faut utiliser la force contre eux. Nous ferons tout pour que la sécurité soit rétablie, car, sinon, il n'y a pas grand-chose à espérer. » Les chefs du Front libanais, MM. Chamoun, Gemayel et Frangie, devaient se rendre à Damas pour rencontrer le président Assad. Le président Sarkis a, pour sa part, dans son allocution devant le corps diplomatique à l'occasion de la nouvelle année, parlé de « regrettables incidents de parcours », précisant : « Nous nous employons à les circonscrire. » Il a souligné que « la Syrie d'abord, et les États arabes ensuite, dans le cadre de la Ligue, nous ont apporté un appui décisif pour le rétablissement de l'ordre et de la sécurité ». Le chef de l'Etat a, en outre, exprimé l'espoir que le Liban recouvre « toute l'assistance que mérite un peuple qui, quoique éprouvé, a mérité de se maintenir comme une entité indépendante ». — L. G.

## LA CENSURE DE LA PRESSE

### LE PREMIER MINISTRE JUSTIFIE CETTE MESURE

Beyrouth (A.F.P.). — M. Selim Al Hoss, premier ministre libanais, a déclaré jeudi 6 janvier, que son gouvernement avait institué depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la censure sur la presse nationale et étrangère, parce que certains journaux « ont contribué à susciter la dissension et l'insécurité dans le pays ». « Nul doute que de telles attitudes sont de nature à menacer la marche vers la paix et à empêcher la réalisation des promesses des pays frères et amis de déployer leurs efforts et offrir leur assistance en vue de rétablir la sécurité et d'aider à la reconstruction du Liban », a poursuivi le chef du gouvernement dans une déclaration diffusée par Radio-Liban.

M. Selim Al Hoss a souligné, d'autre part, que les journalistes doivent être à la hauteur de leurs responsabilités afin de préparer le climat propice et sain sans lequel la paix et la liberté ne pourront pas revenir au Liban. A ce propos, il affirme que « certains journaux avaient publié, à plusieurs reprises, des informations erronées, des fausses nouvelles, des attaques contre tel ou tel Etat arabe frère ou ami auquel nous sommes liés par des relations fraternelles et des intérêts communs que nous nous devons de préserver et de consolider ».

L'application de la censure a encore indiqué M. Al Hoss, a été « confiante et générale, car cette question est directement liée à la sécurité et à la liberté générale, et afin d'éviter que certaines plumes ne prennent aux forces de paix arabes ». « Je tiens, a-t-il conclu, à réaffirmer le souci du gouvernement de préserver les libertés et à souligner que cette mesure vise, en fait, à sauvegarder la liberté responsable, placée au service de l'intérêt de la patrie ».

● Une délégation de l'O.L.P., dirigée par M. Mohamed Abou Meizar, membre du conseil central et responsable des relations extérieures de l'organisation, s'est rendue, jeudi 6 janvier, au ministère des Affaires étrangères pour élever une protestation au sujet de l'assassinat à Paris, lundi dernier, du militant palestinien Mahmoud Salih. La délégation a été reçue par M. Pierre Cerles, directeur du département de l'Afrique du Nord et du Levant, qui l'a assuré que toute diligence serait déployée pour faire la lumière sur cet assassinat. A titre personnel, M. Cerles a présenté ses condoléances à la délégation.

● Le parti socialiste français s'est élevé jeudi, dans un communiqué, contre l'assassinat de Mahmoud Salih.

● L'Association médicale franco-palestinienne appelée à un rassemblement, aux côtés de l'O.L.P. et de l'Union générale des étudiants palestiniens, au Père-Lachaise, le samedi 8 janvier, à 10 h. 30, pour rendre hommage à Mahmoud Salih et commémorer le quatrième anniversaire de la mort de Mahmoud Barchari.

● La Librairie arabe, 2 rue Saint-Victor, Paris-5<sup>e</sup>, dont M. Mahmoud Salih était propriétaire, a rouvert ses portes après trois jours de fermeture.

● Le Shalom, le bateau de la paix de M. Abie Nathan, s'est vu refuser par les autorités jordaniennes l'accès au port d'Akaba, a annoncé jeudi 6 janvier la radio israélienne. M. Nathan, qui mène depuis plusieurs années une campagne pour la paix, était arrivé mardi matin du port d'Eilat, au sud d'Israël, milieu du port d'Akaba en Jordanie, après avoir traversé le canal de Suez. (A.F.P.)

### LES INFRACTIONS A LA LOI SERONT SEVEREMENT SANCTIONNEES

Nicosie (U.P.I.). — La censure stricte imposée à la presse libanaise est maintenant étendue à la presse étrangère. Les pénalités applicables en cas de violation de cette censure n'ont pas été indiquées, mais elles pourraient aller jusqu'à l'arrestation des journalistes et l'expulsion de leur organisation de presse.

Les agences devront, dans les quinze jours, installer à leurs bureaux des téléimprimeurs sur lesquels les censeurs pourront lire toutes les dépêches transmises et reçues.

La censure touche « toute information transmise à l'étranger par quelque moyen que ce soit (courrier, liaison spécialisée, télex, téléphone, etc.) et sous quelque forme que ce soit (écrite, enregistrée, photographiée, filmée, etc.) ».

« Cinq exemplaires de chaque publication ou bulletin seront soumis à la direction de la censure de façon à être examinés pour autorisation », portent les instructions des autorités. Mais se rendant au siège de la censure, dans la partie orientale de Beyrouth (secteur à majorité chrétienne), exige le franchissement — lent, difficile et risqué — de la ligne de démarcation qui sépare ces derniers jours que les phalangistes interdisent le passage.

Comme pour la presse libanaise, il est interdit aux organes étrangers de divulguer la forme et le contenu des communications officielles et de donner des indications d'ordre militaire non fournies par les autorités.

Sont également interdites « les nouvelles de nature à susciter la discorde, la sédition ou la panique, ou à porter atteinte à l'unité nationale, à l'autorité de l'Etat, aux relations extérieures du Liban et au moral de l'armée ainsi que la présentation tendancieuse des faits et les offenses au président libanais et aux chefs d'Etat étrangers ».

● Le Comité d'aide aux chrétiens du Liban (Le Monde du 31 décembre 1976) nous prie de signaler que son adresse est désormais la suivante : B.P. 478, 78330 Paris-Cedex 17. Médicaments et vêtements pour le Liban peuvent être adressés à M. Magr Hayek, 5, avenue du Parc-Borely, 13008-Marseille.

## formation à la gestion au niveau le plus élevé pour jeunes cadres ambitieux

Sélection du type recrutement de collaborateurs basée sur aptitudes et motivation profonde. Environ un admis sur dix candidats. Diplôme signé par le Secrétaire d'Etat aux Universités.

Etudes pragmatiques en groupes rapprochant juristes, économistes, littéraires, architectes, vétérinaires, pharmaciens... et X, Agro, A & M, chimistes... ayant ou non une expérience professionnelle. Programmes personnalisés, sur demande en partie à l'étranger.

Financement entièrement assuré par les allocations professionnelles, le budget formation des entreprises et un système de prêts très favorable.

Confirmation facile auprès de 350 Anciens ISA.

**isa** INSTITUT SUPERIEUR DES AFFAIRES  
78350 JOUY - TEL. 01 46 95 43 61  
01 46 95 43 00 POSTES 430, 488, 476, 569, 443, 487  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS.

### M. KURT WALDHEIM SE RENDRA PROCHAINEMENT DANS LES PRINCIPALES CAPITALES DU PROCHE-ORIENT

En vue de relancer les négociations sur le règlement du conflit israélo-arabe, M. Kurt Waldheim se rendra prochainement, sans doute au début février, dans les principales capitales du Proche-Orient. Le chef de la délégation européenne à l'ONU, M. Esmat Abdel Meguid, qui l'a annoncé jeudi 6 janvier, après s'être entretenu avec le secrétaire général des Nations unies, a estimé qu'il existait actuellement des perspectives favorables en vue d'une relance de la conférence de Genève sur le Proche-Orient.

En revanche, le nouveau représentant permanent de l'Union soviétique à l'ONU, M. Oleg Troyanowski, qui prend la succession de M. Jacob Malik, a été présenté jeudi ses lettres de créance à M. Waldheim, à l'occasion d'une conférence de presse dans laquelle il a exprimé l'avis que la conjoncture actuelle n'était pas réellement favorable à la reprise de la conférence de Genève sur le Proche-Orient, à une date aussi proche que possible, avec la participation de l'O.L.P.

De son côté, le président Assad a fait état jeudi à Damas du « désir sincère manifesté par les pays arabes d'aboutir à une paix fondée sur la justice, mais, a-t-il souligné, Israël n'entend pas la paix que selon ses propres thèses, c'est-à-dire la continuité de l'occupation des terres arabes et le mépris des droits légitimes du peuple palestinien ». Le général Assad s'adressait aux membres d'une délégation parlementaire norvégienne en visite en Syrie.

D'autre part, les ministres des Affaires étrangères de plusieurs pays arabes doivent se réunir la semaine prochaine à Riyad. A cet effet, M. Amos Etzi, directeur de la conférence devait regrouper uniquement les représentants de la Syrie, de l'Egypte, de l'Arabie Saoudite et du Koweït, mais il est question maintenant que s'y joignent les ministres des Affaires étrangères de Katar, de l'Union des Emirats arabes et de la Jordanie. L'O.L.P. pourrait également être invitée. (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.)

### Israël

#### LE CONSEILLER DE M. RABIN POUR LES AFFAIRES ARABES DONNE SA DEMISSION

Jérusalem (A.F.P.). — La démission de M. Chmouel Toledano, conseiller du premier ministre israélien pour les affaires arabes, a été acceptée jeudi 6 janvier par M. Amos Etzi, directeur général du bureau du premier ministre, M. Rabin.

M. Benjamin Gur Arie, successeur de M. Toledano, dont la démission prendra effet dimanche. On croit savoir dans les milieux politiques bien informés que cette démission est due à des divergences de vues entre M. Toledano et M. Rabin. Les organes d'information israéliens avaient annoncé cette démission dès mercredi, précisant qu'elle serait suivie du départ de M. Toledano du parti travailliste pour rejoindre le Shinouy (Mouvement pour le changement) (1) dont les positions sont plus à gauche que celles de M. Rabin.

(1) La création de ce nouveau parti avait été annoncée en novembre par le professeur Ygal Yadin le 24 novembre 1976 (N.D.L.R.).

## EUROPE

### Suède

#### APRES TROIS MOIS D'OBSERVATION La nouvelle majorité va tenter de gouverner

De notre correspondant

Stockholm. — Les sondages d'opinion qui ont été publiés dimanche 3 janvier par plusieurs quotidiens suédois indiquent une grande stabilité du corps électoral : un peu plus de 50 % des intentions de vote pour les partis bourgeois, 44 % pour les sociaux-démocrates, 6 % pour les communistes. Ces chiffres sont très proches des résultats des élections de septembre dernier.

Les trois premiers mois du gouvernement de coalition non socialiste de M. Fälldin auront donc été un routin d'observation. Centristes, libéraux et conservateurs ne semblent pas tout à fait revenus de leur victoire électorale. Toutefois sous l'effet de la surprise, ils réalisent aujourd'hui qu'ils sont malgré leurs promesses antérieures bien différents les uns des autres. La politique énergétique, la politique familiale, les impôts, ont été et continuent d'être des pannes de discorde.

Si l'unité a pu être habilement maintenue, c'est au prix de douloureux sacrifices. Le premier ministre lui-même, M. Fälldin, chef d'un parti du centre anti-nucléaire, doit bel et bien accepter, à quel- que nuance près, la poursuite du programme énergétique décennal voté par les sociaux-démocrates et les conservateurs en 1975. Certes, les conditions à la mise en service des réacteurs en construction seront à l'avenir plus sévères, mais elles ne paraissent pas embarrasser outre mesure les compagnies productrices d'électricité.

M. Fälldin avait probablement compté une imprudence en déclarant pendant la campagne électorale : « Rien au monde ne me ferait participer à un gouvernement qui conduirait une politique nucléaire ». Sa retraite sur ce point dénote un sens des réalités politiques. Sans ce compromis avec ses partenaires, que serait-il advenu, en effet, de la « politique bourgeoise » ? Il ne restait qu'à redonner le pouvoir aux sociaux-démocrates, et qui sait pour combien d'années ?

### La discrétion active des libéraux

De leur côté, les conservateurs ont dû aussi faire des concessions en approuvant une majoration de la taxe patronale pour financer partiellement la réforme de l'impôt sur le revenu en 1977. Quant aux libéraux, ils semblent avoir dû renoncer à l'abolition de la taxe sur le revenu. Leur leader, M. Ahlmark, aurait sans aucun doute aimé jouer les premiers rôles, mais il n'a pas le poids électoral suffisant. Les libéraux convaincus, a essayé d'orienter la politique étrangère de la Suède dans un sens plus favorable à Jérusalem, en condamnant par exemple publiquement l'O.L.P., mais le ministre des Affaires étrangères, Mme Söder, une centriste, l'a rapidement remis en place : « Les prises de position du parti libéral ne sont pas celles du gouvernement ».

Dans ce domaine, la politique de la Suède n'a pas changé. La politique d'assistance au tiers-monde défend une ligne « humanitaire » de demander à une coalition divisée de changer en trois mois une Suède gouvernée par les sociaux-démocrates pendant plus de quarante ans. Pourtant, certaines initiatives d'un sens plus libéral ont été prises au cours de l'automne.

On souhaite promouvoir et encourager l'exportation agricole (la viande par exemple) et l'obligatoire des communes, organiser des référendums locaux. Il n'est plus question de nationaliser l'industrie pharmaceutique. Enfin, le nouveau gouvernement veut « débureaucratiser » la Suède. Quatre commissions ont été mises en place récemment à cet effet. Les sociaux-démocrates avaient eu la même idée peu avant les élections, mais ils n'avaient proposé qu'une commission.

Si les trois partis de la coalition se sont entendus dans un multisme qui permet peut-être de cacher des dissensions internes, à tel point que M. Fälldin est surnommé dans la presse de gauche « l'homme invisible », la nouvelle opposition social-démocrate fait, elle aussi, preuve d'une discrétion étonnante. M. Palme avait décidé d'accorder trois mois au nouveau gouvernement « pour s'organiser et profiter de la politique ». Mais ces trois mois d'observation n'ont pas empêché les sociaux-démocrates de présenter de nombreux amendements à la loi sur l'énergie nucléaire et le tableau noir de l'économie volontairement brossé par les bourgeois.

### De sombres perspectives économiques

Cependant, les difficultés s'accumulent. Dans la sidérurgie, le textile et la construction navale, les menaces de suppression d'emplois se succèdent à un rythme inquiétant. La compétitivité des industries exportatrices suédoises s'est régulièrement affaiblie au cours des dernières années, et le patronat, sentant peut-être le vent tourner en sa faveur, n'a pas manqué de souligner la baisse sensible de la productivité et les problèmes graves que posent l'absentéisme et l'augmentation des

charges sociales des entreprises. Le nouveau président de la confédération du patronat, M. Nilsson, a même suggéré la suppression de certains jours fériés et la révision des congés maladie, qui permettent à chaque Suédois de se porter malade cinq jours de suite sans présenter de certificat médical. Ces prises de position peu habituelles en Suède annoncent des négociations salariales longues et difficiles avec les syndicats.

Les sociaux-démocrates essaient également, mais timidement, d'expliquer les raisons de leur échec. Le débat sur l'énergie a certainement brouillé les cartes politiques. Les « petits scandales » ont contribué à créer un climat antisocialiste. Les fonds collectifs des travailleurs ont peut-être fait peur à une partie du corps électoral. Les enquêtes montrent en tout cas que les nouveaux électeurs n'ont pas précipité la chute des sociaux-démocrates. Selon un sondage, en effet, les jeunes ont voté à gauche dans une plus large proportion que leurs aînés. Après ces trois mois d'observation, les choses sérieuses vont commencer le 10 janvier. Le gouvernement présentera alors au Parlement sa proposition de budget, et le parti de M. Palme un contre-budget.

ALAIN DEBOVE

### Grande-Bretagne

#### Le syndicat des camionneurs s'oppose à la baisse du prix du pain

De notre correspondant

Londres. — Même ici on n'avait encore jamais vu un syndicat ouvrier partir en guerre contre une baisse du prix du pain. C'est pour tant ce qui se passe depuis trois jours à Londres et dans la plupart des grandes villes, où les camionneurs chargés de la distribution refusent de livrer du pain aux supermarchés qui ne respecteraient pas le prix de vente minimum fixé par les dirigeants syndicaux.

Cette singulière affaire trouve son origine dans une décision de M. Hattersley, ministre des prix et de la consommation, qui a fixé à 22 % le montant des réductions que les fabricants de pain pouvaient accorder aux magasins à grande surface. Soucieux de défendre les consommateurs, M. Hattersley a décidé d'abolir les contrôles limitant les rabais dont les supermarchés pouvaient bénéficier. Selon lui, cette mesure devrait

provoquer une baisse sensible du prix du pain.

La stratégie du ministre s'est heurtée à la résistance du Syndicat unifié des transporteurs routiers. Cette organisation, dont le quartier général est à Manchester, groupe quelque quatre mille camionneurs spécialisés dans la distribution du pain. En dehors de leur salaire, ceux-ci perçoivent une commission calculée sur la valeur de leur cargaison quotidienne. Ils n'ont donc aucun intérêt à voir baisser le prix du pain.

Les distributeurs de pain justifient leur attitude avec des arguments basés sur le bien public. Ils soutiennent, non sans raison, qu'une bataille des prix ne manquera pas d'éliminer rapidement les petites boulangeries « du coin de la rue », qui ne bénéficieraient jamais des prix de gros accordés aux grandes surfaces. — J. W.

### Italie

#### APRES LA RENCONTRE PAUL VI-ARGAN

#### «L'Unità» estime que le temps n'est plus «aux absurdes revanches historiques»

De notre correspondant

Rome. — La mise au point du Saint-Siège sur les biens immobiliers de l'Eglise à Rome (Le Monde du 7 janvier) n'a guère convaincu la presse « laïque » de gauche, qui a tenu ses accusations et ne manque pas de déplorer la réception au Vatican de M. Carlo Gioglio Argan le 3 janvier. C'est un point de vue bien différent de celui défendu par l'«Unità» : le P.C. estime que le nouveau maire — élu sur sa liste « la Ville sainte » et, en particulier, en profitant de ce « traditionnel » camp de pour pour exposer au pape, « de manière sérieuse, rigoureuse et digne », les maux de la « Ville sainte » et, en particulier, les ravages de la spéculation immobilière.

« Nous avons toujours agi, écrit L'Unità, avec la conviction qu'une œuvre d'assainissement et de renouvellement, qui est nécessaire pour donner à Rome le

caractère d'une communauté civile humaine, plus ordonnée et plus saine, aurait amené les rapports entre les diverses institutions sur un terrain neuf et plus élevé ».

L'organe du P.C. estime que le temps n'est plus aux « affrontements et aux absurdes revanches historiques ». A l'esprit de « croisade idéologique » doit succéder l'esprit de tolérance et de respect réciproque dans des sphères d'intérêts divers et complexes. Le P.C. est convaincu que « dans la conscience de millions d'hommes, croyants et non-croyants, l'amélioration des rapports entre l'Etat et l'Eglise, la paix religieuse, la liberté et la laïcité des choix politiques ont de plus en plus considérées comme des valeurs fondamentales de notre société démocratique ». — R. B.

### A travers le monde

Le général Juan Alberto Castro, aurait fait échec au projet en procédant à une série de manœuvres militaires. — (A.F.P.)

### ONU

Le représentant permanent de l'empire centrafricain à l'ONU, M. Jean-Arthur Bandio, a notifié aux Nations unies la transformation de la République Centrafricaine en un empire sous l'autorité de l'empereur Bokassa I<sup>er</sup>. Le texte communiqué au secrétaire général des Nations unies, et publié jeudi 6 janvier par l'ONU, précise que l'empire

### Sri-Lanka

Les cheminots, en grève depuis le 22 décembre, ont repris le travail le jeudi 6 janvier, le gouvernement ayant accordé à leurs revendications salariales. — (A.F.P.)

### Venezuela

Le gouvernement de M. Carlos Andrés Pérez a démissionné jeudi 6 janvier afin de permettre une reconstruction du cabinet. Aucun bouleversement n'est prévu. (Reuters.)

### Espagne

Le chancelier Helmut Schmidt aurait pu la légalisation de tous les partis.

## EUR

### Union soviétique

Le ministre des Affaires étrangères, Andreï Gromyko, a déclaré jeudi 6 janvier que l'Union soviétique était prête à discuter avec les États-Unis la question de la réduction des armements.

### Autriche

Le chancelier fédéral, Bruno Kreisky, a déclaré jeudi 6 janvier que l'Autriche était prête à discuter avec les États-Unis la question de la réduction des armements.

### ROBERT LAFFONT

### Vient de paraître

**MARCEL BLEUSTEIN BLANCHET**

La nostalgie du futur











# AMÉRIQUES

## SOMBRES JOURS POUR L'ARGENTINE

### II. — DES MILITAIRES DIVISÉS, DES CIVILS DÉSEMPARÉS

De notre correspondant PHILIPPE LABREVEUX

La vague de violence qui déferle sur l'Argentine a fait près de mille cinq cents morts en 1976 (voir « le Monde » du 7 janvier). Face à une population désespérée, l'équipe qui gouverne le pays est profondément divisée.

Buenos-Aires. — Le départ du président de la République entraîne, à coup sûr, un durcissement du régime, estiment les dirigeants politiques. Bien que le gouvernement issu du putsch du 24 mars ait instauré une dictature livrant les Argentins à l'arbitraire des forces de sécurité péronistes, radicaux et syndicalistes, expliquent-ils, ils craignent d'atténuer la position des « colombes » face aux « faucons ».

Les péronistes sont, dans l'ensemble, discrédités : on les voit mal élever maintenant la voix, eux qui ont été si bruyants au temps de Juan et d'Isabel Peron. Mais le silence des partis qui

étaient dans l'opposition sous le régime déchu est surprenant. Angel Pisarello et Sergio Karachoff ont été assassinés sans que les responsables de l'Union civique radicale (U.C.R.) puissent mot. C'est tout juste si M. Ricardo Balbin, président du comité national, a consenti à prendre la défense de l'ancien sénateur Hipólito Solari Ríos, devenu depuis le 14 août et accusé de collusion avec la guérilla. Le leader du plus vieux parti du pays, attaché comme nul autre aux formes de la démocratie libérale, a refusé de prendre position sur le cas de Mario Amaya, ancien député, arrêté dans les mêmes circonstances que M. Solari et décrié des suites de mauvais traitements au pénitencier de Rawson.

« Barrer la route au fascisme » : C'est aussi la consigne du P.C., plus menacé sans doute que l'U.C.R., et résolu à tout faire pour demeurer légal. « Nous avons, avant le coup d'État, pris contact avec un millier d'officiers pour leur expliquer la position du parti », nous a dit l'un de ses principaux dirigeants. Croyez-moi, l'armée a profondément changé au cours des années récentes, comme d'ailleurs l'Église ».

Mgr Raúl Primatesta, archevêque de Córdoba et primat de l'Église argentine, n'a pas ses idées sur le général Luciano Benjamín Menéndez, commandant de la troisième région militaire, qu'on appelle, à Córdoba, « le vice-roi ». En chaire, le prélat est muet sur le sujet de la répression. Inutile, affirment les parents de prisonniers ou de séquestrés de Córdoba — où il y a plus de deux mille détenus et disparus — de solliciter une audience auprès de l'archevêque.

Mgr Primatesta a, en sa qualité de président de la commission exécutive de l'épiscopat, des entretiens suivis avec le général Videla et ses collègues de la junte. Mais le chef de l'État n'a guère de prise sur les « faucons », dont le général Menéndez est le leader. Quant à la marine, elle n'hésite pas à monter une campagne de presse pour diviser les évêques. Ils le savent, ils n'ignorent pas, non plus, que deux prêtres libéraux ont été pris sur le fait le 25 octobre, jour même de l'inauguration de l'assemblée épiscopale, étaient détenus à l'école de mécanique de la marine. Ils ont passé cinq mois ligotés et les yeux bandés.

#### Pire qu'au Chili

Tous ceux qui, pour des raisons humanitaires ou professionnelles, viennent en aide aux victimes de la répression sont également inquiétés. Une soixantaine d'avocats sont détenus. Les autres se terrent. L'absence d'un Vicariat de la solidarité qui, comme au Chili, prêterait une aide juridique et

économique aux prisonniers et à leurs parents se fait cruellement sentir.

La presse est muette, surveillée de près par des fonctionnaires qui se proclament « libéraux ». M. Robert Cox, le courageux directeur du *Buenos-Aires Herald*, est constamment menacé d'interdiction. M. Jacobo Timmerman, directeur de *la Opinión*, avait publié, le 5 novembre, une lettre de Mme Solari Ríos au président Videla. Il a reçu la visite d'un « journaliste » à la solde des services de renseignements de la marine. Celui-ci lui a fait part du déplaisir de l'amirauté, Craignant pour sa vie et son journal, il a fait publier, le lendemain, un commentaire hostile à l'ancien sénateur radical.

Est-ce pire que dans le Chili du général Pinochet ? Poursuivis, emprisonnés, torturés, refoulés, réfugiés en sont convaincus. La tâche du haut commissariat des Nations unies est plus dure qu'elle ne l'a jamais été à Santiago. L'Argentine ne lui reconnaît pas mandat sur les Latino-Américains et l'O.N.U. n'a pas pu, comme au Chili, établir pour eux des refuges où ils seraient à l'abri des incursions des forces de sécurité. Le 4 octobre, à Rosario, celles-ci ont même arrêté les fonctionnaires d'une commission locale travaillant avec le haut commissariat aux réfugiés et volé leurs dossiers.

« Comment démanteler la machine à tuer ? », se demande M. Raúl Alfonsín, leader de l'aile gauche du radicalisme. Tous les dirigeants politiques se posent la question. Sous les militaires, en mesure de répondre, à supposer qu'ils le veulent. On les écartera ou on les neutralisera, disent-ils, et à quelques mois, dans l'entourage du général Videla, à propos des « faucons », on fera les commandants de région conservent leur poste, à l'exception du général Genaro Díaz Bessonne, promu ministre de la planification. Si des changements ont lieu aux échelons inférieurs et à la tête des brigades, ces mutations ne semblent pas modifier le rapport des forces au profit des généraux Videla et Viola.

Congédier les uns, muter les autres, est-ce suffisant dès lors que tous les chefs ont, à des degrés divers, consenti aux assassinats, aux séquestrations, aux tortures, aux pillages ? Aucun soldat n'a surgi pour rappeler à ses collègues les règles de la « guerre civile ». D'anciens commandants prestigieux, les généraux Alejandro Lanusse et Jorge Caragano, se montrent, en fait, préoccupés par la « décomposition morale » de l'armée. Ils n'ont, toutefois, pas osé lancer un cri d'alarme.

L'ex-président Lanusse est, néanmoins, publiquement intervenu pour défendre son ancien ministre de l'Éducation, accusé d'avoir facilité la « pénétration marxiste » à l'Université.

#### La fibre populiste

Les forces armées vont-elles chercher à se perpétuer au pouvoir ? Ce serait, au moins, un moyen d'éviter le jugement pour les crimes commis. Les dirigeants politiques, qui se gardent bien d'intervenir, semblent déjà le craindre. Malgré les professions de foi démocratique du général Videla, ils sont pessimistes.

Leur seule raison d'espérer, c'est que les militaires savent ce qu'ils ne veulent pas mais ne paraissent guère avoir d'objectifs concrets. Devant cette carence, les civils se reprennent à espérer récupérer un jour le pouvoir.

Les seules options claires, à ce jour, ont été prises dans le domaine économique par le ministre José Martínez de Hoz. Avec ce grand propriétaire terrien et maître de forges à l'antique, la droite prend une revanche fulgurante sur les électeurs de Peron et sur les radicaux. Les salaires, de mémoire de statisticien, n'ont jamais été aussi bas. Le pouvoir d'achat des travailleurs a baissé de 50 % depuis 1974. Au pays du bif, le beefsteak n'est plus à la portée de toutes les bourses.

Sans doute fallait-il enrayer l'inflation, dont le taux — 334 % en 1975 — s'accroît dangereusement au début de cette année. Mais les sacrifices qu'imposait le « traitement de choc » de M. Martínez de Hoz ont été fort inégalement répartis. Les revenus des agriculteurs ont monté en flèche, et ceux des autres classes possédantes n'ont pas été affectés. Un indice : alors que la demande d'automobiles a baissé de 40 %,

celle des grosses cylindrées s'est maintenue. « Nous avons perdu notre clientèle de la classe moyenne », explique-t-on chez Renault. Une telle politique, qualifiée par les radicaux d'« apaisement social », provoque, évidemment, des tensions au sein des forces armées. Certains généraux, en effet, ont la fibre populiste.

Résignés à la chute d'Isabel Peron, dérivés même d'un poids qui pesait sur leur conscience de péronistes, les travailleurs acquis, pour la plupart, au Lider mort en 1974 — n'ont pas offert de résistance au coup d'État. Le gouvernement a mis la Confédération générale du travail et vingt-neuf des plus grands syndicats en tutelle. La lutte contre la « subversion » a été l'occasion de mener une répression sans précédent contre dirigeants et militants syndicaux, surtout dans les secteurs les plus combattifs : métallurgie, automobile, mécanique, construction navale.

#### Mobilisation syndicale

L'exemple de Peugeot est intéressant. Cette firme emploie cinq mille personnes dans les faubourgs de Buenos-Aires. Seules, une vingtaine de personnes ne s'étaient pas présentées à leur travail après le coup d'État du 24 mars. Depuis lors, quatorze ouvriers de l'entreprise ont été arrêtés : six d'entre eux ont été libérés après avoir été torturés, un a été incarcéré et sept ont disparu. Une dizaine de syndicalistes menacés vivent dans une semi-clandestinité.

Malgré tout, les ouvriers de Peugeot et ceux de la construction automobile sont passés à l'offensive dès septembre. Le droit de grève étant suspendu, ils ont choisi d'autres formes de lutte : arrêt de travail, « sur le tas », ralentissement des cadences, assemblées et manifestations à l'intérieur des usines, sabotage, etc. Le gouvernement n'a pas osé réprimer cette agitation, et les com-

pagnies ont cédé. Pour tourner les règlements interdisant les augmentations de salaires « sauvages », elles ont accordé des améliorations sous d'autres formes : primes à la productivité, allocations de transports, frais de repas, prêts non remboursables, etc. Les industriels veulent la paix, ils ont conscience des besoins de leurs employés, ainsi que des nécessités du marché — qui se confondent en partie dans une économie largement fondée sur les industries de consommation.

La mobilisation, à partir d'octobre, des employés de l'électricité a été un autre défi pour le gouvernement. Celui-ci ne pensait pas que Luis y Puerza, l'un des plus puissants syndicats du pays, réagisse avec autant de vigueur aux licenciements de deux cents employés — dont M. Oscar Smith, secrétaire général de l'organisation — et à la menace d'une modification de la convention collective. Les autorités ont fait arrêter cent cinquante grévistes. Les deux tiers ont été relâchés. Cinq d'entre eux avaient été torturés. Aucun, toutefois, n'a été inculpé aux termes de la loi sur la sécurité industrielle, approuvée en septembre, qui prévoit des peines allant jusqu'à dix ans de prison.

La question syndicale divise les militaires : la marine, qui appuie sans réserves la politique de M. Martínez de Hoz, voudrait en finir une fois pour toutes avec les syndicalistes. L'armée de terre, soudainement hostile au libéralisme du ministre, résiste sans toutefois savoir quel rôle il convient de réserver au mouvement ouvrier organisé. Ses chefs savent qu'ils ne pourront longtemps gouverner sans l'appui des syndicalistes. Ils les ménagent ; ni la loi sur les contrats de travail ni le projet de loi sur les associations professionnelles n'introduisent de profonds changements à la législation péroniste. Les syndicalistes, reconnaissants, sont déjà prêts à jouer la carte militaire. Cela inquiète les dirigeants politiques : s'ils ne sont pas de notre côté, disent-ils, il n'y aura pas d'issue démocratique possible.

FIN

## officiers supérieurs du régime militaire

La vague de violence qui déferle sur l'Argentine a fait près de mille cinq cents morts en 1976 (voir « le Monde » du 7 janvier). Face à une population désespérée, l'équipe qui gouverne le pays est profondément divisée.

Buenos-Aires. — Le départ du président de la République entraîne, à coup sûr, un durcissement du régime, estiment les dirigeants politiques. Bien que le gouvernement issu du putsch du 24 mars ait instauré une dictature livrant les Argentins à l'arbitraire des forces de sécurité péronistes, radicaux et syndicalistes, expliquent-ils, ils craignent d'atténuer la position des « colombes » face aux « faucons ».

Les péronistes sont, dans l'ensemble, discrédités : on les voit mal élever maintenant la voix, eux qui ont été si bruyants au temps de Juan et d'Isabel Peron. Mais le silence des partis qui étaient dans l'opposition sous le régime déchu est surprenant. Angel Pisarello et Sergio Karachoff ont été assassinés sans que les responsables de l'Union civique radicale (U.C.R.) puissent mot. C'est tout juste si M. Ricardo Balbin, président du comité national, a consenti à prendre la défense de l'ancien sénateur Hipólito Solari Ríos, devenu depuis le 14 août et accusé de collusion avec la guérilla. Le leader du plus vieux parti du pays, attaché comme nul autre aux formes de la démocratie libérale, a refusé de prendre position sur le cas de Mario Amaya, ancien député, arrêté dans les mêmes circonstances que M. Solari et décrié des suites de mauvais traitements au pénitencier de Rawson.

« Barrer la route au fascisme » : C'est aussi la consigne du P.C., plus menacé sans doute que l'U.C.R., et résolu à tout faire pour demeurer légal. « Nous avons, avant le coup d'État, pris contact avec un millier d'officiers pour leur expliquer la position du parti », nous a dit l'un de ses principaux dirigeants. Croyez-moi, l'armée a profondément changé au cours des années récentes, comme d'ailleurs l'Église ».

Mgr Raúl Primatesta, archevêque de Córdoba et primat de l'Église argentine, n'a pas ses idées sur le général Luciano Benjamín Menéndez, commandant de la troisième région militaire, qu'on appelle, à Córdoba, « le vice-roi ». En chaire, le prélat est muet sur le sujet de la répression. Inutile, affirment les parents de prisonniers ou de séquestrés de Córdoba — où il y a plus de deux mille détenus et disparus — de solliciter une audience auprès de l'archevêque.

Mgr Primatesta a, en sa qualité de président de la commission exécutive de l'épiscopat, des entretiens suivis avec le général Videla et ses collègues de la junte. Mais le chef de l'État n'a guère de prise sur les « faucons », dont le général Menéndez est le leader. Quant à la marine, elle n'hésite pas à monter une campagne de presse pour diviser les évêques. Ils le savent, ils n'ignorent pas, non plus, que deux prêtres libéraux ont été pris sur le fait le 25 octobre, jour même de l'inauguration de l'assemblée épiscopale, étaient détenus à l'école de mécanique de la marine. Ils ont passé cinq mois ligotés et les yeux bandés.

Pire qu'au Chili  
Tous ceux qui, pour des raisons humanitaires ou professionnelles, viennent en aide aux victimes de la répression sont également inquiétés. Une soixantaine d'avocats sont détenus. Les autres se terrent. L'absence d'un Vicariat de la solidarité qui, comme au Chili, prêterait une aide juridique et

économique aux prisonniers et à leurs parents se fait cruellement sentir.

La presse est muette, surveillée de près par des fonctionnaires qui se proclament « libéraux ». M. Robert Cox, le courageux directeur du *Buenos-Aires Herald*, est constamment menacé d'interdiction. M. Jacobo Timmerman, directeur de *la Opinión*, avait publié, le 5 novembre, une lettre de Mme Solari Ríos au président Videla. Il a reçu la visite d'un « journaliste » à la solde des services de renseignements de la marine. Celui-ci lui a fait part du déplaisir de l'amirauté, Craignant pour sa vie et son journal, il a fait publier, le lendemain, un commentaire hostile à l'ancien sénateur radical.

L'ex-président Lanusse est, néanmoins, publiquement intervenu pour défendre son ancien ministre de l'Éducation, accusé d'avoir facilité la « pénétration marxiste » à l'Université.

La fibre populiste  
Les forces armées vont-elles chercher à se perpétuer au pouvoir ? Ce serait, au moins, un moyen d'éviter le jugement pour les crimes commis. Les dirigeants politiques, qui se gardent bien d'intervenir, semblent déjà le craindre. Malgré les professions de foi démocratique du général Videla, ils sont pessimistes.

Leur seule raison d'espérer, c'est que les militaires savent ce qu'ils ne veulent pas mais ne paraissent guère avoir d'objectifs concrets. Devant cette carence, les civils se reprennent à espérer récupérer un jour le pouvoir.

Les seules options claires, à ce jour, ont été prises dans le domaine économique par le ministre José Martínez de Hoz. Avec ce grand propriétaire terrien et maître de forges à l'antique, la droite prend une revanche fulgurante sur les électeurs de Peron et sur les radicaux. Les salaires, de mémoire de statisticien, n'ont jamais été aussi bas. Le pouvoir d'achat des travailleurs a baissé de 50 % depuis 1974. Au pays du bif, le beefsteak n'est plus à la portée de toutes les bourses.

Sans doute fallait-il enrayer l'inflation, dont le taux — 334 % en 1975 — s'accroît dangereusement au début de cette année. Mais les sacrifices qu'imposait le « traitement de choc » de M. Martínez de Hoz ont été fort inégalement répartis. Les revenus des agriculteurs ont monté en flèche, et ceux des autres classes possédantes n'ont pas été affectés. Un indice : alors que la demande d'automobiles a baissé de 40 %,

celle des grosses cylindrées s'est maintenue. « Nous avons perdu notre clientèle de la classe moyenne », explique-t-on chez Renault. Une telle politique, qualifiée par les radicaux d'« apaisement social », provoque, évidemment, des tensions au sein des forces armées. Certains généraux, en effet, ont la fibre populiste.

Résignés à la chute d'Isabel Peron, dérivés même d'un poids qui pesait sur leur conscience de péronistes, les travailleurs acquis, pour la plupart, au Lider mort en 1974 — n'ont pas offert de résistance au coup d'État. Le gouvernement a mis la Confédération générale du travail et vingt-neuf des plus grands syndicats en tutelle. La lutte contre la « subversion » a été l'occasion de mener une répression sans précédent contre dirigeants et militants syndicaux, surtout dans les secteurs les plus combattifs : métallurgie, automobile, mécanique, construction navale.

L'exemple de Peugeot est intéressant. Cette firme emploie cinq mille personnes dans les faubourgs de Buenos-Aires. Seules, une vingtaine de personnes ne s'étaient pas présentées à leur travail après le coup d'État du 24 mars. Depuis lors, quatorze ouvriers de l'entreprise ont été arrêtés : six d'entre eux ont été libérés après avoir été torturés, un a été incarcéré et sept ont disparu. Une dizaine de syndicalistes menacés vivent dans une semi-clandestinité.

Malgré tout, les ouvriers de Peugeot et ceux de la construction automobile sont passés à l'offensive dès septembre. Le droit de grève étant suspendu, ils ont choisi d'autres formes de lutte : arrêt de travail, « sur le tas », ralentissement des cadences, assemblées et manifestations à l'intérieur des usines, sabotage, etc. Le gouvernement n'a pas osé réprimer cette agitation, et les com-

## CINQUANTE VICTIMES DE LA VIOLENCE DEPUIS LE 1<sup>er</sup> JANVIER

Buenos-Aires (A.P.). — Huit personnes appartenant probablement à l'extrême gauche, ont été tuées, mercredi 5 janvier, dans un faubourg de Buenos-Aires, lorsqu'un convoi militaire transportant des détenus est tombé dans une embuscade, a-t-on annoncé de source policière. Six des victimes de la fusillade faisaient partie des attaquants et les deux autres étaient des détenus.

D'autre part, dix militants d'extrême gauche ont été tués dans le faubourg de Ramos-Méjia après avoir été surpris, par les forces de l'ordre, en train de peindre des slogans sur et aux murs d'une école. Quatre membres du groupe sont parvenus à s'échapper.

Cinq autres personnes ont été tuées à Moron, à 10 kilomètres à l'ouest de Buenos-Aires. Leur voiture était tombée sur un barrage de police. Après avoir essuyé le feu des policiers, ils ont été pris sous celui d'un hélicoptère.

Mardi, seize extrémistes de gauche et un soldat avaient péri au cours de divers accrochages. Parmi eux figurait M. José Pablo Ventura, chef de l'organisation des Montoneros pour la région de Santa-Fé.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, les actes de violence politique en Argentine ont déjà provoqué la mort de cinquante personnes.


**LE DROIT DE VIVRE**  
40, rue de Paradis, 75010 PARIS - Directeur : PIERRE-BLOCH  
Le numéro de JANVIER vient de paraître  
**OFFENSIVE NÉO-NAZIE**  
— EN FRANCE : attentat, menace de mort.  
— EN ALLEMAGNE : réunion hitlérienne trébuchée, par Serge Klarsfeld.  
— PARTOUT : ventes d'ouvrages fascistes et organisation de groupes de combat entraînés par des SS.  
— CONSÉQUENCE : renouveau généralisé du racisme.  
— LES CHRONIQUES habituelles sur les arts et les livres.  
— LE DESSIN DE TIM.  
En vente dans les drugstores, aéroports de la région parisienne, le numéro 3 F.

**Jocelyn**  
PARIS  
(homme, femme)  
**SOLDE**  
chaussures  
sacs, bagages  
134 bd St-Germain Paris 6<sup>e</sup> - 033.44.10  
76/78 ch. Châteaux (Carnot) 8<sup>e</sup> - 223.36.33  
5 rue du Cherche-Midi 6<sup>e</sup> - 548.75.47

**SOLDES**  
A PARTIR DU 4 JANVIER  
**renoma**  
19, Avenue Maignon 8<sup>e</sup> 129 bis, Rue de la Pompe 16<sup>e</sup>

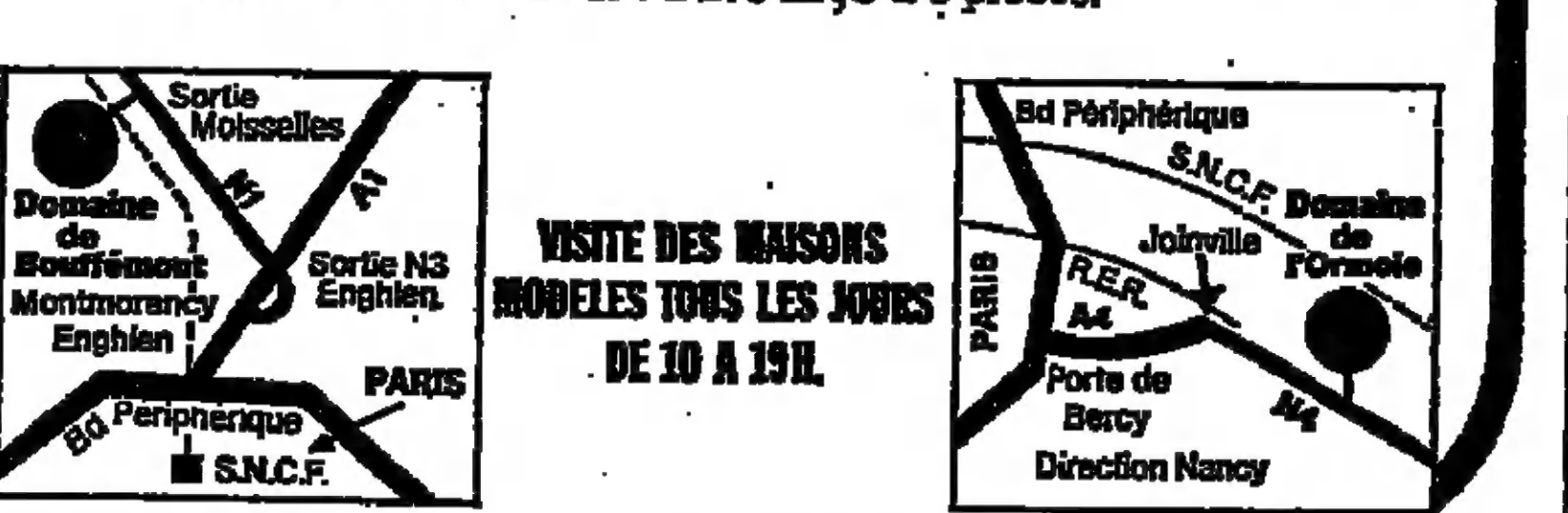
**Soyez Cannois**  
chaque année durant plusieurs semaines !  
Choisissez parmi nos 16 périodes de vacances, celle que vous préférez. Elle sera à vous pour toujours.  
Puis oubliez les soucis domestiques (exemple : votre chambre sera faite tous les jours) et vivez à l'hôtel comme chez vous.  
**Formule Solhôtel**  
la multicoropriété hôtelière  
61, av. du Dr. Picard (Plage du Midi)  
06400 Cannes Tél : (93) 47 15 85

**Breguet**  
**AU NORD ET A L'EST DE PARIS**  
"Cytise", 139 m<sup>2</sup>, 6 pièces. Autres modèles plain-pied ou à étage.



**Domaine de Bouffémont**  
A 21 km de Paris par l'Autoroute A1 et la N1, en lisière de la plus belle forêt proche Paris, celle de Montmorency, voici un Domaine qui jouxte le pittoresque village de Bouffémont, ses sapins, ses vergers. La gare n'est qu'à 1 km (40 trains par jour pour Paris). Ses maisons à terrasses, ou à vérandas ont de 121 à 156 m<sup>2</sup>.

**Domaine de L'Ormoie**  
A 15 km de Paris par l'Autoroute A4 et la N4, tout près du charmant village de la Queue-en-Brie, voici un domaine situé sur un terrain dominant un beau paysage de la Brie, à deux pas des magasins, des supermarchés et des équipements sportifs. Ses 4 modèles de grandes et luxueuses maisons ont de 134 à 278 m<sup>2</sup>, 5 à 8 pièces.



**DOMAINE DE BOUFFÉMONT 95570 BOUFFÉMONT (TEL. 991.35.59)**  
**DOMAINE DE L'ORMOIE 94510 LA QUEUE-EN-BRIE (TEL. 933.71.80)**







POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

M. Marchais déplore les « positions contradictoires » de ses partenaires socialistes

Dans une conférence de presse, jeudi 6 janvier, M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, a donné le départ à une double campagne : d'une part consacrée à la « promotion libérée dans l'entreprise », pour relever le défi lancé par M. Giscard d'Estaing de limiter l'action militante dans les entreprises ; d'autre part sur le thème de la lutte contre la « misère ». Cette dernière action se terminera, le 12 février prochain, par la tenue de meetings dans tous les chefs-lieux de département.

Le secrétaire général a durci ses critiques contre l'action du gouvernement et contre le président de la République lui-même, évoquant tour à tour « la République des princes et des truands », « le parti des princes, des comtes et des marquis » et « le président-châtelain ». M. Marchais, qui a affirmé que « l'anticommunisme avait reculé », a d'autre part réitéré sur le parti socialiste la responsabilité des échecs dans la constitution de certaines listes d'union de la gauche pour les prochaines élections municipales. Il s'est dit néanmoins résolu à poursuivre son action « unitaire ». Celle-ci sera soutenue par les deux campagnes qu'entreprend le parti communiste et qui se termineront au moment où commencera la campagne officielle pour les municipales.

Évoquant au cours de sa conférence de presse la préparation des élections municipales et la constitution de listes d'union de la gauche, M. Marchais a noté que « des difficultés subsistent dans certaines villes de plus de trente mille habitants et dans un grand nombre de moins de trente mille du fait de l'attitude de nos partenaires socialistes ». Il a précisé : « Nous constatons en effet ici et là des positions contradictoires que nous ne comprenons pas. Par exemple, là où le suffrage universel a placé notre parti en tête dans toutes les élections depuis 1972 et où le maire battu en 1976 des adhésions au parti, l'important courrier (1200 lettres en trois semaines) qu'il reçoit, et enfin la relance faite par la majorité contre le parti communiste « pour essayer de l'empêcher de progresser dans les entreprises ». Il conclut : « Ainsi, depuis notre vingt-deuxième congrès notamment, l'anticommunisme tend à reculer. »

À propos de la récente diffusion à la télévision du film « Aveu », M. Marchais affirme qu'il a reçu de très nombreux témoignages remerciant la direction du P.C. d'avoir participé à cette émission, et il ajoute : « C'est un acte politique, et ce n'est pas par hasard si nous avons décidé des débats que le parti serait représenté à cette émission par un membre du bureau politique. La direction du parti partait par la voix de mon ami Jean Kanapa. »

Il ne s'agit pas, par conséquent, dans la négociation, de savoir comme seul but que la poursuite des objectifs de chaque parti. Il faut au contraire que chacun accepte de tenir la place que lui confère le verdict du suffrage universel. C'est la règle de la démocratie. »

PARIS : pour le P.C., « d'Ornano et de La Malène, c'est bonnet blanc et blanc bonnet »

La fédération de Paris du P.C.F. a déclaré jeudi 6 janvier, après l'annonce de la candidature de M. Michel d'Ornano dans le dix-septième arrondissement : « Au-delà des rivalités de personnes et d'ambitions, les candidatures d'Ornano et de La Malène visent surtout à permettre à chaque clan de la majorité d'avoir son propre candidat. Ils voudraient ainsi créer l'illusion d'un changement possible au sein de l'actuelle majorité. Cette démagogie est trop grossière pour être crédible. (...) Il serait dangereux de croire à une division de la droite qui n'est qu'artifice. Pour reprendre une formule célèbre, on voit que d'Ornano et de La Malène, c'est bonnet blanc et blanc bonnet. »

« LA LETTRE DE LA NATION » : des ministres contre des parlementaires.

La Lettre de la Nation du vendredi 7 janvier commente les candidatures de Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la culture dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, et de M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche dans le 17<sup>e</sup> arrondissement. La Lettre de la Nation écrit : « Dans quel système politique, en vertu de quelle déontologie de gouvernement, pourrait-on imaginer que des ministres se présentent à des élections contre des parlementaires qui ont toujours soutenu leur gouvernement de leur vote ? Il n'y a pas à Paris un seul journaliste étranger qui ne soit stupéfait par cette affaire. » La Lettre de la Nation poursuit : « Question subsidiaire : pourquoi les ministres se présentent-ils contre des gens qui votent pour eux et non pas contre ceux qui votent contre eux ? Les électeurs sont les plus qualifiés pour donner la réponse. »

Le Centre indépendant (qui se réclame de la majorité présidentielle) a publié, jeudi 6 janvier, une déclaration sur la préparation des élections municipales à Paris. Il estime que « M. Michel d'Ornano est, de tous les candidats actuellement connus, celui qui présente le plus de qualités pour rassembler les formations et tendances de la majorité » et confirme « son soutien total » à l'entreprise du maire de Desvillie.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE : M. Péricard (R.P.R.) conduira la liste de la majorité.

Il n'y aura pas de duel aux prochaines élections municipales à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) entre M. Jean Chastang, R.L. maire sortant, et M. Michel Péricard, conseiller général R.P.R. du canton de Saint-Germain-en-Laye-Sud. Récemment réélu à la mairie du Vésinet, les représentants départementaux des quatre formations de la majorité présidentielle ont arbitré la situation après avoir estimé qu'une candidature unique était « éminemment souhaitable » pour faire face à la progression de la gauche. La majorité a donc unanimement décidé de soutenir la liste conduite par M. Michel Péricard, directeur de l'Information à Radio-France, qui est apparu au cours des derniers mois, et notamment depuis son élection au conseil général, en mars 1976, comme le candidat le plus efficace.

En revanche, le même comité de liaison de la majorité a pris l'engagement de soutenir la candidature unique de M. Jean Chastang à l'élection cantonale partielle, qui aura lieu le 30 janvier prochain à Saint-Germain-en-Laye-Nord, pour remplacer Jean-Paul Palewski, député R.P.R., président du conseil général des Yvelines, décédé le 10 décembre 1976.

**EN DIRECT D'USINE**  
FABRIQUE  
de  
**VÊTEMENTS PEAU**  
« LUXE »  
HOMME - FEMME  
**SOLDE**  
BLOUSONS - VESTES  
MANTEAUX - PELISSES  
PEAU LAINÉES  
à des  
**PRIX EXCEPTIONNELS**  
**TIMONT**  
14, Fbg-Saint-Honoré (8<sup>e</sup>)  
OUVERT DU LUNDI AU SAMEDI INCLUS

TOULON : l'accord entre les formations de gauche n'est toujours pas réalisé

De notre correspondant

Toulon. — A Toulon, l'accord n'est toujours pas réalisé entre les formations de gauche. Mercredi 5 janvier, M. Roger Fajardie, secrétaire national du parti socialiste, a précisé, à l'issue de la réunion du secrétariat du P.S. à Paris, que celui-ci « proposait que l'amiral Antoine Sangolnetti conduise la liste d'union de la gauche à Toulon » aux prochaines élections municipales. Le secrétariat souligne qu'il est indispensable que tout soit mis en œuvre pour réunir les meilleures chances de succès de la gauche dans cette ville. Aussitôt Mme Danièle De March, membre du comité central et leader communautaire toulonnais, a protesté contre « de telles méthodes », ajoutant : « Le respect du suffrage universel nous au parti communiste, à Toulon, la responsabilité de maire et de premier adjoint, bien évidem-

NANTES : l'Union démocratique bretonne présentera sa propre liste.

(De notre correspondant.) Nantes. — L'Union démocratique bretonne (organisation régionaliste militante pour un socialisme breton) a annoncé, mercredi 5 janvier, son intention de présenter une liste homogène lors des prochaines élections municipales à Nantes. La tête de liste sera le chanteur Gilles Servat. La décision de l'U.D.B. a été prise après que les trois partis de gauche, P.S., P.C. et M.R.G., ont refusé la participation de ses représentants à la liste commune qui conduira M. Alain Chenard (P.S.). Le comité central de l'U.D.B. a rappelé, mercredi, que, dans bien des communes, des accords ont été réalisés prévoyant la présence de l'U.D.B. sur les listes d'union de la gauche.

M. Guy Hermier, membre du bureau politique du parti communiste, qui s'adressait, jeudi 6 janvier, aux dockers sur le port de Marseille a critiqué l'attitude des socialistes marseillais pour les prochaines élections municipales. Après avoir souhaité que M. Gaston Defferre, maire sortant, président du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche de l'Assemblée nationale, revienne sur sa décision de présenter des listes U.G.S.D. (Union de la gauche socialiste et démocratique, qui rassemble socialistes et radicaux de gauche), M. Hermier a déclaré : « Qui peut croire que pour être élus demain, il faut se diviser aujourd'hui ? » Il a indiqué que le parti communiste allait proposer une nouvelle rencontre exceptionnelle aux socialistes afin d'aboutir à un accord dès le premier tour.

Le bureau national du Mouvement des radicaux de gauche, réuni mercredi 5 janvier, a constaté que « dans de trop nombreuses communes existent de graves difficultés pour parvenir à un accord dans l'esprit du texte national adopté, le 28 juin, par les trois formations de gauche ». Regrettant que ces difficultés se produisent en particulier avec son partenaire de l'U.G.S.D. (Union de la gauche et démocratique), le parti socialiste, le M.R.G. a réaffirmé « sa volonté d'aboutir au meilleur accord possible c'est-à-dire à la constitution de listes d'union, qui permettront de remporter sur les listes de la droite contre-révolutionnaire ».

LILLE : le P.S. aurait la majorité absolue sur la liste d'union de la gauche

De notre correspondant

La liste d'union de la gauche que conduira, à Lille, aux élections municipales de mars prochain, le maire sortant, M. Pierre Mauroy, député, membre du secrétariat national du P.S., comprendrait vingt-deux socialistes, dont seize seront élus par la section socialiste de Lille, qui se réunira samedi 8 janvier, les cinq autres candidats socialistes étant désignés par M. Mauroy. Sur cette liste, qui comptera quarante-trois membres, figureraient également dix représentants du parti communiste, dont M. Alain Bocquet, membre du comité central du P.C.F., trois radicaux de gauche et un apparenté, quatre des cinq conseillers municipaux sortants qui appartiennent au Centre national des indépendants et paysans (le

HAUTS-DE-SEINE : les conseillers généraux communistes dénoncent « l'arbitraire » de la majorité.

Les conseillers généraux communistes des Hauts-de-Seine, qui détiennent seize des quarante sièges de l'Assemblée départementale, ont protesté, jeudi 6 janvier, contre « l'arbitraire » dont fait preuve, à leur égard, la majorité du conseil général. M. Lucien Lanterrier, président du groupe communiste, au cours d'une conférence de presse tenue devant la préfecture des Hauts-de-Seine, à Nanterre, a déclaré : « Dans les six derniers mois de 1976, M. Jacques Baumel, président (R.P.R.) du conseil général, a systématiquement refusé, en dehors des deux sessions, d'accorder toute salle aux élus communistes, les obligeant à recevoir les délégations et personnalités départementales dans le hall du conseil général. » M. Lanterrier a également protesté contre le refus de la majorité au conseil général de « réviser un découpage électoral qui fait que le siège d'un élu communiste représente en moyenne deux fois plus d'habitants que le siège d'un élu de droite ».

NIMES. — M. Michel Grollemund, ancien préfet du Gard, a confirmé officiellement, mercredi 5 janvier, sa décision d'être candidat à la mairie de Nîmes. Contrairement à ce qui avait été envisagé dans un premier temps (le Monde du 13 novembre), M. Grollemund a précisé que son intention était de ne pas « politiser » sa liste, ce qui sous-entend que n'y figurera pas M. Jean-Claude Servan-Schreiber, P.-D.G. de la Régie française de publicité, chef de file du R.P.R. dans le département du Gard et ancien député de Paris. La seule personnalité politique dont la participation est annoncée actuellement est M. Claude Baudouin, conseiller général (C.D.S.).

CHALONS-SUR-MARNE : M. Ménard (C.D.S.) ne se représentera pas.

(De notre correspondant.) CHALONS-SUR-MARNE. — M. Michel Ménard (C.D.S.) ne sera pas candidat aux prochaines élections municipales à Châlons-sur-Marne (Marne) dont il est le maire. Outre les raisons « essentiellement personnelles » qu'il invoque, M. Ménard pour motiver sa décision, il semble bien que celle-ci puisse également s'expliquer par la situation difficile de la majorité dans cette ville, où la gauche a progressé lors des dernières élections. La dégradation des positions de la majorité avait d'ailleurs conduit, en septembre 1976, M. Jean Degraeve (U.D.R.) à donner sa démission de maire de Châlons-sur-Marne en raison notamment d'un demi-échec lors des élections législatives de mars 1973 où M. Degraeve, bien que réélu député grâce au vote des communes rurales de sa circonscription, avait été mis en minorité par son adversaire communiste dans sa propre ville.

La majorité est, de plus, divisée en deux formations rivales : Châlons-Renouveau, animée par MM. Bourg-Broc, conseiller général R.P.R. et Tritant, ancien président du comité local de soutien à M. Chaban-Delmas, lors de l'élection présidentielle de mai 1974, et Châlons-83, dont le leader est un conseiller municipal, M. Camus (centre gauche).

Le remplacement de Louis Pradel, maire de Lyon, décédé le 27 novembre 1976, au conseil général du Rhône, donnera lieu à une élection cantonale partielle organisée les 30 janvier et 6 février prochains.

UNIQUE EN FRANCE. NE MANQUEZ PAS LE  
**FESTIVAL des VACANCES**  
des agences de voyages  
**le tourisme français**  
LES 15, 16 ET 17 JANVIER  
à la maison de la chimie  
28 bis, rue St-Dominique - 75007 Paris  
3 JOURS FANTASTIQUES POUR BIEN PRÉPARER VOS VACANCES.

- 14 salles de cinéma non-stop
- 35 offices de tourisme et cîes aériennes
- 520 m<sup>2</sup> d'exposition
- des voyages et de nombreux cadeaux à gagner
- des milliers de documents touristiques

nos brochures viennent de paraître, venez les chercher au festival des vacances ou demandez-les en découplant ce bon

Invitation  
au Festival des Vacances  
des agences de voyages LE TOURISME FRANÇAIS.

Vous êtes invité ainsi que vos amis, au Festival des Vacances LE TOURISME FRANÇAIS, qui se déroulera les 15, 16 et 17 janvier 1977 de 10 h 30 à 18 h 30 à la maison de la Chimie, 28 bis, rue Saint-Dominique, PARIS 75007, Métro Invalides.

Cette annonce tiendra lieu de billet d'entrée.

Ne pouvant assister au Festival des Vacances, je désire recevoir les brochures du TOURISME FRANÇAIS.

M. \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_

**le tourisme français** Joindre 5 F pour frais d'envoi  
98, rue de la Victoire - 75429 Paris Tél. 280.87.80



# POLITIQUE

## Libres opinions

### POUR UNE RÉFORME ÉLECTORALE

#### La représentation proportionnelle

par FRANCIS DORÉ (\*)

C'est pas en disant que la France n'est pas coupée en deux qu'on empêchera qu'elle le soit, mais en luttant contre les facteurs et les manifestations de cette cassure. C'est au succès de cette lutte que doivent aller nos vœux et, par conséquent, nos efforts. Des forces d'origines diverses et souvent opposées, mais uniment rétrogrades, tentent de nous entraîner dans une nouvelle guerre sociale : soumissions de pouvoir leur résister. Par cette résistance, nous les empêcherons de briser la nation et d'établir, en la brisant, leur domination au détriment de la démocratie, au détriment des Français, et donc de la France. La dictature est au bout d'un système qui ne fonctionne plus que dans la logique de la suprématie d'un groupe sur l'autre en dehors de tout consensus. Cette logique nous paraît mauvaise. Nous ne saurions ni nous y rallier ni nous y résigner.

La liberté et l'égalité, redécouvertes ensemble en cette fin de siècle dans une admirable surprise, doivent être gagnées ou défendues par une fraternité de conquête dans la diversité et la promotion des hommes, auxquelles doivent s'attacher tous ceux qui refusent les affrontements qui se préparent et, sachant — hélas ! — leur caractère largement inévitable, se soucient d'en pallier les conséquences.

Les après-élections sont les nouveaux après-guerres.

La diversité est essentielle à la démocratie et à la liberté. Elle se traduit en même temps qu'elle les soutient et leur donne tout leur épanouissement. Au niveau politique, un vieux débat s'acquiesce de nouveau entre les défenseurs de la représentation proportionnelle et ceux du scrutin majoritaire. Que les partisans de ce dernier système veuillent bien considérer que la Constitution de 1958, modifiée en 1962, a donné à la France un régime dans lequel la répartition des pouvoirs et les garanties de la stabilité des institutions sont telles qu'elles réduisent considérablement la portée des critiques qui pouvaient être adressées à la représentation proportionnelle et qui l'étaient si légitimement sous la IV<sup>e</sup> République.

Par ailleurs, et dans la mesure même où la représentation proportionnelle conduit les partis à affirmer leur originalité propre et non à se confondre pour s'opposer, dans des alliances qui peuvent aller contre la nature, comme dans le scrutin majoritaire, elle évite ce choc de deux France artificiellement rassemblées qui pourrait bien être fatal au régime lui-même dans l'hypothèse où l'exercice du suffrage universel, pratiqué pour l'élection du président de la République et celle des députés, donnerait des résultats contraires. La représentation proportionnelle, dans une telle hypothèse, doit à la fois offrir de plus grandes facilités dans la coordination de l'action et permettre au président de la République et aux députés de mieux tenir compte de la volonté nationale dans le choix des décisions qu'ils seront amenés à prendre ultérieurement dans la durée de leur mandat respectif. Il n'est donc pas certain que la défense des institutions léguées par le général de Gaulle ait aujourd'hui de pair avec celle du scrutin majoritaire, mais il apparaît, au contraire, que la représentation proportionnelle qui traduit la diversité nationale dans son expression politique garantirait mieux ce maintien parce qu'elle en assurerait mieux la succession. C'est à cette considération que la France qu'il apparaît désormais indispensable de s'arrêter, sans exclure les aménagements qui pourraient être rendus nécessaires.

Il convient évidemment de prolonger la réflexion sur la dynamique de la diversité dans tous les domaines de l'organisation sociale. Au plan économique, par la lutte contre les monopoles et les multinationales, contre les excès de la bureaucratie et de la fiscalité, pour la protection des petites et moyennes entreprises, aussi essentiel à la démocratie économique que la protection du citoyen l'est à la démocratie politique, et nous savons que les deux sont indissociables. Enfin, par l'avènement d'une véritable société de culture qui peut être définie comme la contrainte de la société de consommation, par la diversité authentique de l'expression et l'engagement créateur de chacun d'entre nous, société de culture que l'homme a inventée dans l'aménagement du temps et le progrès des machines pour sembler tout à coup désespéré, ne sachant que faire de la vie qu'il a gagnée. Mais cette dynamique de la diversité sera mieux assurée dans ses prolongements si elle trouve son application première dans l'organisation fondamentale de la cité, la politique ou le « pouvoir des chefs » qui doivent être les nôtres pour un avenir d'espoir.

(\*) Agrégé des facultés de droit, professeur à Paris-XII, secrétaire national des républicains indépendants.

#### Un système « modulé »

par GABRIEL PÉRONNET (\*)

L'ACTUALITÉ, on le sait, donne la priorité à l'examen et à la solution du lancinant problème de l'inflation. Ce n'est pas à dire que ces urgences doivent faire oublier le problème, plus général, en un sens plus permanent, et, en tout cas, faire la recherche d'une solution véritable, je veux parler de l'équilibre de nos institutions.

Les radicaux, c'est bien connu, sont férus de discussions constitutionnelles. Ce n'est pas tant pour satisfaire à ces principes : c'est parce que l'échecance prochaine de notre vie politique appelle impérieusement que je souhaite voir remise sur le tapis la question du nécessaire toilettage de notre Constitution. Trois points me paraissent appeler d'urgence, une réflexion et surtout des mesures : La mode de scrutin, la réforme des suppléants et le cumul des mandats.

La réforme de la loi électorale, au moins pour les élections législatives, apparaît, de l'avis de tous, comme la question à débattre le plus rapidement : point n'est besoin d'insister à nouveau sur les risques de déséquilibre grave, pouvant ouvrir la voie à une crise nationale, qu'entraînerait une rupture entre les deux expressions constitutionnelles de la volonté nationale, soit, pour parler plus simplement, entre l'orientation politique majoritaire de l'Assemblée nationale et les choix fondamentaux du président de la République. La substitution à l'actuel scrutin majoritaire d'une représentation proportionnelle « modulée » des tendances n'aurait pas seulement dans le cadre d'une plus grande équité ; elle nous permettrait d'établir la bipolarisation d'aujourd'hui et, permettant une distribution plus subtile des tendances et des nuances de l'échiquier des forces politiques, elle mettrait l'exécutif en mesure de mieux dégager ces fameuses « majorités d'idées » dans lesquelles je veux voir le contenu le plus tangible de la formule « gouverner au centre », c'est-à-dire, dégager pour chaque type de problème une majorité propre à soutenir une solution d'intérêt général. Ainsi, se trouveraient réalisées les conditions d'une meilleure marge de manœuvre, d'un « jeu », d'une souplesse propre à pallier ces risques de crise que tout le monde, aujourd'hui, est en droit de redouter.

Au regard de telles préoccupations, la question des suppléants peut paraître minime et dérisoire. Sous sa forme actuelle, elle me semble parfaitement participer à des excès de cette même bipolarisation. On l'a vu encore récemment : la préoccupation, normale et légitime des ministres ayant cessé de faire partie du gouvernement, est de retrouver le mandat que leurs électeurs leur avaient confié, elle contribue à alimenter le climat d'affrontement lié par ailleurs aux règles du scrutin majoritaire. La multiplication inévitable d'élections partielles entraîne un climat de campagne électorale permanente préjudiciable à l'intensité comme à la continuité de l'effort civique qu'appellent les circonstances présentes. Une réforme minuscule, rendant à la notion de suppléant son sens strict et véritable résoudre ainsi le problème : il suffirait que les suppléants ne remplacent le député ou le sénateur devenu ministre que durant la seule période où ces derniers prendraient part aux responsabilités gouvernementales. En recouvrant le mandat que la volonté populaire lui a confié, le parlementaire ministre pourrait éviter d'entraîner cette scission des luttes partisans que constituent inéluctablement des élections partielles. La sérénité de notre vie politique y gagnerait assurément.

Dans une perspective très voisine, on ne peut pas étudier la question du cumul des mandats. L'échecance, désormais proche de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct en souligne encore davantage l'actualité.

La crédibilité de l'institution anel rénovée serait douteuse, si ceux-là mêmes qui doivent la faire vivre se dispersaient entre les obligations trop diverses et atténuées à des niveaux de compétence et de responsabilité par trop contrastés. Je souhaite que les réflexions qui s'engagent à l'approche de cette capitale mutation fournissent l'occasion de définir, à l'encore, un équilibre sain ; on peut imaginer, par exemple, une limitation « flexible » des mandats permettant d'exercer tout à la fois un mandat local et un mandat national ou européen (l'association de deux types de préoccupation est incontestablement d'une grande salubrité) sans que la nature de l'un ou de l'autre soit forcément posée. Il importe en tout cas de ne plus éluder davantage l'examen d'une question trop longtemps différée.

(\*) Président du parti radical-socialiste.

# ÉDUCATION

## DANS TROIS ÉTABLISSEMENTS DE MARSEILLE Le chinois au lycée

De notre correspondant

Marseille. — Trois établissements secondaires de Marseille, les lycées Jean-Perrin, Marcel-Pagnol et Marcelle-Clerc, viennent de créer un enseignement de chinois, assuré par un professeur certifié. En dehors de la région parisienne, où six établissements ont mis l'étude du chinois au programme (les lycées Racine, Fénelon, François-Villon, Paul-Valéry, de Saint-Germain-en-Laye et de Montgeron — ce dernier depuis 1967), le chinois n'est enseigné dans la seconde qu'à Bordeaux et au lycée Mistral d'Arles.

Le certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire (CAPES) de chinois, créé en 1966, après la reprise des relations diplomatiques, avait débouché, cette année-là, sur la création de trois postes de professeurs certifiés. Il faudra attendre 1974-1975 pour que trois autres postes soient créés. Deux autres l'ont été en 1975-1976, portant à huit le nombre des professeurs de chinois dans l'enseignement secondaire français.

Depuis septembre 1976, deux cents Marseillais de tous âges — mais en grande majorité des lycéens — baignent consciencieusement leurs idéogrammes, s'exercent à décrire leur signification, s'efforcent de retenir dans leurs gossiers quelques-unes des consonnes de la langue la plus parlée au monde. La demande est si grande que les cours pour adultes, donnés dans le cadre de la promotion sociale, principalement à des professeurs ou à des fonctionnaires.

Les cours donnés dans les lycées Marcel-Pagnol (quatre heures par semaine) et Marcelle-Clerc (deux heures) sont destinés à l'initiation d'élèves de la 4<sup>e</sup> à la terminale. L'étude de la langue chinoise, marseillais une qualité naturelle non négligeable : cet accent qui chante et fait sourire les étrangers à la région faisant sonner les « x » et les « n », leur permet de saisir les voyelles chinoises aussi bien que les Pékinois. L'originalité de l'enseignement dispensé au lycée Jean-Perrin, qui absorbe la moitié du service de M. Kantor, est de s'adresser à une quinzaine d'élèves de la classe de techniciens supérieurs, section

(1) Il y avait vingt candidats pour deux postes.

JEAN CONTRUCCI.

## L'UNEF lance un appel à la solidarité

En supprimant, l'été dernier, sa subvention à l'Union nationale des étudiants de France (UNEF, ex-Renouveau), le secrétaire d'État aux universités a-t-il cherché à « étrangler financièrement » cette organisation ? C'est ce qu'affirment les responsables de l'UNEF (1), dont la situation financière est jugée telle qu'elle met en péril sa survie. Pour y faire face, l'UNEF lance un appel national à la solidarité en adressant une demande d'aide à cent cinquante organisations syndicales ou politiques et a décidé d'éditer des « bons de souscription ».

Mardi 4 janvier, le téléphone ne sonnait plus au siège parisien de l'UNEF. Lassé du retard du règlement de leurs factures, les P.T.T. avaient débranché les lignes de l'organisation étudiante. C'est l'une des difficultés rencontrées par le délégué financier de l'UNEF depuis plusieurs semaines : loyers impayés, imprimeurs qui refusent de reporter une nouvelle fois leurs recouvrements, dettes qui datent parfois de cinq ans.

L'UNEF estime devoir trouver d'ici quelques semaines les près de 250.000 F. pour faire face à ses échéances. « Le risque est sérieux », affirme M. Jean-Luc Mano, son président, de devoir mettre la clé sous la porte. La première association étudiante par le nombre (l'UNEF revendique cinquante mille adhérents) aurait-elle aussi faibles ressources financières ? La suppression de la subvention (le *Monde* du 9 novembre 1976) est-elle la seule cause de son déficit ? Pour l'exercice 1976-1977, l'UNEF avait obtenu de M. Jean-Pierre Soisson, alors secrétaire d'État aux universités, qu'une aide lui soit à nouveau accordée. Cette année-là, l'organisation avait touché 80.000 F. et 40.000 F. de « rappels ».

Cette subvention était cependant loin de constituer le total des revenus de l'UNEF. En 1975-1976, le responsable financier a géré un budget de 1 million de francs : 260.000 F. provenaient des cotisations ; 400.000 F. des bénéfices des sections locales de l'UNEF (notamment par le produit des services) ; 150.000 F. des collectes ; 100.000 F. de subventions locales (les sections locales reversent une partie de l'aide accordée par les universités, des municipalités ou des conseils généraux) ; 200.000 F. enfin, provenant de recettes publicitaires.

PHILIPPE BOGGIO.

(1) 1, rue de Provence, 75008 Paris.

# SCIENCES

## LA RECHERCHE SUR LES PARTICULES

### Avec le nouvel accélérateur du CERN l'Europe dispose des mêmes moyens que les États-Unis

Les expériences sur le super-synchrotron à protons (S.P.S.), que l'Organisation européenne de recherches nucléaires (CERN) a construit à Genève, commencent ce vendredi 7 janvier.

C'est en 1971, après de longues discussions, que fut décidée la construction, auprès du synchrotron (PS) déjà existant, dont l'énergie est de 28 GeV, d'une machine bien plus puissante dans laquelle on injecterait les protons accélérés par le PS, et qui porterait leur énergie à 400 GeV. Sous la direction du Britannique

John Adams, la construction fut menée à bien dans les délais, et, ce qui n'est guère usuel, pour un coût inférieur aux prévisions. Le S.P.S. se présente comme un anneau de près de 7 kilomètres de circonférence, enterré sous la frontière franco-suisse, que les protons franchissent cent mille fois par seconde. (*Le Monde* du 28 avril 1976.)

Au terme de plusieurs mois de réglages et de mise en place des expériences, le S.P.S. est, à partir de ce vendredi, à la disposition des nombreux groupes dont les propositions d'expériences ont été retenues.

#### Neuf expériences

Ces expériences, dont neuf commencent ce jour, s'articulent autour de deux thèmes. Le premier est l'étude des neutrons : ces particules ont avec la matière une interaction très particulière, dite faible en raison de sa petitesse ; bien que toujours très faible, cette interaction augmente rapidement avec l'énergie. Le S.P.S. doit donc permettre d'observer beaucoup plus de réactions qu'auparavant et les physiciens en espèrent des découvertes importantes. L'autre thème est l'étude du

« charme ». Trois ans ont passé depuis que Burton Richter et Samuel Ting ont découvert simultanément une nouvelle race de particules, découverte qui leur a valu le prix Nobel en octobre dernier. On a dénommé « charme » ce qui distingue ces particules des autres, et les théoriciens ont fait de nombreuses hypothèses sur le comportement des particules charmées. Là encore, un gain en énergie était nécessaire pour progresser : la S.P.S. apporte aux Européens la possibilité de découvrir jusqu'à 10<sup>10</sup> réactions aux accélérateurs américains. — M. A.

## Une révolution technologique dans les lessives

### Henkel met au point un succédané de phosphate

Le groupe chimique allemand Henkel vient de mettre au point un succédané du phosphate, dont l'emploi permettra, à partir de 1980, de réduire de moitié environ les quantités de phosphate naturel employées dans la fabrication des détergents et des lessives d'usage courant.

Ce succédané — baptisé Sasil — se présente sous la forme d'un silicate de sodium-aluminium. Il est biodegradable, non toxique et sans effet sur l'environnement. Henkel pense être en mesure d'en produire 5.000 tonnes par an dès la fin de 1977.

Une bataille à coup de millions de dollars

Depuis de très nombreuses années, les fabricants de détergents se battent à coup de millions de dollars pour trouver un substitut au phosphate, à juste titre, de favoriser la prolifération des algues dans les eaux douces. Grandes compagnies multinationales, celles-ci détruisent peu à peu toute la faune et la flore.

En 1974 déjà, une petite firme hollandaise, la société de Kijk, avait mis au point sans grand succès, semblait-il, un concurrencier du phosphate. C'est à la base d'extraits de betterave fermentée. De leur côté, les groupes Monsanto (américain) et Orléans (anglais-hollandais) ont poussé activement leurs recherches et testent actuellement des molécules synthétiques de leur cru.

Dans la bataille acharnée que se livrent les quatre grands « lessiviers » :

هكذا من الأصل

# L'ECHE

## L'école

Les enseignants de l'enseignement secondaire ont voté, le 27 décembre, une motion de confiance à l'égard du ministre de l'Éducation nationale, M. Jean-Pierre Soisson. Cette motion, adoptée à l'unanimité, reconnaît les efforts du ministre pour la réforme de l'enseignement et s'engage à poursuivre ces efforts. Elle souligne également la nécessité d'une réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. La motion appelle le ministre à prendre des mesures pour améliorer la situation des enseignants et à renforcer le rôle de l'État dans l'éducation.

Faire sauter les barres. Les enseignants de l'enseignement secondaire ont voté, le 27 décembre, une motion de confiance à l'égard du ministre de l'Éducation nationale, M. Jean-Pierre Soisson. Cette motion, adoptée à l'unanimité, reconnaît les efforts du ministre pour la réforme de l'enseignement et s'engage à poursuivre ces efforts. Elle souligne également la nécessité d'une réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. La motion appelle le ministre à prendre des mesures pour améliorer la situation des enseignants et à renforcer le rôle de l'État dans l'éducation.

**TED LAPIDUS**  
Montparnasse  
**SOLDES**  
collection Femmes & Hommes  
Centre commercial 114 rue de Montparnasse - Paris 14ème  
Arrivée - parking gratuit



سكنى الاول

## ÉDUCATION

### L'ÉCHEC DES C.E.S.

## L'école et l'égalité

De projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

L'école facteur de rétablissement de l'égalité des chances, lieu de cette égalité ? On le croyait encore, en 1963, lorsque furent créés les premiers C.E.S. (collèges d'enseignement secondaire) par Christian Fouchet, alors ministre de l'Éducation nationale, conseillé par le recteur Jean Capelle, lui-même aidé par M. René Haby. Cette création devait représenter une date aussi importante, aux yeux de ses auteurs, que l'instauration de la scolarité obligatoire en 1882 par Jules Ferry. Dans les deux cas, en effet, il s'agissait de sanctionner officiellement un mouvement social profond d'aspiration à l'instruction. De même que le peuple français montrait la voie avant que la loi ne légitime l'école primaire à la fin du siècle dernier, la pression exercée sur le secondaire dans les années d'après-guerre allait conduire d'abord à la prolongation jusqu'à seize ans de la scolarité obligatoire (1959), puis à la création de collèges destinés à accueillir tous les enfants de France (1963).

Près de quinze ans après, le constat est amer : les C.E.S. ont échoué dans leur ambition d'égaliser les chances. C'est ce que montre l'enquête du Monde de l'éducation de janvier 1977. Réunir sous le même toit tous les enfants de France à l'issue de l'école primaire était un objectif noble et généreux. Faire sauter les cloisons jalouses qui, jusque-là, se partageaient le plus souvent en fonction de leur niveau social était une entreprise dont les résistances qu'elle a rencontrées ont montré qu'elle était hardie. Avant 1963, en effet, au terme de la deuxième année du cours moyen, les enfants entraient soit dans les classes de fin d'études du primaire, soit dans les cours complémentaires, soit dans les premiers cycles des lycées. Le destin des uns et des autres était figé : les premiers ne tarderaient pas à quitter le système éducatif pour s'engager, sans formation professionnelle, dans la vie active, les derniers s'engageraient dans la voie royale qui mènerait au baccalauréat, et, plus tard, aux études universitaires.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

sements privés; les classes moyennes — principales responsables de l'explosion scolaire — ont eu le sentiment d'avoir été dupées : tant de sacrifices pour un si piètre résultat ! Dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

L'école facteur de rétablissement de l'égalité des chances, lieu de cette égalité ? On le croyait encore, en 1963, lorsque furent créés les premiers C.E.S. (collèges d'enseignement secondaire) par Christian Fouchet, alors ministre de l'Éducation nationale, conseillé par le recteur Jean Capelle, lui-même aidé par M. René Haby. Cette création devait représenter une date aussi importante, aux yeux de ses auteurs, que l'instauration de la scolarité obligatoire en 1882 par Jules Ferry. Dans les deux cas, en effet, il s'agissait de sanctionner officiellement un mouvement social profond d'aspiration à l'instruction. De même que le peuple français montrait la voie avant que la loi ne légitime l'école primaire à la fin du siècle dernier, la pression exercée sur le secondaire dans les années d'après-guerre allait conduire d'abord à la prolongation jusqu'à seize ans de la scolarité obligatoire (1959), puis à la création de collèges destinés à accueillir tous les enfants de France (1963).

Près de quinze ans après, le constat est amer : les C.E.S. ont échoué dans leur ambition d'égaliser les chances. C'est ce que montre l'enquête du Monde de l'éducation de janvier 1977. Réunir sous le même toit tous les enfants de France à l'issue de l'école primaire était un objectif noble et généreux. Faire sauter les cloisons jalouses qui, jusque-là, se partageaient le plus souvent en fonction de leur niveau social était une entreprise dont les résistances qu'elle a rencontrées ont montré qu'elle était hardie. Avant 1963, en effet, au terme de la deuxième année du cours moyen, les enfants entraient soit dans les classes de fin d'études du primaire, soit dans les cours complémentaires, soit dans les premiers cycles des lycées. Le destin des uns et des autres était figé : les premiers ne tarderaient pas à quitter le système éducatif pour s'engager, sans formation professionnelle, dans la vie active, les derniers s'engageraient dans la voie royale qui mènerait au baccalauréat, et, plus tard, aux études universitaires.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

sements privés; les classes moyennes — principales responsables de l'explosion scolaire — ont eu le sentiment d'avoir été dupées : tant de sacrifices pour un si piètre résultat ! Dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

L'école facteur de rétablissement de l'égalité des chances, lieu de cette égalité ? On le croyait encore, en 1963, lorsque furent créés les premiers C.E.S. (collèges d'enseignement secondaire) par Christian Fouchet, alors ministre de l'Éducation nationale, conseillé par le recteur Jean Capelle, lui-même aidé par M. René Haby. Cette création devait représenter une date aussi importante, aux yeux de ses auteurs, que l'instauration de la scolarité obligatoire en 1882 par Jules Ferry. Dans les deux cas, en effet, il s'agissait de sanctionner officiellement un mouvement social profond d'aspiration à l'instruction. De même que le peuple français montrait la voie avant que la loi ne légitime l'école primaire à la fin du siècle dernier, la pression exercée sur le secondaire dans les années d'après-guerre allait conduire d'abord à la prolongation jusqu'à seize ans de la scolarité obligatoire (1959), puis à la création de collèges destinés à accueillir tous les enfants de France (1963).

Près de quinze ans après, le constat est amer : les C.E.S. ont échoué dans leur ambition d'égaliser les chances. C'est ce que montre l'enquête du Monde de l'éducation de janvier 1977. Réunir sous le même toit tous les enfants de France à l'issue de l'école primaire était un objectif noble et généreux. Faire sauter les cloisons jalouses qui, jusque-là, se partageaient le plus souvent en fonction de leur niveau social était une entreprise dont les résistances qu'elle a rencontrées ont montré qu'elle était hardie. Avant 1963, en effet, au terme de la deuxième année du cours moyen, les enfants entraient soit dans les classes de fin d'études du primaire, soit dans les cours complémentaires, soit dans les premiers cycles des lycées. Le destin des uns et des autres était figé : les premiers ne tarderaient pas à quitter le système éducatif pour s'engager, sans formation professionnelle, dans la vie active, les derniers s'engageraient dans la voie royale qui mènerait au baccalauréat, et, plus tard, aux études universitaires.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

sements privés; les classes moyennes — principales responsables de l'explosion scolaire — ont eu le sentiment d'avoir été dupées : tant de sacrifices pour un si piètre résultat ! Dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

L'école facteur de rétablissement de l'égalité des chances, lieu de cette égalité ? On le croyait encore, en 1963, lorsque furent créés les premiers C.E.S. (collèges d'enseignement secondaire) par Christian Fouchet, alors ministre de l'Éducation nationale, conseillé par le recteur Jean Capelle, lui-même aidé par M. René Haby. Cette création devait représenter une date aussi importante, aux yeux de ses auteurs, que l'instauration de la scolarité obligatoire en 1882 par Jules Ferry. Dans les deux cas, en effet, il s'agissait de sanctionner officiellement un mouvement social profond d'aspiration à l'instruction. De même que le peuple français montrait la voie avant que la loi ne légitime l'école primaire à la fin du siècle dernier, la pression exercée sur le secondaire dans les années d'après-guerre allait conduire d'abord à la prolongation jusqu'à seize ans de la scolarité obligatoire (1959), puis à la création de collèges destinés à accueillir tous les enfants de France (1963).

Près de quinze ans après, le constat est amer : les C.E.S. ont échoué dans leur ambition d'égaliser les chances. C'est ce que montre l'enquête du Monde de l'éducation de janvier 1977. Réunir sous le même toit tous les enfants de France à l'issue de l'école primaire était un objectif noble et généreux. Faire sauter les cloisons jalouses qui, jusque-là, se partageaient le plus souvent en fonction de leur niveau social était une entreprise dont les résistances qu'elle a rencontrées ont montré qu'elle était hardie. Avant 1963, en effet, au terme de la deuxième année du cours moyen, les enfants entraient soit dans les classes de fin d'études du primaire, soit dans les cours complémentaires, soit dans les premiers cycles des lycées. Le destin des uns et des autres était figé : les premiers ne tarderaient pas à quitter le système éducatif pour s'engager, sans formation professionnelle, dans la vie active, les derniers s'engageraient dans la voie royale qui mènerait au baccalauréat, et, plus tard, aux études universitaires.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

sements privés; les classes moyennes — principales responsables de l'explosion scolaire — ont eu le sentiment d'avoir été dupées : tant de sacrifices pour un si piètre résultat ! Dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

L'école facteur de rétablissement de l'égalité des chances, lieu de cette égalité ? On le croyait encore, en 1963, lorsque furent créés les premiers C.E.S. (collèges d'enseignement secondaire) par Christian Fouchet, alors ministre de l'Éducation nationale, conseillé par le recteur Jean Capelle, lui-même aidé par M. René Haby. Cette création devait représenter une date aussi importante, aux yeux de ses auteurs, que l'instauration de la scolarité obligatoire en 1882 par Jules Ferry. Dans les deux cas, en effet, il s'agissait de sanctionner officiellement un mouvement social profond d'aspiration à l'instruction. De même que le peuple français montrait la voie avant que la loi ne légitime l'école primaire à la fin du siècle dernier, la pression exercée sur le secondaire dans les années d'après-guerre allait conduire d'abord à la prolongation jusqu'à seize ans de la scolarité obligatoire (1959), puis à la création de collèges destinés à accueillir tous les enfants de France (1963).

Près de quinze ans après, le constat est amer : les C.E.S. ont échoué dans leur ambition d'égaliser les chances. C'est ce que montre l'enquête du Monde de l'éducation de janvier 1977. Réunir sous le même toit tous les enfants de France à l'issue de l'école primaire était un objectif noble et généreux. Faire sauter les cloisons jalouses qui, jusque-là, se partageaient le plus souvent en fonction de leur niveau social était une entreprise dont les résistances qu'elle a rencontrées ont montré qu'elle était hardie. Avant 1963, en effet, au terme de la deuxième année du cours moyen, les enfants entraient soit dans les classes de fin d'études du primaire, soit dans les cours complémentaires, soit dans les premiers cycles des lycées. Le destin des uns et des autres était figé : les premiers ne tarderaient pas à quitter le système éducatif pour s'engager, sans formation professionnelle, dans la vie active, les derniers s'engageraient dans la voie royale qui mènerait au baccalauréat, et, plus tard, aux études universitaires.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

sements privés; les classes moyennes — principales responsables de l'explosion scolaire — ont eu le sentiment d'avoir été dupées : tant de sacrifices pour un si piètre résultat ! Dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

L'école facteur de rétablissement de l'égalité des chances, lieu de cette égalité ? On le croyait encore, en 1963, lorsque furent créés les premiers C.E.S. (collèges d'enseignement secondaire) par Christian Fouchet, alors ministre de l'Éducation nationale, conseillé par le recteur Jean Capelle, lui-même aidé par M. René Haby. Cette création devait représenter une date aussi importante, aux yeux de ses auteurs, que l'instauration de la scolarité obligatoire en 1882 par Jules Ferry. Dans les deux cas, en effet, il s'agissait de sanctionner officiellement un mouvement social profond d'aspiration à l'instruction. De même que le peuple français montrait la voie avant que la loi ne légitime l'école primaire à la fin du siècle dernier, la pression exercée sur le secondaire dans les années d'après-guerre allait conduire d'abord à la prolongation jusqu'à seize ans de la scolarité obligatoire (1959), puis à la création de collèges destinés à accueillir tous les enfants de France (1963).

Près de quinze ans après, le constat est amer : les C.E.S. ont échoué dans leur ambition d'égaliser les chances. C'est ce que montre l'enquête du Monde de l'éducation de janvier 1977. Réunir sous le même toit tous les enfants de France à l'issue de l'école primaire était un objectif noble et généreux. Faire sauter les cloisons jalouses qui, jusque-là, se partageaient le plus souvent en fonction de leur niveau social était une entreprise dont les résistances qu'elle a rencontrées ont montré qu'elle était hardie. Avant 1963, en effet, au terme de la deuxième année du cours moyen, les enfants entraient soit dans les classes de fin d'études du primaire, soit dans les cours complémentaires, soit dans les premiers cycles des lycées. Le destin des uns et des autres était figé : les premiers ne tarderaient pas à quitter le système éducatif pour s'engager, sans formation professionnelle, dans la vie active, les derniers s'engageraient dans la voie royale qui mènerait au baccalauréat, et, plus tard, aux études universitaires.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

### NOUVELLES PROTESTATIONS SYNDICALES CONTRE LA SUSPENSION DES STAGES D'ENSEIGNANTS

Le ministère de l'éducation fait « des économies sordides », estime le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES), affilié à la Fédération de l'éducation nationale (FEN), après la décision de M. René Haby de suspendre, au cours du mois de janvier, les stages de formation des enseignants (le Monde des 6 et 7 janvier). Selon le SNES, la décision du ministre, « dressant des obstacles nouveaux, en particulier pour ceux qui cherchent malgré tout à améliorer la qualité de leur travail et l'efficacité de leur service public d'éducation, aggrave les difficultés que ressentent aujourd'hui les enseignants et qui mettent en

cause leur santé. Le SNES rappelle que pour le second degré il demande la création d'emplois de titulaires-remplaçants et l'organisation d'une formation permanente des maîtres, dans le cadre des obligations normales de fonctionnement du service public ». La C.G.T., pour sa part, considère cette mesure comme « un scandale de plus qui risque d'ajouter aux difficultés de l'école, dont sont victimes les enfants de travailleurs et les maîtres. La C.G.T. et ses organisations ne sauraient rester indifférentes à des mesures qui mettent en péril l'avenir de la jeunesse et de la classe ouvrière de demain ».

# DEMAIN SAMEDI 8 JANVIER

# DÉBUT des

# SOLDES

# FOURRURES DU NORD

115,117,119,rue La Fayette

PARIS 10<sup>e</sup>

PRES GARE du NORD

100,Av. Paul Doumer  
PARIS 16<sup>e</sup>

ANGLE RUE de la POMPE

Magasins ouverts tous les jours de 9h à 19h 30  
sans interruption sauf dimanche

TED LAPIDUS

Montparnasse

SOLDES

collection Femmes & Hommes

Centre commercial Maine-Montparnasse - Paris 15<sup>ème</sup>  
11 rue de l'Arrivée - parking gratuit

La réforme de l'enseignement n'a de chances de modifier l'école que si les hommes — au-delà des textes

ON  
LISEMENTS DE MARSEILLE  
is au lycée

Le correspondant  
L'enseignement secondaire de Marseille, le lycée, assuré par un professeur certifié, où six établissements ont mis l'année de la langue chinoise, François-Véron, de la langue et de la culture — ce qui est enseigné dans le secondaire et la formation.

Le professeur de l'enseignement secondaire, après la reprise des relations, il faudra attendre 1974-1975 pour que deux autres l'aient été en 1973-1974. Les professeurs de chinois dans l'enseignement secondaire.

Le lycée Jean-Perrin accueille, à 20 heures, des cours de la promotion sociale, en particulier à des professeurs ou à des fonctionnaires.

Les cours donnés dans les lycées (Marseille) sont destinés à l'initiation des élèves de la 4<sup>e</sup> à la terminale. L'étude de la langue chinoise est compliquée qu'elle soit faite par une structure différente, l'enseignement est plus difficile, l'enseignement est plus difficile, l'enseignement est plus difficile.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.

Le projet de réforme en réforme, l'opinion française a fini par s'habituer à ce paradoxe : dans l'enseignement, tout va changer, mais rien ne change jamais. A l'instar de ce qui se passe dans les milieux modestes, on en a rebattu sur ses ambitions.



## DÉFENSE

INQUIET POUR SON AVENIR A MOYEN TERME

### L'arsenal de Cherbourg recherche un complément à son activité traditionnelle

Cherbourg. — Assuré depuis plus de dix ans en raison de l'importance du programme des sous-marins stratégiques, le plan de charge de l'arsenal de Cherbourg a été brutalement compromis par la décision d'arrêter la construction du sixième sous-marin lance-missiles, l'« Inflexible », qui l'a privé de quelques sept millions d'heures de travail d'ici à 1981.

L'établissement, qui occupait plus de cinq mille ouvriers au 1<sup>er</sup> janvier 1976, a perdu depuis environ trois cent cinquante personnes travaillant sous contrat ou sur marché de travaux. Aucune nouvelle réduction des effectifs ne serait prononcée en 1977, bien que les prévisions d'activité soient très sombres pour le début de l'année.

C'est pour la période 1978-1981 que l'on s'inquiète désormais à Cherbourg. L'économie risquerait en effet d'être gravement compromise si l'arsenal, qui assure à lui seul le cinquième du chiffre d'affaires du commerce local, ne trouve pas un complément de charge à son activité traditionnelle.

En 1977, l'établissement pourra assurer le plein emploi de ses personnels grâce à la poursuite des programmes en cours : lancement et achèvement du cinquième sous-marin stratégique, le *Tonnant*, achèvement des sous-marins de 1200 tonnes type *Agosta*, construction du prototype des sous-marins nucléaires d'attaque et refonte du sous-marin expérimental *Gymnote* pour la mise au point du missile stratégique de la troisième génération, le M-4. Il n'en ira pas de même en 1978 et pendant les quatre ans qui précéderont la mise en service de la future chaîne de refonte des sous-marins lanceurs de missiles. Mis en service à la fin de 1973, le *Redoutable*, le premier de la série, n'est pas attendu à Cherbourg avant la fin de l'année 1981, pour y subir une refonte.

Pendant quatre ans, les spécialistes cherbourgeois des sous-marins devront donc se contenter de poursuivre les travaux engagés sur les premiers sous-marins nucléaires d'attaque qui n'assureront que quatre ou cinq millions d'heures de travail. Des perspectives semblaient s'ouvrir, par ailleurs, à Cherbourg, dès la mi-1976 par la signature d'un contrat portant sur l'exportation de deux sous-marins à propulsion classique de 1200 tonnes. Mais, comme la Libye pour ses « vedettes de

De notre correspondant

Cherbourg. — Le monde du 30 décembre, l'Egypte tarde à confirmer cette commande (environ deux millions d'heures de travail) qui, en tout état de cause, ne serait d'ailleurs pas suffisante pour assurer la bonne santé de l'établissement.

#### Un transfert d'activités

Que va-t-on faire à l'arsenal pendant ces années difficiles ? Le problème préoccupe à la fois l'état-major et la délégation ministérielle pour l'armement. Celle-ci serait, dit-on, favorable au transfert à Cherbourg de l'une des deux chaînes de refonte des sous-marins classiques, actuellement réparties entre Lorient et Toulon. Ce dernier port a tiré bénéfice du passage de l'Atlantique à la Méditerranée d'une partie de l'escadre de Brest : ses activités de maintenance et de logistique vont être désormais accrues. Il est, sans doute, tentant de réaffirmer la vocation opérationnelle des deux principaux ports militaires français (Toulon et Brest) et d'encourager, en revanche, le regroupement des activités de construction ou de refonte au sein des bases secondaires de Lorient et de Cherbourg. Dans ce dernier port ont été étudiées et construites, entre 1967 et 1969, la plupart des sous-marins type *Narval*, *Arctique* et *Daphné*. Il est donc normal d'imaginer leur retour à l'occasion des modernisations qui permettront de les prolonger jusqu'à la date d'entrée en service des nouvelles escadilles de sous-marins nucléaires d'attaque.

Ce transfert, que l'arsenal de Cherbourg estime indispensable pour assurer le maintien de son potentiel industriel, risque toutefois d'être mal accueilli par les équipages. Sous l'influence de leurs familles, les sous-marins sont devenus à leur tour exilés en matière d'affectation. Craignant sans doute de méconnaître le personnel appelé à effectuer un grand carénage loin de la zone d'activité habituelle, l'état-major serait sensible à cet aspect du problème.

Ce projet, qui est à la fois étudié par la marine et la direction technique des constructions navales, devrait tenir compte de la mobilité respective des personnels qui construisent et de ceux qui arment les sous-marins. A la limite, il pourrait nécessiter un arbitrage. On en est conscient à Cherbourg, où l'on tient à rappeler

que la décision de spécialiser la base a été prise en haut lieu, de même que celle de supprimer la construction déjà bien engagée du sixième sous-marin stratégique.

RENÉ MOIRAND.

## AÉRONAUTIQUE

### L'avenir du Tupolev-144

#### LONDRES N'A PAS ENCORE AUTORISÉ LA SOCIÉTÉ LUCAS A NEGOCIER AVEC LES SOVIÉTIQUES UNE ASSISTANCE TECHNOLOGIQUE

Londres (U.P.I.). — Les ministères britanniques de la défense et du commerce n'ont pas donné à la firme Lucas Aerospace l'autorisation de vendre d'un système de contrôle électronique d'alimentation en carburant destiné au super-système commercial commercial soviétique Tupolev-144. Lucas Aerospace avait signé le 23 décembre 1976 un contrat avec l'OTAN sous le nom de code de la société commerciale d'Etat soviétique Licensintorg, sous réserve de l'autorisation du gouvernement britannique. (Le Monde du 4 janvier.)

Mais les Américains ont fait remarquer que les réacteurs Kuznetsov du Tupolev-144 sont les mêmes que ceux du bombardier soviétique désigné par l'OTAN sous le nom de code de Backfire. Londres ne prendra aucune décision avant l'examen de l'affaire par le Cocom, un organisme de contrôle des nations occidentales et du Japon, pour les exportations de matières et de produits stratégiques vers les pays communistes.

La firme aéronautique Hawker Siddeley a annoncé, mercredi 5 janvier, qu'elle licenciera d'ici à la fin de la semaine quatre cent cinquante de ses ouvriers de son usine de Brackley, dans le Yorkshire, soit le dixième des effectifs. Les licenciements, souligne le constructeur britannique, sont liés au manque de nouvelles commandes du moyen-courrier à réaction Trident et à l'absence d'un programme de nouvel appareil civil. — (A.F.P.)

## SPORTS

### FOOTBALL

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

### Nantes idéalement placé pour succéder à Saint-Etienne

Après trois semaines de trêve hivernale, le championnat de France de football reprendra en première division le samedi 8 janvier. Cette trêve aura été diversement mise à profit selon les clubs. Ainsi, Nancy au Qatar, Nice en Tunisie, Reims à Haili et Bordeaux au Maroc ont entrepris des tournées pour ne pas perdre

le rythme de la compétition et resserrer les liens entre équipiers. D'autres clubs ont préféré mettre leurs joueurs au repos pour leur permettre d'aborder les matches « retour » avec des forces nouvelles. C'est notamment le cas des Stéphanois, qui ont renoncé à un déplacement au Gabon.

S'ils veulent continuer la saison prochaine à disputer cette Coupe d'Europe, si bénéfique à leur renommée et à leurs finances, les Stéphanois doivent la gagner cette année ou conserver leur titre national. Deux tâches qui apparaissent aujourd'hui bien délicates et même pratiquement insurmontables s'ils veulent les mener de front avec une carrière en Coupe de France. C'est dire qu'ils devront rapidement choisir s'ils jouent leurs dernières cartes en championnat ou s'ils misent sur les coupes nationale et européenne.

Le 11 janvier, les Stéphanois affronteront leur prochain adversaire européen pour les quarts de finale (3 et 16 mars), tiré au sort entre le Bayern de Munich, Bruges, Dresde, Kiev, Moenchengladbach, Liverpool et Zurich. Entre-temps, ils auront disputé sept rencontres de championnat et seront probablement fixés sur leur avenir dans cette compétition. Avec huit points de retard sur Nantes, Saint-Etienne paraît irrémédiablement distancé. Jamais dans le passé un champion de France n'a accusé un tel handicap à la mi-course.

Le dernier espoir des Stéphanois repose sur le fait qu'ils disputeront onze de leurs dix-neuf matches à domicile, où ils sont invaincus depuis le 24 mars 1973, soit soixante-deux rencontres. Encore faudrait-il qu'ils gagnent aussi un maximum de matches à l'extérieur, où ils n'ont pas pu s'imposer une seule fois cette saison. Une nouvelle défaite à Metz, le 8 janvier, serait donc irrémédiable.

Même si les Stéphanois étaient prématurément éliminés de la course au titre, les Nantais ne manqueraient pas d'adversaires. Pas moins de cinq clubs peuvent raisonnablement partager leur ambition, compte tenu de leur position actuelle : Nice, Lens, Nancy, Bastia et Lyon. Nice, sixième à quatre points, est présentement le moins bien placé mais non le moins redoutable. Les Azuréens sont, en effet, invaincus depuis que Jean-Marc Guillon a pris la responsabilité de l'équipe, le 22 novembre. Les Nicos recevront dix adversaires, dont Lyon et Saint-Etienne, mais se dépla-

ceront à Nancy, à Lens, à Nantes et à Bastia. Lens, quatrième à trois points de Nantes, bénéficie d'un calendrier plus favorable puisqu'il accueillera Lyon, Nice, Nancy et Saint-Etienne. Les Nordistes auront toutefois des matches difficiles à Nantes et à Bastia dès le 8 janvier. A égalité avec Lens, Nancy pourrait bien être dans les prochaines semaines le grand outsider de la compétition. Jeunes et ambitieux, à l'image de Michel Platini, les Lorrains, après un mauvais début de saison, sont invaincus depuis le 19 octobre, soit depuis neuf matches. Nancy recevra dix fois et notamment Nice, Nantes et Bastia, mais devra se déplacer à Lyon, le 8 janvier, à Lens et à Saint-Etienne.

Deuxièmes à un point de Nantes, Bastia et Lyon ont, semble-t-il, mangé leur pain blanc au cours de la première partie du championnat. Les Lyonnais accueilleront en effet Nancy et Saint-Etienne, mais se rendront à Lens, à Nice, à Nantes et à Bastia. Les Corses auront un programme encore plus difficile puisqu'ils joueront huit fois seulement à domicile où ils recevront Lens, Lyon, Nice, mais opéreront onze fois sur le continent et notamment à Nantes, à Saint-Etienne et à Nancy.

Dès lors comment ne pas penser que le titre se jouera cette année au stade Marcel-Sampin de Nantes ? Déjà leaders de la compétition, les Nantais auront l'avantage d'y opérer dix fois et, si on consulte la liste des visiteurs, on retrouve tous les candidats au titre, à l'exception de Nancy : Bastia, Lyon, Nice, Lens et Saint-Etienne.

GERARD ALBOUY.

### CYCLISME

#### Jean-Pierre Loth : le retour aux sources

De notre envoyé spécial

Saint-Gervais. — Le premier champion de France de ski des coureurs cyclistes a été désigné à Saint-Gervais. Il s'agit de Jean-Pierre Loth (vingt-cinq ans), qui avait effectué ses débuts professionnels la saison passée dans l'équipe dirigée par Henry Anglade. Ce jeune routier, connu pour ses qualités d'attaquant, a remporté le slalom géant très spécial organisé depuis 1960 sur les pistes du Belvédère. Une épreuve réservée aux gens du vélo, et qui attribue désormais un titre officiel.

Jean-Pierre Loth vient d'obtenir en la circonstance, le 5 janvier, une victoire qui marque un retour aux sources. Skieur de vocation, il a pratiqué le cyclisme comme exercice de rééducation à la suite d'une chute. Il paraît d'ailleurs favori et, de fait, il n'a eu aucune peine à devancer

Genet, Bourreau, Poulidor, Danguillaume et Zastenik.

Si l'essentiel est de participer, selon le vieux principe porté par Coubertin, on a remarqué que les anciens champions, parmi lesquels Roger Chausson, vainqueur de sa catégorie — Galard, Marinelli, Anquetil, Aumont et l'étonnant André Ledu (soixante-deux ans) étaient deux fois plus nombreux que les coureurs en activité. Faut-il voir dans cette disproportion un signe formel de la décadence du cyclisme français ? — J. A.

HIPPISME — Le prix d'Azay-le-Rideau, disputé le 6 janvier à Vincennes, et servant de support au pari tiercé, a été gagné par Gipsy d'Hudson, entraîné de Gasc et de Gary Maa. La combinaison gagnante est 17, 6.

jusqu'au 21 janvier

# LA GRANDE RECLAME

A tous les étages, dans tous les rayons; des centaines de prix exceptionnels comme au bon vieux temps.

Nappe 100 % coton imprimé. Robe d'hôtesse, 62 % coton, 18 % polyamide. Drap 100 % coton imprimé. Blouson homme agneau glacé. Calculatrice 8 chiffres verts. Anorak enfant, 100 % polyamide, le 8 ans.	Prix normal, 55 f. Prix normal, 75 f. Prix normal, 66 f. Prix normal, 395 f. Prix normal, 65 f. Prix normal, 160 f.	Prix réclame après baisse TVA, 44,10 f. Prix réclame après baisse TVA, 49 f. Prix réclame après baisse TVA, 44,10 f. Prix réclame après baisse TVA, 245 f. Prix réclame après baisse TVA, 49 f. Prix réclame après baisse TVA, 108 f.
--	--	--

Offre valable jusqu'à épuisement des stocks.

## Galeries Lafayette

مكتبة الأصل



# Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

## VEUT-ON SAUVER LA CRAU ?

### LA «CAMARGUE RIVE GAUCHE» DANS LES FUMÉES DE FOS

Celui qui ne fait que l'apercevoir à travers les vitres du rapide Paris-Marseille lancé à 130 kilomètres-heure entre Arles et Marseille, ou bien d'une voiture roulant sur la route nationale 888 qui la perce de part en part, est victime d'un malentendu. Qui pourrait ressentir un coup au cœur pour cette ingrate ? La Crau, pour celui qui ne voit pas plus loin que le bout de son pare-brise, en direction d'Istres, c'est ça : un désert de « caillasse », plat comme la main — altitude 0,75 mètre ! — qu'on appelle ici le « coussoul ». Cette acne géante défigure une partie de la Crau, qui s'étale en triangle à partir d'Arles jusqu'à la mer.

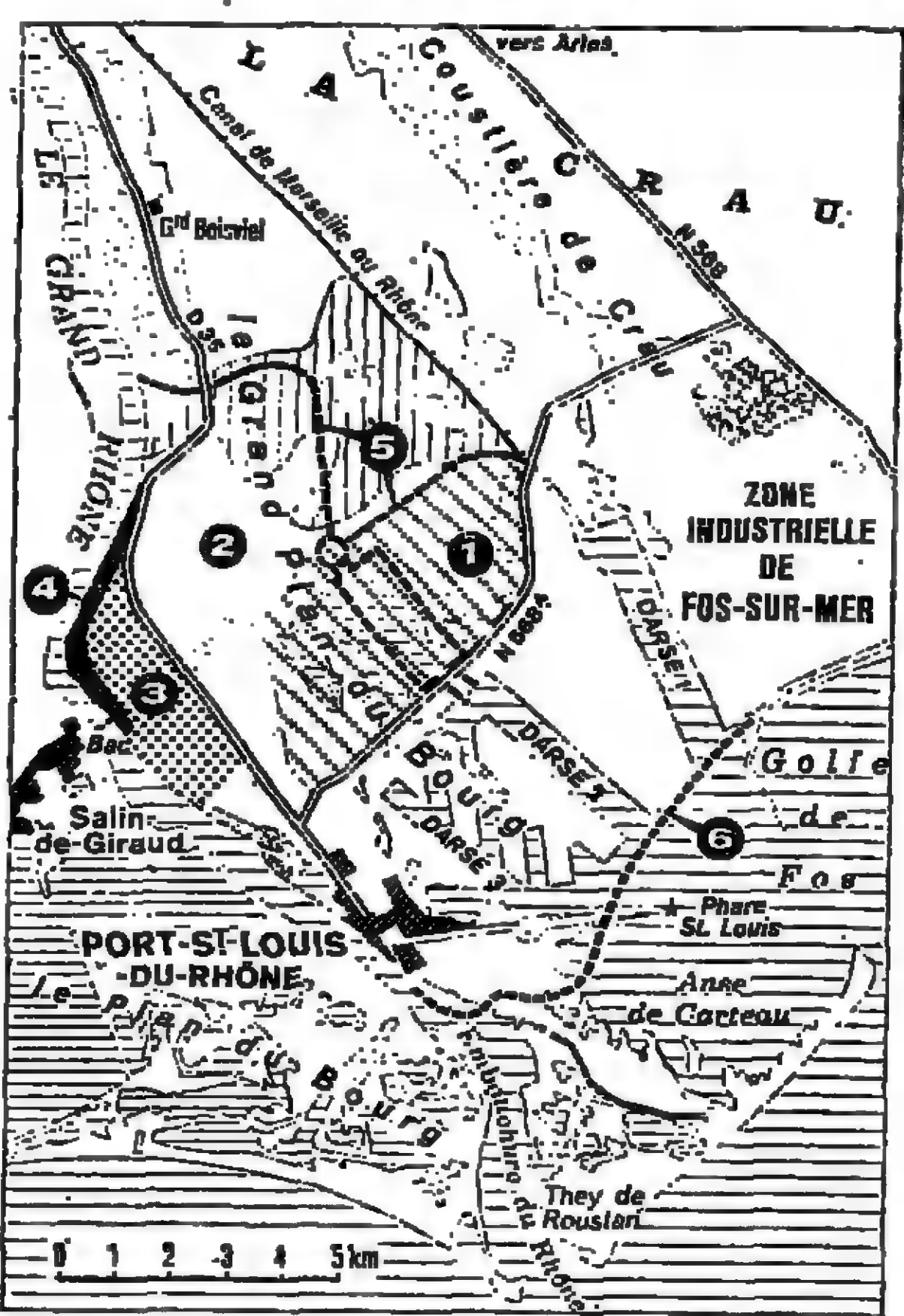
Jupiter, dans son zèle à défendre Hercule désarmé, a eu la main un peu lourde. Les « pavés » lancés sur les ennemis du demi-dieu par le maître de l'Olympe masquent le véritable visage de cette « Camargue rive gauche ». Le visiteur pressé (ou l'« aménageur ») qui ne s'embarrasse pas de détails et s'en tient à des généralisations hâtives commettait une erreur de jugement. Celle-là même qui a failli coûter la vie à ce « plat pays » qui ressemble à la Camargue. Pour lui, la Crau, c'est donc ça : 45 000 hectares de pierrailles rondes, sur lesquels l'œil du visiteur, pris de vertige, ne trouve soudain plus rien à quoi se raccrocher, quitte à les confondre, au loin, ces cailloux de Jupiter, avec les îles immobiles de quelques-uns des cent mille moutons qui paissent dans le coussoul.

C'est là, à la base du triangle, au bord du golfe, que l'on a aménagé le Moloch : la zone industrielle-portuaire (ZIP) de Fos-sur-Mer ; le complexe géant qui devait à lui seul être un contrepois de taille européenne au « triangle lourd » rhénan. Face au « désert », on pouvait donner à l'entreprise de colossales proportions.

« Nous disposons de milliers d'hectares de terre vierge », précisait une plaquette éditée par le Port autonome de Marseille (1968), argumentant pour attirer entre Rhône et mer les investisseurs qui devaient donner à Fos-Marseille son second souffle.

On se souvient que le coussoul ne représente pas même le quart de la Crau et qu'entre Fos et Arles, au long du Grand Rhône, s'étend la Coustière. C'est la partie la plus méconnue, mais la plus belle. Pourtant, elle n'agissait pas le passant. Il faut la méconnaître. Aller à sa rencontre demande d'affronter d'inévitables « drailles » caboteuses et caillouteuses où plus d'une suspension a rendu l'âme. La Coustière de Crau ressemble — en moins fragile — à la grande sœur camarguaise, dont elle est la face émergée. Même biotope, même flore jumelle. Taux de bois et chevaux blancs — frères complémentaires, images inversées — y paissent en semi-liberté. Plus de deux mille « biots » (taureaux coardiers ou de combat) et trois cents poulaines peuplent des pâtures où croît un foin précieux qui possède son label et est recherché sur les hippodromes d'Italie et d'Angleterre.

Dans les bois de chênes et de



Dispositions du P.O.S. (plan d'occupation des sols) : 1. Zone Industrielle ; 2. Campagne modifiable à terme (son classement en zone agricole protégée est demandé par les communes : à l'intérieur de ce secteur sont indiqués les zones de préservation (en gras) ; 3. Zone agricole protégée (drailles) ; 4. Zone naturelle protégée ; 5. Projet administratif de réalisation d'un canal de grand gabarit et d'extension de la darse 2 ; 6. Contour-projet communal reliant le Grand Rhône navigable au canal de Port-de-Bouc, à l'est, par le port de Fos, à l'abri d'une digue à créer.

boulaux, riches en gibiers, vit le sanglier, gîte le rapace, s'abrite le migrateur, au long des marais qu'enfante le Rhône, où poussent en secret le saule et le nénuphar. Autour des msa, dont beaucoup ont cinquante ou cent ans d'âge, s'ordonnent des espaces boisés d'arbres séculaires. Dans les parcs ombragés des manades, deux cent mille citadins viennent chaque année, au fil des dimanches, s'initier à l'équitation, aux jeux de gardians, aux courses à la coque, qui se déroulent dans de petites arènes privées, en bois, construites tout exprès, avant d'aller pique-niquer sur d'immenses tables.

Sur ces domaines, dont les plus modestes comptent 300 hectares d'un seul tenant, règnent les manadiers, seigneurs débouaillés et accueillants, souvent anciens « rajoneadores » ou « caballeros en plaza » (matadors à cheval) qui savent imposer leur loi à la bête qui les porte, comme au fauve noir qui les charge. Ils fournissent les courses libres et les corridas. Ces hommes ont vu disparaître peu à peu, sous les coups des

pousseurs et des pelleteuses, Le They de Roustan, Brille-Tabac, Lansac, Le Galignon, L'Audience, Le Cavac, autant de noms évocateurs des plus illustres manades d'avant-guerre. Il y en avait dix-huit, de l'embouchure du Rhône à Mas-Thibert. Il en reste une poignée. Les « biots » de Loio Raoux paissent au pied des réservoirs et des torchères de raffineries.

Alors, lorsqu'on leur a dit que la deuxième tranche « consommait » la moitié (40 km 2) des plus beaux phénixes de la Crau, les manadiers ont mis leur trident en travers de ces projets déraisonnables. Il se sont regroupés, ont fondé l'Association de maintenance du pays de Crau (1), et mis à sa tête un ancien ingénieur des travaux publics, pour discuter avec les techniciens. M. Gabriel Lafont, également adjoint au maire de Port-de-Bouc, les manadiers ont mis les élus, les industriels de Fos, les responsables du Port autonome de Marseille.

Et ils leur ont dit ceci : « Nous ne sommes pas des passésistes ». sept espèces de reptiles et treize catégories d'amphibiens sont en voie de disparition sur notre continent. Les causes de leur raréfaction sont multiples. Au premier rang, l'assèchement des marais et des étangs, fatal aux amphibiens, comme la destruction des haies fest aux vipères, qui, malgré leur réputation, sont indispensables à l'équilibre écologique. De nombreux crapauds et grenouilles se font écraser sur les routes lorsqu'ils vont pondre dans les mares. Les reptiles sont également dé-

Nous savons que les industriels ont besoin d'espace. Mais nous savons aussi que les « biots », il faut « du large » (1 ha par tête). Cette plaine n'est pas un désert. Au nom du développement industriel, on ne stérilise pas un pays dont les traditions remontent à Louis XII (1512) quand un certain nombre de « Pastors Nouragues » et rivières à Arles, pour la Saint-Georges, et fondèrent la « Confrérie des Gardians de Bouvine et de Rossaline » dans les manadiers sont les descendants. Certes, nous avons besoin d'acier, de pétrole, de produits chimiques. Mais les bois, les prés, les taureaux, les chevaux nous semblent au moins aussi précieux. Sur les schémas d'aménagement, des flèches inquiétantes sont pointées vers nous. On parle de créer des espaces verts « compensateurs » de Fos. Ils existent et sont à son échelle. Ils s'appellent Coustière de Crau. Veut-on les raser pour planter quelques plates-bandes de pelouses anglaises, autour des bâtiments ? Il faut six mois pour bâtir une usine. Il nous a fallu six siècles pour faire notre pays. Ne le sacrifiez pas, il ne doit pas y avoir antagonisme, mais complémentarité, entre nous.

Le « combat » a duré quatre ans. La conjoncture est venue au secours des défenseurs du site. Fos est une cagoule (2), dit-on entre Rhône et coussoul, comme pour se rassurer, la grande peur une fois passée. La mode n'est plus au gigantisme : on essaye de remplir les 3 400 hectares sur les 7 300 que compte la première tranche. « On peut, fait remarquer M. Lafont, multiplier par 2,25 la surface actuellement occupée par l'industrie et par plus de 8 la longueur des quais utilisés, sans toucher à la Crau ».

Les arguments ont porté. Dans une lettre à M. Vincent Forelli, député maire (P.C.) de Port-Saint-Louis-du-Rhône, M. Yvon Boissereau, directeur du Port autonome de Marseille, insiste sur « l'impérative nécessité de contrôler les conséquences des développements industriels et portuaires, en sauvegardant l'environnement ». « Nous nous engageons, écrit-il, si nous en devenons propriétaires, à conserver dans son état naturel la Coustière, coupure verte écologiquement indispensable, les zones de loisirs précieuses ».

Mettant à profit le coup d'arrêt de l'expansion de Fos (on reconnaît euphémiquement son « relatif échec »), la défense s'est organisée. Les manadiers d'Arles et de Port-Saint-Louis, appuyés par le conseil régional, ont fait connaître leur opposition formelle à l'extension de la ZIP, au nord de la rocade 968-A, et demandent le classement de la Coustière en secteur N.C. et N.D. (préservation de la nature et réservation en

Un autre trafic concerne les reptiles et les amphibiens vivants. Pour remplir zoos, vivariums, terrariums, expositions ambulantes, cirques, laboratoires, ces animaux sont capturés en masse dans les régions tropicales et expédiés vers les pays occidentaux. La mortalité est considérable, tant durant le voyage que lors de la captivité qui s'ensuit. On peut, par exemple, déplorer la présence d'une salamandre géante de Chine au Jardin des plantes de Paris et celle de serpents et de crocodiles dans les cirques qui se produisent actuellement dans la capitale.

La tortue grecque, qui est l'espèce couramment vendue en Europe, est massivement importée d'Afrique du Nord. Il en va de même de la tortue d'Hermann, qui lui ressemble comme une sœur. Certains pays d'Europe

zone agricole) tout en souhaitant l'arrêt de nouvelles extensions de l'industrie lourde. Entre temps, l'action coordonnée des élus et de l'association a fait « capoter » le projet de ZAC de l'étang des Aulnes, à 9 kilomètres de Saint-Martin-de-Crau. On pensait créer, sur le site, sur les rives d'un étang riche de promesses pour la pisciculture, et plaque tournante des migrants, une « ville-dortoir » de dix mille habitants, tous travaillant à Fos, qui aurait stérilisé le site et sacrifié deux manades, traversées par les quatre voies d'une route de liaison avec la N 568. La ville nouvelle coupée de Saint-Martin, avait, en outre, l'avantage « de se trouver » en sandwich « entre l'usine d'explosifs de La Dynamite et le parc de stockage de munitions de Bausen ».

#### Un « pays que vou vœuvre »

Un point noir demeure cependant, qui concerne le projet du Port autonome de Marseille et la liaison de Fos au Rhône, dans le cadre de l'axe mer du Nord-Méditerranée. En Crau, cela se traduit par un canal de 108 mètres de large, qui serpenterait dans les 4 500 hectares de la zone agricole du grand plan du Bourg, après s'être raccourci au Rhône par une écluse installée à la Tour de Parade, avoir traversé le domaine de la Porcellette et s'être raccourci enfin au canal d'Arles à Bouc, aux Salins du Rels.

Outre le morcellement inévitable, déplorent le syndicat intercommunal Arles-Port-Saint-Louis et l'association de maintenance, ce tracé a le désavantage de porter préjudice à l'intégrité de terrains irrigués par canaux qui obtiennent des rendements exceptionnels (40 à 50 quintaux-hectare pour le blé, 100 en maïs) et représentent, en plus, un danger de « salure » des terres : le bief inférieur étant relié à la mer, les eaux de celle-ci peuvent « ressuer » sur les terres agricoles. D'autre part, le tracé retenu a l'inconvénient d'isoler Port-Saint-Louis de l'arrière-pays et de coûter le double (145 millions de francs) de celui qui, suivant le cours naturel du Rhône, passerait au sud de Port-Saint-Louis par l'anse de Carleau pour rejoindre les darses de Fos par le golfe.

L'heure est à nouveau à la discussion entre élus, techniciens, responsables du Port autonome et association de défense. Celle-ci espère une fois de plus voir le bon sens triompher. Il en va de l'avenir d'un « pays que vou vœuvre » (un pays qui veut vivre).

JEAN CONTRUCCI.

(1) Siège : syndicat d'initiative, 101 Paul-Dourner, Martigues. Tél. : 16 191, 80-30-72.  
(2) Terme « technique » provincial, intraduisible en langage technique.

#### DISCIPLINES

Au cours de cette année, les prix des hôtels ne pourront être augmentés de plus de 6 % par rapport à ceux pratiqués en 1976. Les représentants de la profession ont récemment signé avec le ministère de l'économie et des finances un engagement dans ce sens, qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'inflation.

Cette limitation intéresse les touristes de location des chambres, le prix des petits déjeuners, des pensions et demi-pensions, des vins, des eaux minérales et des bières. D'autre part, les hôteliers restent tenus de se conformer à la réglementation en vigueur concernant l'affichage des prix, le classement des établissements, et doivent toujours délivrer une note.

Si l'hôtellerie sait faire contre mauvaise fortune bon cœur et sait se soumettre, bon gré mal gré, aux rigueurs du moment, la restauration, elle, n'entend pas un moment de la même oreille les exhortations du premier ministre.

En effet, un certain nombre de restaurateurs ont refusé jusqu'ici de signer avec le gouvernement un « engagement de modération » qu'une large partie de leurs confrères ont accepté de parapher.

Pour ces réfractaires, la disposition de la convention en vigueur jusqu'ici « correspond à un blocage total de toutes les prestations », et ces nouveaux accords leur semblent par conséquent restrictifs comparés à ceux que la profession entière avait signés en 1975.

Les signataires se sont, eux, engagés à ne pas augmenter de plus de 3 % le prix des « menus conseillés » et de 3,5 % celui des autres prestations lors du premier semestre 1977.

Si les récalcitrants persistent, tout laisse supposer que les contribuables des prix vont avoir fort à faire. Et que les clients qui s'insurgent déjà — contre le montant vertigineux des additions ne sont pas au bout de leur peine...

JEAN-JACQUES BARLOY.

**ski variétés**  
forfait galaxie

**L'ALPE D'HUEZ**  
LES DEUX ALPES  
SERRE-CHEVALIER

**PEUPLES ET CIVILISATIONS**  
5, avenue de l'Opéra, Paris  
VOYAGE CULTUREL  
**LA TUNISIE «de Carthage aux oasis de Gabès»**  
du 21 février au 4 mars 1977  
Avec M<sup>me</sup> Monique LAJUNESSE.  
Conférencière des Musées Nationaux, ancienne élève de l'Ecole du Louvre, attachée au Musée des Arts Décoratifs.  
Envoi sur simple demande d'une notice détaillée  
**PEUPLES ET CIVILISATIONS, 5, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS**  
Tél. 260-31-66 Licence d'Etat 309 A

**COURCHEVEL**  
1850m  
vous offre le plus grand domaine skiable et des prix spéciaux pour la période de Janvier  
**HOTEL COURCHENEIGE\*\*NH**  
Tél (79) 08.02.59  
Forfait 6 jours à partir de 600 F

**ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR**  
**CARNAVAL DE RIO DU 13 AU 25 FÉVRIER 77**  
Transport seul : 3.100 F A.R. - Hôtel CASTRO ALVES : 4.500 F (semaine)  
Hôtel PINHEIRA : 5.200 F (semaine) - Hôtel RIO OTTON : 5.700 F (semaine)  
**CARNAVAL D'HAÏTI DU 19 FÉVRIER AU 2 MARS 77**  
Transport seul : 2.000 F A.R.  
Hôtel PLAZA : 3.700 F (1<sup>re</sup> semaine)  
Hôtel OLYMPIA : 4.200 F (semaine)  
HABITATION LECIER : 6.500 F (grande semaine)  
ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR  
4, rue de l'Échelle - 75001 Paris  
3 bis, rue de Valenciennes - 75006 Paris  
Tél. : 260.74.93 & 44.69 - 325.76.25

Form for booking travel packages, including fields for Name, Address, City, and Postal Code.



## PARIS LONDRES EN CAR PULLMAN

Pour  
l'Angleterre  
prenez  
l'Hoverlloyd



Via Calais  
et Ramsgate

- 2 départs par jour de Paris.
- 40 minutes de traversée.
- Emission des billets et départ des cars Hoverlloyd.

24, rue de Saint-Quentin  
75001 - Paris. Tél. 607.50.61.

### Service Bruxelles-Londres:

Hoverlloyd  
Centre International Rogier.  
Rue de Brabant 3 - Bruxelles.  
Tél. 219.02.25.

### HOVERLOYD

Brochures, horaires et réservations:  
Agences de voyages ou Hoverlloyd:  
753.73.05

M. \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_  
Design recevoir gratuitement une brochure  
HOVERLOYD.  
A retourner à Hoverlloyd  
Hoverport International - 62106 Calais

## TOURISME

# ANNECY PROTÈGE LE SEMNOZ

« Les pentes du Semnoz ont de l'espace à offrir mais pas à vendre. » Ce sont les maires des communes riveraines du lac d'Annecy qui paient. Située à quelques minutes du centre d'Annecy, cette petite montagne a été, jusqu'ici, miraculeusement épargnée par l'urbanisation. On l'a laissée presque intacte, alors que l'agglomération annécienne, qui compte aujourd'hui près de cent mille habitants, ne cesse de s'étendre et que les bords du lac sont « investis » par les résidences secondaires.

Convertis de forêts, les alpages du Semnoz, fort convoités par les promoteurs, apparaissent aujourd'hui de quinze cents mètres d'altitude et s'élèvent jusqu'à mille sept cents. D'ici, le panorama est certainement l'un des plus beaux des Alpes. D'un coup d'œil, on embrasse la Vanoise, le massif du Mont-Blanc, les Alpes enneigées. Lieu de promenade l'été — la route n'est jamais déneigée l'hiver — cette montagne fut équipée en 1966 de trois téléskis. Rapidement, la société d'équipement connaît des difficultés financières en raison du coût élevé du déneigement, que le conseil général de la Haute-Savoie ne souhaitait pas prendre à sa charge.

Parallèlement, une agence immobilière envisage au Semnoz, le préfet de Haute-Savoie, le syndicat intercommunal de protection et d'aménagement du Semnoz et les maires des communes intéressées à sa préservation ont décidé de demander le classement de la majeure partie du massif en réserve naturelle, la constitution d'un « groupement d'urbanisme » (dans le cadre de ce groupement serait étudié un plan d'occupation des sols intercommunal, qui classerait en « zones non urbanisables » la majeure partie du massif, lui assurant une protection efficace), la déclaration d'une réserve naturelle d'aménagement différé (SAD) pour l'acquisition des terrains utiles à divers équipements, et enfin, l'intervention éventuelle de la Safer pour racheter les zones d'alpage qui pourraient être mises en vente. Ainsi, des mesures administratives efficaces ont été prises d'urgence pour sauvegarder définitivement les « manœuvres spéculatives » de plusieurs promoteurs.

Si toutes les communes situées dans le périmètre du Semnoz sont d'accord pour faire obstacle à toute construction nouvelle, elles s'opposent cependant sur le projet futur « d'aménagement » de cette montagne. Certaines accusent le syndicat communal de ne vouloir installer que des chalets et de « dévaler » les bénéfices de la réalisation de sentiers. Les plus petites communes craignent que ce massif ne soit définitivement « gelé » et qu'il ne serve à terme que de « poumon d'air » pour le grand Annecy, qui pourrait atteindre les deux cent mille habitants.

Ces petites agglomérations, qui possèdent des sites skiables au Semnoz, souhaitent installer des remontées mécaniques sur les terrains qui leur appartiennent. C'est le cas de la petite commune de Leschaux (112 habitants), propriétaire de 300 hectares au sommet du Semnoz. « Pourquoi n'équipons-nous pas en téléskis ces quelques combes ? » demande son maire. A-t-on maintenant peur d'une mécanisation de cette montagne ? « Le Semnoz doit rester un centre de tourisme local et régional l'été et un grand stade de neige l'hiver, sans autre équipement de superstructures que des bâtiments d'accueil de jour, tant pour les skieurs alpins que, surtout, pour les skieurs de fond », déclare M. Bosson.

Le Semnoz a été sauvé. Il reste à détruire. Certains n'hésitent pas aujourd'hui à dire que « l'activité pastorale devrait constituer la base de fond de l'organisation de ce massif ». L'avenir dira qui l'emportera, de la raison ou de l'appât du gain.

CLAUDE FRANCILLON.

« Détruire quinze années d'efforts »

Les communes, propriétaires de la plus grande partie des terrains et de la forêt recouvrant le Semnoz, décident de s'associer « pour conserver à destination publique son sommet ». Une longue bataille s'engagea entre le syndicat de protection et d'aménagement du Semnoz et les quelques propriétaires du terrain situés sur la cabote de la montagne. Le préfet de Haute-Savoie, le 2 mai 1973, un arrêté de déclaration d'utilité publique portant sur les 700 hectares du sommet du Semnoz, qui devait cependant être annulé, le 7 avril 1976, par le tribunal administratif de Grenoble, pour insuffisance de motifs. Et le ministère de l'équipement n'a pas fait appel de cette décision, estimant que d'autres mesures administratives pourraient défendre le Semnoz contre les constructions envisagées.

N'étant plus soumis à une procédure d'expropriation, les deux principaux propriétaires des terrains ont aussitôt tenté leur chance et lancé un projet de lotissement. Des chalets ont été plantés sur les bords de la route départementale du Semnoz et les offres d'acheteurs ont afflué aussitôt. Allait-on laisser brader le Semnoz comme l'affirmaient tant d'Amnécien attachés à cette montagne miraculeusement conservée dans son état naturel, et accepter l'installation de résidences secondaires dans un site aujourd'hui libre de toute construction et entièrement ouvert au public ?

Réaliser des lotissements sur cette montagne, c'était risquer de détruire les efforts faits depuis quinze ans pour sauver le lac d'Annecy de la pollution. En effet, le Semnoz est un véritable « château d'eau » qui se déverse directement dans le lac après avoir traversé un massif calcaire. « Il est d'un intérêt public évident d'assurer la protection du Semnoz en prévoyant que des équipements d'accueil collectifs et en évitant les lotissements privés réels par

quelques promoteurs immobiliers », déclare M. Charles Bosson, sénateur et vice-président du conseil général de Haute-Savoie.

Pour faire obstacle au projet immobilier envisagé au Semnoz, le préfet de Haute-Savoie, le syndicat intercommunal de protection et d'aménagement du Semnoz et les maires des communes intéressées à sa préservation ont décidé de demander le classement de la majeure partie du massif en réserve naturelle, la constitution d'un « groupement d'urbanisme » (dans le cadre de ce groupement serait étudié un plan d'occupation des sols intercommunal, qui classerait en « zones non urbanisables » la majeure partie du massif, lui assurant une protection efficace), la déclaration d'une réserve naturelle d'aménagement différé (SAD) pour l'acquisition des terrains utiles à divers équipements, et enfin, l'intervention éventuelle de la Safer pour racheter les zones d'alpage qui pourraient être mises en vente. Ainsi, des mesures administratives efficaces ont été prises d'urgence pour sauvegarder définitivement les « manœuvres spéculatives » de plusieurs promoteurs.

CLAUDE FRANCILLON.

## CLIN D'ŒIL

# Orly - bars

Les premières impressions que perçoivent de la France les voyageurs étrangers ont bien souvent pour cadre un aéroport. C'est là aussi qu'ils feront leurs adieux au pays et aux amis qu'ils laisseront. On devrait donc s'appliquer à donner, à l'arrivée comme au départ, le sentiment que nos visiteurs sont les bienvenus, quand ils débarquent, et qu'on souhaite, au moment où ils nous quittent, les voir revenir.

Or il semble qu'à Orly certains responsables des bars se font une idée toute différente de leur fonction. Ainsi, le dimanche 2 janvier, accompagnant des parents, qui s'enfuyaient pour l'île de la Réunion, j'ai pu constater, tant au bar du premier qu'au bar-salon de tête du troisième étage à l'enseigne de « La Corbeille », que le personnel s'appliquait plutôt à décourager les gens apparemment décidés à « boire le coup de l'étrier » comme on dit chez les husards.

A « La Corbeille », treize tables étaient occupées par des consommateurs en instance de départ. Six tables, séparées des autres par une rangée de plantes vertes, étaient libres et recouvertes de nappes. Un groupe fit mine de s'y installer. Le garçon intervint. Bien qu'aucun couvert n'y soit dressé, il expliqua avec une économie de paroles qui relevait du style télégraphique qu'on ne servait pas de consommations à cet endroit.

Ainsi renvoyés, les clients descendirent à l'étage des départs, où se trouve, près de la librairie, un autre bar pourvu de tables ordinaires et de guéridons haut perchés autour desquels on peut s'asseoir sur des tabourets. L'un de ces guéridons était vacant, la clientèle s'apprêtait à en prendre possession quand le serveur se précipita : « Non, c'est fini », dit-il, et, jouant les démolisseurs, il s'empara du guéridon puis des tabourets qu'il transporta hors de l'enceinte de la buvette. Puis il se mit en faction, comme un épaveur breton à l'arrêt, pour s'emparer des guéridons des deux-ci se trouvaient libérés. Il n'osa pas toutefois retirer les sièges de dessous le séant des consommateurs !

La quatuor errant ainsi privé de point d'ancrage envisagea alors une percée vers le comptoir devant lequel se serraient bon nombre d'étrangers quand une table ordinaire se trouva libre. Heureux de s'installer enfin, les clients — car il s'agissait bien de clients au sens commercial du terme — durent attendre dix minutes qu'un jeune homme à la mine renfrognée veuille bien enlever les restes du précédent service et donner un coup de torchon au Formica souillé.

Quand les voyageurs s'apprêtèrent de passer commande, une autre surprise les attendait. « Allez chercher vos consommations au comptoir », leur dit catégoriquement le garçon. Il était 20 heures 15 et l'aéroport ne ferme qu'à minuit. L'un des consommateurs se dévota et revint bientôt nanti de trois verres de Coca-Cola (impossible d'avoir une tranche de citron) et d'une bouteille de bière Carlsberg. Il ne montra l'addition : 18,80 francs. Elle portait en outre cette heureuse formule : « Service 15 % inclus », ce qui fit sourire tout le monde.

Pendant ce temps, la voix mélodieuse de l'hôtesse de service distillait des informations sur le ton confidentiel que l'on prend dans les boudoirs. La jeune speakerine ignorait sans doute qu'un des clients qui récitaient avaient les pieds dans les nuages et les débris et ne devaient qu'à leur écharnement de voler enfin un verre entre amis dans une ambiance qui rappelait davantage l'asile de nuit que le salon international.

Les services de l'Aéroport de Paris, qui s'appliquent à faciliter les déplacements des voyageurs et dont les hôtesse charmantes ne manquent ni de patience ni d'initiative, sont, côté restauration, assez mal secondés par le concessionnaire qu'ils ont choisi : la Compagnie internationale des wagons-lits, laquelle semble, dans la circonstance, avoir vraiment raté le train...

MAURICE DENUZIERE.

## FAITS ET GESTES

● Le Touquet - Southampton par avion. — Le British Island Airways ouvrira le 1<sup>er</sup> avril une liaison aérienne Le Touquet - Southampton. Durant les deux premiers mois d'exploitation, la fréquence des vols sera de quatre aller et retour par semaine. A compter du 1<sup>er</sup> juin, la liaison deviendra quotidienne.

● 1976, année record pour le tourisme israélien. — 785 000 personnes ont visité Israël entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 1976, soit 20 % de plus qu'au cours de l'année précédente.

● Le Sikkim entrouvre ses portes. — En 1977, les touristes pourront se rendre au Sikkim, l'ancien royaume himalayen devenu État membre de l'Union indienne depuis mai 1975. Toutefois, le pays n'acceptera, dans un premier temps, que de petits groupes de dix à vingt touristes, qui, une fois munis d'un visa, pourront visiter Gangtok, la capitale, et la vallée de Zangri. Mais les zones proches de la frontière de la Chine resteront interdites.

## TOURISME HOTELS RECOMMANDES

Côte d'Azur	Allemagne
<b>FREJUS PLAGE</b> H. ETAT UNIS POIS - N.N. Bas Pro- dico-Mitral - Tél. : (06) 95-33-95 95-30-30.	<b>FRANKFURT</b> PARSHOTEL 1 <sup>re</sup> classe, centre, près gare - Wiesbaden - 60598 - 55 a. Tél. 1948/611/230571 TX 04-1200.
<b>NICE (Alpes-Maritimes)</b> HOTEL DE LA MAISON - 48, bd Victor-Hugo - 06100 - 97-92-94. 50 chambres. Sains. Tél. Mini Bar. Radio. Jaccuzzis. - RESTAURANT QUALITE - SALON.	<b>Italie</b> <b>MONTEGROTTO</b> LA SOUE - LE THERMALE - cure sans médicament BOUTIQUE - 00384-000883 tel 41322 HOTEL CRISTALLO THERME - 00384-1007 I 35038 Montegrotto/Absno (Padoue)
<b>Paris</b> <b>MONTMARTRE</b> HOTEL LITRE - Paris (9 <sup>e</sup> ), 9, rue Littre, tél. 322-71-74, Télax 270-507 Hôtel, 120 chambres. Garage. 50 min. Métro administration. HOTEL VICTORIA PALACE - Paris (8 <sup>e</sup> ), 548-50-40, Télax 270-507 Hôtel, 120 chambres. Restaurant. Garage.	<b>Suisse</b> <b>AROSA (Grisons)</b> HOTEL VALSANA, 1 <sup>re</sup> catégorie. Une séjour touristique de ski des 500 P.N. Pénins couverte. Télax 4225.
<b>Montagne</b> <b>COUCHEVEL 1550</b> Le « NEW SOLARIUM », hôtel - MN, offre un séjour dans une d'une maison en pension complète à 690 F pour 2 personnes, avec, avril, piscine, sauna, gramin. Excellente cuisine. Table de hors-d'œuvre, grillades au feu de bois. Béné. « New Solarium ». 72150 Courchevel 1550 Télax : (06) 95-02-01/02-04-13	<b>CRANS-MONTANA Valais CH</b> Vacances, détente et ski à l'hôtel REAU-SITE à l'ambiance familiale, cuisine soignée, petit bar. Conditions avantageuses. Fam. Bonvin, tél. 19-41/27 41 33 12
<b>LA SAUZE 04400</b> Alpes du Sud HOTEL des DAKAS - MN. Altitude 1400 m. Près des pistes, piscine chauffée, sauna, restaurant, d'altitude. Tél. : 16 (02) 51-05-29.	<b>VALAIS</b> Portail ski de fond « avec le parcour » du 3 <sup>e</sup> au 20 <sup>e</sup> (seur 5-3 au 20-3), du 19 <sup>e</sup> au 24/12/01 HOTEL GILLES CITE, 1038 CHAMPEL LAC Valais Pénins complète 7 jours 125 F (ac- compagnement ski, demi-jourées compris)

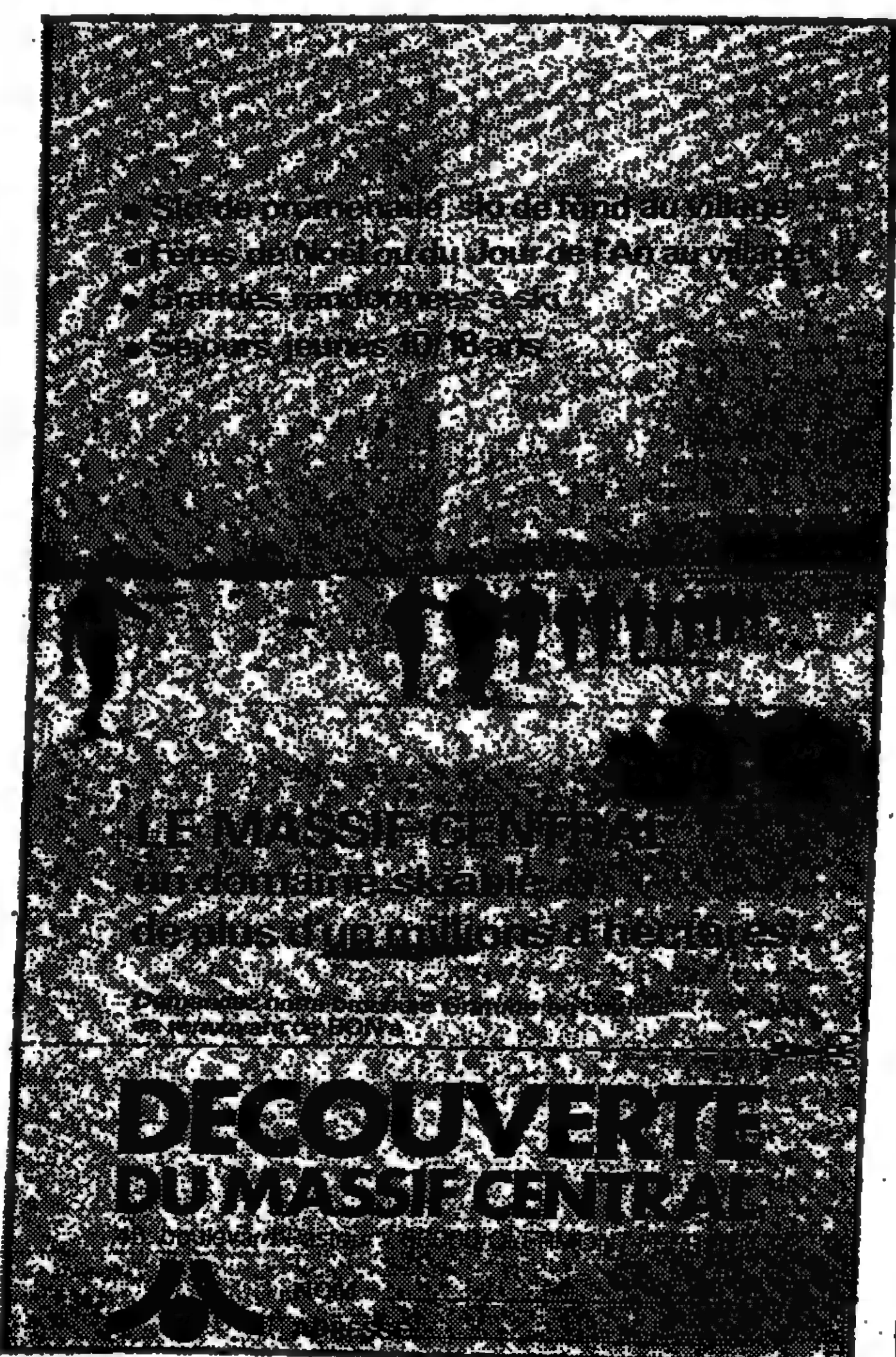
## UNIQUE EN FRANCE. NE MANQUEZ PAS

# LE FESTIVAL DES VACANCES

des agences de voyages  
le tourisme français...  
à la MAISON DE LA CHIMIE  
28 bis, rue St-Dominique - 75007 Paris  
les 15, 16 et 17 JANVIER  
de 10 h 30 à 18 h 30

- 14 salles de cinéma non-stop
- 35 offices de tourisme et cines aériennes
- 520 m<sup>2</sup> d'exposition
- des voyages et de nombreux cadeaux à gagner
- des milliers de documents touristiques

Cette annonce tiendra lieu d'invitation à l'entrée



مكتبة من الأصل



DES LOISIRS

Brocante

Du vieux dans les nouveaux livres

**A**UX Gobelins, à Beauvais, à Aubusson, des mains prestigieuses ont écrit l'histoire de la tapisserie. En marge de copies de mauvaise qualité, quelques artistes contemporains ont brillamment illustré l'art de la tapisserie, qui est en train de renaitre : en effet, certains jeunes font preuve d'un réel enthousiasme à son égard. Mais, où et comment apprendre ?

De même la dentelle, dont le destin reposait entre les mains habiles, mais fatiguées, de quelques dentellières âgées, a quelques chances de survivre. Une aide de l'administration a permis la création de nouveaux conservatoires, d'ateliers, d'écoles. En 1976, il n'y avait plus, à l'école d'Alençon, qu'une seule candidate au métier de dentellière, et en 1972 il n'y en avait plus aucune. Les apprenties étaient trois en 1976. En 1977, les dentellières feront partie de la fonction publique et seront rémunérées par l'Etat, qui achètera le produit de leur travail pour l'Élysée, les cadeaux diplomatiques, l'Assemblée nationale. Cet effort devrait permettre au célèbre point d'Alençon de survivre.

Si les jeunes s'intéressent peu à tous ces métiers d'art en voie de disparition, c'est souvent par manque d'information. La collection *Redécouvrir les métiers d'art* (Hachette, 30 F le volume), préfacée par Emmanuel Le Roy Ladurie, brosse pour chaque sujet (tapisserie, dentelle, porcelaine, verrerie ; à peindre ; facture d'orgue, lutherie) un panorama utile et fort bien conçu de tous les problèmes ayant trait à ces métiers d'art. A chaque fois, l'ouvrage, après un bref historique, définit les gestes et les techniques du métier et sa situation actuelle. Une partie importante de chaque volume est consacrée à l'aspect pratique : où apprendre, où acheter, où voir ? Comment entretenir, restaurer ? Comment reconnaître ? Une liste des écoles appropriées, des diplômes, un lexique et une bibliographie complètent chaque volume.

L'achat d'un tapis est considéré comme un bon placement, puisque, en dix ans, les prix sont passés de 1 à 5, et que le marché est considérablement développé. Si l'Argus des meubles propose seulement une longue série de reproductions, accompagnées de légendes assez détaillées, l'Argus des tapis constitue une nomenclature de tous les types de tapis classés par pays avec, à chaque fois, une page d'introduction et une carte relative au pays d'origine. Mais, là encore, donner un prix précis paraît bien téméraire, compte tenu des facteurs de qualité des dessins et des couleurs, de l'usure, des dimensions. Quant au principe des reproductions de noir et blanc — la couleur majorerait le prix de revient de l'ouvrage dans des proportions qui en rendraient la commercialisation quasiment impossible — il est discutable. Au point que l'éditeur s'est senti obligé d'ajouter un avertissement destiné à préciser pourquoi certaines photographies manquent de contraste et de netteté.

Plus flatteuses sont les reproductions d'objets en argent. Mais, là encore, la qualité de l'objet dépend beaucoup de la finesse d'exécution, de l'harmonie, des proportions, de la netteté des poignets et de la notoriété du maître orfèvre, les prix ne peuvent être donnés qu'à titre d'indication, bien que tous aient été enregistrés au cours de ventes, dont les références sont précises.

Plus flatteuses sont les reproductions d'objets en argent. Mais, là encore, la qualité de l'objet dépend beaucoup de la finesse d'exécution, de l'harmonie, des proportions, de la netteté des poignets et de la notoriété du maître orfèvre, les prix ne peuvent être donnés qu'à titre d'indication, bien que tous aient été enregistrés au cours de ventes, dont les références sont précises.

Plus flatteuses sont les reproductions d'objets en argent. Mais, là encore, la qualité de l'objet dépend beaucoup de la finesse d'exécution, de l'harmonie, des proportions, de la netteté des poignets et de la notoriété du maître orfèvre, les prix ne peuvent être donnés qu'à titre d'indication, bien que tous aient été enregistrés au cours de ventes, dont les références sont précises.

A utiliser avec précaution...

Depuis la publication, fin 1973, du premier *Argus des objets et des meubles anciens* (éditions Balland), la collection s'est considérablement enrichie. Ainsi, après *Argus de la peinture et Argus des armes*, ont été récemment publiés *Argus des meubles* (115 F), *Argus des tapis* (115 F), *Argus de l'orfèvrerie* (95 F). Sont en préparation *Argus des porcelaines et des faïences* et un *Argus des vins*.

Inspiré du *Lyle Official Antique* (dont le tirage moyen est, en Grande-Bretagne, de cent mille exemplaires), cette collection se propose, à partir d'un panorama des prix pratiqués sur le marché, d'établir une cote moyenne. La tâche est difficile et risque parfois de conduire le chineur sur une fausse voie. En effet, un objet ancien, quel qu'il soit, a nul autre pareil, à ses propres caractéristiques. Son état, la façon dont il a été restauré, voire endommagé par le temps, un simple détail qui n'apparaît pas aux yeux du profane, peuvent changer considérablement sa valeur. Dès lors, com-

ment donner une cote moyenne ? Il nous semble qu'un tel *Argus* est à manipuler avec précaution lorsqu'on n'est pas très averti. En revanche, la multiplicité des reproductions et la diversité des modèles sélectionnés pour chaque catégorie d'objets donnent à cette collection sa vraie valeur, celle d'un catalogue susceptible de guider utilement l'amateur dans ses identifications. Les prix proposés sont à prendre en considération avec beaucoup de circonspection. Certes, ils ont été enregistrés au cours de grandes ventes de l'année, mais il convient encore d'y ajouter les frais légaux (16 %, jusqu'à 600 F ; 11,5 %, de 600 F à 2000 F ; 10 %, au-delà).

L'achat d'un tapis est considéré comme un bon placement, puisque, en dix ans, les prix sont passés de 1 à 5, et que le marché est considérablement développé. Si l'Argus des meubles propose seulement une longue série de reproductions, accompagnées de légendes assez détaillées, l'Argus des tapis constitue une nomenclature de tous les types de tapis classés par pays avec, à chaque fois, une page d'introduction et une carte relative au pays d'origine. Mais, là encore, donner un prix précis paraît bien téméraire, compte tenu des facteurs de qualité des dessins et des couleurs, de l'usure, des dimensions. Quant au principe des reproductions de noir et blanc — la couleur majorerait le prix de revient de l'ouvrage dans des proportions qui en rendraient la commercialisation quasiment impossible — il est discutable. Au point que l'éditeur s'est senti obligé d'ajouter un avertissement destiné à préciser pourquoi certaines photographies manquent de contraste et de netteté.

Plus flatteuses sont les reproductions d'objets en argent. Mais, là encore, la qualité de l'objet dépend beaucoup de la finesse d'exécution, de l'harmonie, des proportions, de la netteté des poignets et de la notoriété du maître orfèvre, les prix ne peuvent être donnés qu'à titre d'indication, bien que tous aient été enregistrés au cours de ventes, dont les références sont précises.

**emanuel ungaro**

**SOLDES**

2 avenue Montaigne 256.27.70  
25 fg saint-honoré 266.45.70

La Société Antonella  
37 bis, rue du Sentier  
PARIS (2<sup>e</sup>)

RECONNAÎT  
avoir vendu sous le nom de  
« Antonella »

des vestes, des manteaux  
et des écharpes reproduisant  
certaines des caractéristiques  
des modèles créés  
par Mme « SONIA RYKIEL »

Une transaction  
étant intervenue entre :  
— Mme SONIA RYKIEL et  
— Antonella

qui met fin au litige et afin  
d'éviter une confusion dans  
l'esprit de la clientèle, j'ai  
décidé aux intérêts des parties,  
il a été convenu de porter ce  
qui précède à la connaissance  
du public.

Mode

MAILLOTS EN HIVER

**S**ANS attendre le succès de l'exode estival, les vacances d'hiver marchent bien et se tournent plus volontiers vers les soleils exotiques et vers les baignades de croisières, encore que celles-ci aient acquis une clientèle restreinte mais fidèle. Les expéditions sportives, mariages ou chasses — requièrent un équipement spécifique, qu'on trouve aisément à Paris.

Si la majorité des touristes de l'hiver se contentent généralement d'excursions se suffisant de lunettes de soleil et des chaussures de marche, légères et confortables, l'impératif de bagages ne dépassant pas 20 kilos demeure constant, d'où le succès des légers ensembles lavables, des costumes non doubles pour hommes, des tricotés et des chemisettes pour le couple. Et un maillot de bain, les hôtels magnifiques et les clubs africains comprenant tous une piscine ou le sable d'une plage.

Parmi les spécialistes de vêtements tropicaux, M. Manuel offre un choix de cotons classiques, au masculin comme au féminin, qui conviendront aux

chasseurs d'images comme aux adeptes de l'« après-safari », tenues de dîner un peu habillées, et robes qu'on pourra reporter plus tard sur la Côte d'Azur.

Franck & Fils prévoit une augmentation d'environ 10 % en maillots de bain et tenues de croisière, à telle enseigne que les vitrines de ski de printemps présentent aussi des éléments de plage, en teintes claires. Et comme les stations de sports d'hiver se sont mises elles aussi à la piscine, on y voit les nouveaux maillots destinés aux femmes qui aiment nager en une pièce ou en deux, et celles qui souhaitent bronzer discrètement. Les deux-pièces se coordonnent avec des robes aux imprimés chatoyants.

Les Galeries Lafayette mettent en place les premiers maillots de bain, les longues robes en éponge et les accessoires de croisière. *At Printemps*, les maillots et les modèles de plage viennent d'être rassemblés dans une boutique « Soleil exotique ». Un tour d'horizon de ce que sera la mode estivale : des deux-pièces, des soutiens-gorge assortis à des pa-

reos, un grand choix de cafetans, des accessoires noir et or (dont des visières en coton éponge), des sandales et des sacs.

Les Trois Quartiers développent leurs ventes de maillots en hiver, avec une demande constante, débutant vers la mi-décembre. Elles restent l'une des boutiques les plus spécialisées dans les tenues de croisière entièrement coordonnées, vendues en éléments séparables, dans une palette variée de coloris exclusifs.

Ingrid Rouge, la subtile créatrice de *Candide*, oriente ses recherches vers des modèles qui deviennent tout à la fois robes à danser ou robes d'intérieur, voire chemises de nuit, selon les accessoires. Les élégantes qui s'habillent ici portent, en effet, des fourreaux souples en biais, à collet plongeant avec un bos en plumes d'autruche. Comme on utilise pour tous ces ensembles des tissus parfaitement lavables et séchant vite sur un cintre, elles deviennent idéales en voyage.

NATHALIE MONT-SERVAN.  
★ M. Manuel : 18, rue La Boétie Paris (8<sup>e</sup>).  
★ Eric : 2, rue Tronchet, (8<sup>e</sup>).  
★ Candide : 4, rue Miromesnil Paris (8<sup>e</sup>).

SOPHIE ET SES BONHEURS

**U**NE nouvelle boutique, à l'enseigne « Les Bonheurs de Sophie », égayé la rue de Bourgogne d'un choix de matières douces, dans des harmonies de couleurs qui font rêver de soirées au coin du feu. Sa tenue épaisse, réalisée en Provence, est tout de consistance brune ou blanche et une enveloppe de grand pour rectangulaire ; finement tissée par Pierre Berthod, des couvre-lits de tous pastels, des coussins et des chaises de coloris flamants. Les soies peintes par Trystram deviennent, elles, coussins carrés, poussoirs muraux ou abat-jour (à partir de 85 F), montés sur des pieds de lampes créés par Jacques Gautier, en résine incrustée d'émail.

Des boudes de che, faites à la main, se plantent dans des gros boudes de bois tournés. Pour un petit cadeau d'amitié, un sachet de tisane de Provence est glissé dans une enveloppe crêlée, 20 F. Venue du bout du monde, volée des coussins brodés, en Côte d'Ivoire, de scènes de village, et de Fondichéry (très exactement de l'Albanie de Shiri-Aurobindo), des tissus imprimés présentent en mouchoirs, foulards et pantalons muraux. Un épi de la boutique est réservé à de longues tenues « sur-mesure » — qui sont parfaitement aussi pour des soirées paisibles, — simples de formes, mais qui constituent l'un des bonheurs de Sophie à la maison. — J. A.

★ Les Bonheurs de Sophie, 38, rue de Bourgogne, 75001 Paris.

DRAPS DE SATIN

en 12 COLORIS DE RÊVE en vente chez

*Pique Fin Laine*

34, Champs Élysées, Paris 8<sup>e</sup>

et aussi par correspondance, même adresse

Tarifs et échantillons sur demande

LE RANGEMENT A VOS MESURES

contemporain ou style

*l'armoire universelle*

grand choix de relevables faciles de paiement  
148 av. E. ZOLA PARIS XV<sup>e</sup>  
26 av. dlv. Leclercq ANTONY  
575-25-06 575-23-20  
PARKING ASSURÉ

LES PLUS SOMPTUEUSES TAPISSERIES

pour créer sur vos murs un décor de luxe raffiné

Si vous désirez enrichir le décor de votre intérieur, choisissez une magnifique tapisserie de style, portée à l'ancienne, réalisée dans l'esprit même des traditions séculaires ou une œuvre moderne d'inspiration classique, et déposez-la à la main par l'artiste. Toutes tentes prêtes à être posées. L'usage des motifs et la synthèse de leurs couleurs apportent cette chaleur humaine qui donne une âme aux intérieurs.

— Bon à retourner à : CHISTAL Gallery —  
11, rue Comte F. Gastaldi - MC MONACO

Plus de 30 pièces (à partir de 290 F) vous sont présentées dans notre nouveau catalogue qui vous est offert sans engagement. Il vous suffira de poster la lunette ci-jointe aujourd'hui même !

Envoyez-m'en, sans engagement, votre catalogue en couleurs sur vos splendides collections de tapisseries. Cf-joint 3,40 F en timbres pour participer aux tirages.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

**SOLDES**  
10% à 50% jusqu'au 31 janvier.

*Revillon Fourrures*

40, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup> - 44, rue du Dragon, Paris 6<sup>e</sup>

**Chombert**  
fourrure

**Solde**  
ses modèles  
de collection

du mardi 4 au  
mercredi 12 Janvier

422, rue Saint-Honoré  
75008 Paris Tél. 260 72 00  
(angle rue Royale)

**Chombert**  
fourrure

**Solde**  
ses modèles  
de collection

du mardi 4 au  
mercredi 12 Janvier

422, rue Saint-Honoré  
75008 Paris Tél. 260 72 00  
(angle rue Royale)

17 JANVIER 0 à 18 h 30

on-stop et cles aériennes

mbreux cadeaux à gagner

nents touristiques

lieu d'invitation à l'entrée



# numismatique

## BATTRE MONNAIE

La numismatique nous a laissés, depuis son origine et, au fil des siècles, jusqu'à nos jours, un nombre impressionnant de chefs-d'œuvre artistiques. Quelles sont les techniques qui ont permis d'aboutir à des résultats aussi achevés sur une surface de métal aussi réduite ? Voilà une question qui est certainement au programme scolaire des faux-monnayeurs, mais qui n'est pas sans intérêt non plus pour le simple numismate collectionneur : lorsque l'on admire tantôt une épaisse monnaie d'argent grecque de très haut relief, tantôt le fragile et mince disque d'or d'une monnaie gothique, tantôt le profil net et précis — un peu sec peut-être — d'un portrait néo-classique gravé sur une monnaie du dix-neuvième siècle, on pourrait être amené à imaginer des changements nombreux et importants dans la manière de frapper monnaie. On aurait tort : curieusement, en effet, l'histoire de la technique monétaire ne suit pas l'histoire de l'art monétaire. Autant ce dernier est varié, reflétant au travers des lieux et des âges l'évolution du goût et de l'esprit, autant la technique monétaire est immuable, quasi figée au cours des siècles : elle n'a subi en plus de deux millénaires d'existence que deux ou trois changements capitaux.

En quoi consiste donc la fabrication d'une monnaie ? Il s'agit d'imprimer sur les deux faces

d'un disque de métal spécialement préparé — le flan — les empreintes de gravures extérieures sur deux matrices, les coins monétaires. La technique monétaire se divise donc en trois stades très différents : la préparation des coins et la frappe proprement dite. C'est surtout ce dernier aspect technique que nous tâcherons d'évoquer. La frappe utilise, comme son nom l'indique, la percussion comme moyen de transmission de l'énergie. Le monnayeur grec ou romain disposait d'un coin inférieur fiché dans un billot et d'un coin supérieur tenu à la main (directement, ou par l'intermédiaire de tenailles) ; de sa main libre il tenait un marteau avec lequel il frappait sur le coin supérieur. Parfois les deux coins, inférieur et supérieur, étaient liés pour former un outil ayant l'aspect d'une tenaille : une fresque de Pompéi datée d'environ 80 avant Jésus-Christ représente des ouvriers monnayeurs — sous la forme d'amoureux ailés — battant monnaie à l'aide d'un marteau, d'une enclume et d'une tenaille à coins.

### Schwab et son balancier

On s'est souvent demandé comment un procédé aussi rudimentaire permettait d'obtenir une quasi-perfection dans la frappe de pièces de l'épaisseur des sous de bronze romains ou des tétra-drachmes d'argent grec. La réponse n'est pas simple, mais deux éléments sont sûrement à retenir : d'une part le génie des graveurs de coins dans l'Antiquité, d'autre part la préparation spéciale des flans de métal, qui, juste avant la frappe, étaient ramollis par chauffage.

Il est intéressant de signaler que si les coins étaient gravés à la perfection, ils n'étaient pas pour autant très solides et pouvaient se briser rapidement au cours d'une émission. On retrouvait alors des coins au même type monétaire, mais la main ne redonnait jamais deux fois le même résultat, les pièces obtenues étaient légèrement différentes de celles issues des premiers coins : cela explique l'extraordinaire individualité — impensable de nos jours — des monnaies antiques, car les exemplaires que nous retrouvons ne proviennent que de très rares coins d'usage pair de coins. Quel charme alors pour le collectionneur que de suivre les changements de style, que d'arriver même à repérer les changements de graveur dans la production d'un atelier monétaire qui a fonctionné volé plus de deux mille ans !

Au Moyen Âge, la frappe au marteau demeure inchangée. Le coin inférieur s'appelle « pile » et le coin supérieur « trousseau », ce qui nous donne l'étymologie de l'expression « pile ou face », car, durant une certaine période, il fut de coutume de graver le portrait (face) sur le coin supérieur. A

cette époque, les flans métalliques sont si minces que la gravure d'un côté de la monnaie (par exemple la croix, motif fréquent des revers) vient transparaître sur l'autre côté sous l'effet de la percussion. Les outils de monnayage, toujours très simples, sont attestés par de nombreuses sources iconographiques — les monnaies elles-mêmes — comme ces derniers d'argent de Louis le Pieux ou de Charles le Gros du neuvième siècle représentant deux coins et deux marteaux, ou la sculpture avec un chapiteau du onzième siècle de l'abbaye de Saint-Georges de Boscherville, où l'on voit un monnayeur à l'ouvrage. L'estampe enfin, et plus tardivement, avec de nombreuses gravures du seizième siècle représentant l'activité d'ateliers monétaires.

La première révolution technique survient enfin vers 1550, avec l'invention en Allemagne du balancier. C'est à Augsbourg qu'un orfèvre du nom de Marx Schwab met au point un procédé révolutionnaire de monnayage : le principe du balancier monétaire est simple : un bâti métallique comporte à son sommet un écrou dans lequel peut tourner une vis. Dans la tête de la vis est encastré un bras horizontal muni à ses extrémités de deux masses métalliques, c'est le balancier proprement dit. Sous la partie inférieure de la vis on présente le flan encastré dans les deux coins monétaires, puis on imprime un mouvement de rota-

tion au balancier, ce mouvement fait descendre la vis jusqu'au moment où sa partie inférieure vient percuter le coin monétaire supérieur.

Ce procédé présentait non seulement l'avantage d'augmenter les cadences de production mais encore celui d'améliorer considérablement la qualité des pièces frappées : on pouvait enfin obtenir des monnaies au contour régulier qui ne seraient pas susceptibles d'être « cognées » par les fraudeurs.

### La Monnaie du Moulin

Le roi de France Henri II, conscient de l'importance de cette découverte, envoya à Augsbourg une mission pour en négocier l'achat. Un nouvel atelier monétaire, La Monnaie du Moulin fut alors installé à Paris sous la direction d'Aubin Olivier. Ce dernier réalisa des frappes de qualité exceptionnelle, grâce à sa propre maîtrise technique et grâce au talent du graveur général Marc Sechet. Mais la supériorité technique des résultats obtenus suscita la jalousie de l'ancienne Monnaie de Paris, qui, après des années de lutte, finit par l'emporter. La Monnaie du moulin, créée en 1551, disparut presque complètement en 1565, époque à laquelle elle fut condamnée à ne frapper que des pièces de plaisir, des jetons, des médailles et des pièces de culte. Il fallut attendre Jean Warin

pour que triomphe à nouveau, et cette fois définitivement, le balancier. Ce grand artiste graveur et monnayeur, assura la supériorité de la frappe au balancier sur la frappe au marteau et fit entrer, en 1680 (plus de cent ans après leur invention !), les balanciers à la Monnaie de Paris.

La dernière révolution technique à affecter la frappe monétaire fut le remplacement de l'énergie humaine utilisée à mettre en œuvre le balancier par l'énergie de machines à vapeur, puis par l'énergie électrique. Cette révolution fut, en fait, une évolution qui, depuis 1881, jusqu'à nos jours, fit apparaître successivement le « balancier à friction » mû par un moteur à vapeur, puis par un moteur électrique et, enfin, la presse hydraulique à vis, dernière née d'une technologie qui repose toujours sur la percussion des coins monétaires par une vis, tout comme au seizième siècle.

Si l'histoire se répète et si nous voulons jouer à la « numismatique-fiction », on peut penser qu'il nous faudra peut-être attendre encore mille cinq cents ans pour trouver une nouvelle technique de frappe, puisque la frappe à la vis existe seulement depuis un demi-millénaire et que la frappe au marteau a duré environ deux mille ans. Les monnaies d'après-demain le verront bien... si la monnaie existe encore.

ALAIN WEIL

## échecs

N° 691

### ANATOLY KARPOV SOUVERAIN

(14<sup>e</sup> CHAMPIONNAT DE L'U.S.S.R.)

Moscou, 7 novembre 1976.

Blancs : R. VAGANTYAN

Noirs : A. KARPOV

Défense ouest-indienne

1. d4 C16-27, T11 (a) T88
2. f3 d5 F12-13, D17-18
3. c3 b6 D12-13, T16-17
4. g3 f6 F12-13, D17-18
5. f2 f5 F12-13, D17-18
6. e3 e5 E12-13, D17-18
7. c4 c6 C16-27, T11 (a) T88
8. d5 d4 D12-13, D17-18
9. d3 d4 D12-13, D17-18
10. f4 f5 F12-13, D17-18
11. h3 h4 H12-13, D17-18
12. f5 f6 F12-13, D17-18
13. d4 d5 D12-13, D17-18
14. e4 e5 E12-13, D17-18
15. d5 d4 D12-13, D17-18
16. e4 e5 E12-13, D17-18
17. d5 d4 D12-13, D17-18
18. e4 e5 E12-13, D17-18
19. d5 d4 D12-13, D17-18
20. e4 e5 E12-13, D17-18
21. d5 d4 D12-13, D17-18
22. e4 e5 E12-13, D17-18
23. d5 d4 D12-13, D17-18
24. e4 e5 E12-13, D17-18
25. d5 d4 D12-13, D17-18
26. e4 e5 E12-13, D17-18
27. d5 d4 D12-13, D17-18
28. e4 e5 E12-13, D17-18
29. d5 d4 D12-13, D17-18
30. e4 e5 E12-13, D17-18
31. d5 d4 D12-13, D17-18
32. e4 e5 E12-13, D17-18
33. d5 d4 D12-13, D17-18
34. e4 e5 E12-13, D17-18
35. d5 d4 D12-13, D17-18
36. e4 e5 E12-13, D17-18
37. d5 d4 D12-13, D17-18
38. e4 e5 E12-13, D17-18
39. d5 d4 D12-13, D17-18
40. e4 e5 E12-13, D17-18
41. d5 d4 D12-13, D17-18
42. e4 e5 E12-13, D17-18
43. d5 d4 D12-13, D17-18
44. e4 e5 E12-13, D17-18
45. d5 d4 D12-13, D17-18
46. e4 e5 E12-13, D17-18
47. d5 d4 D12-13, D17-18
48. e4 e5 E12-13, D17-18
49. d5 d4 D12-13, D17-18
50. e4 e5 E12-13, D17-18
51. d5 d4 D12-13, D17-18
52. e4 e5 E12-13, D17-18
53. d5 d4 D12-13, D17-18
54. e4 e5 E12-13, D17-18
55. d5 d4 D12-13, D17-18
56. e4 e5 E12-13, D17-18
57. d5 d4 D12-13, D17-18
58. e4 e5 E12-13, D17-18
59. d5 d4 D12-13, D17-18
60. e4 e5 E12-13, D17-18
61. d5 d4 D12-13, D17-18
62. e4 e5 E12-13, D17-18
63. d5 d4 D12-13, D17-18
64. e4 e5 E12-13, D17-18
65. d5 d4 D12-13, D17-18
66. e4 e5 E12-13, D17-18
67. d5 d4 D12-13, D17-18
68. e4 e5 E12-13, D17-18
69. d5 d4 D12-13, D17-18
70. e4 e5 E12-13, D17-18
71. d5 d4 D12-13, D17-18
72. e4 e5 E12-13, D17-18
73. d5 d4 D12-13, D17-18
74. e4 e5 E12-13, D17-18
75. d5 d4 D12-13, D17-18
76. e4 e5 E12-13, D17-18
77. d5 d4 D12-13, D17-18
78. e4 e5 E12-13, D17-18
79. d5 d4 D12-13, D17-18
80. e4 e5 E12-13, D17-18
81. d5 d4 D12-13, D17-18
82. e4 e5 E12-13, D17-18
83. d5 d4 D12-13, D17-18
84. e4 e5 E12-13, D17-18
85. d5 d4 D12-13, D17-18
86. e4 e5 E12-13, D17-18
87. d5 d4 D12-13, D17-18
88. e4 e5 E12-13, D17-18
89. d5 d4 D12-13, D17-18
90. e4 e5 E12-13, D17-18
91. d5 d4 D12-13, D17-18
92. e4 e5 E12-13, D17-18
93. d5 d4 D12-13, D17-18
94. e4 e5 E12-13, D17-18
95. d5 d4 D12-13, D17-18
96. e4 e5 E12-13, D17-18
97. d5 d4 D12-13, D17-18
98. e4 e5 E12-13, D17-18
99. d5 d4 D12-13, D17-18
100. e4 e5 E12-13, D17-18

NOTES

a) La principale continuation des Noirs, supérieure à 7... d5 : 8. C16-27, C16-27, 9. e3, 10. d4, 11. e4, 12. f3, 13. d5, 14. e6, 15. f7, 16. e8, 17. f8, 18. g7, 19. h6, 20. g5, 21. f6, 22. e7, 23. d8, 24. c7, 25. b6, 26. a5, 27. b4, 28. c3, 29. d2, 30. e1, 31. f2, 32. g3, 33. h4, 34. g5, 35. f6, 36. e7, 37. d8, 38. c7, 39. b6, 40. a5, 41. b4, 42. c3, 43. d2, 44. e1, 45. f2, 46. g3, 47. h4, 48. g5, 49. f6, 50. e7, 51. d8, 52. c7, 53. b6, 54. a5, 55. b4, 56. c3, 57. d2, 58. e1, 59. f2, 60. g3, 61. h4, 62. g5, 63. f6, 64. e7, 65. d8, 66. c7, 67. b6, 68. a5, 69. b4, 70. c3, 71. d2, 72. e1, 73. f2, 74. g3, 75. h4, 76. g5, 77. f6, 78. e7, 79. d8, 80. c7, 81. b6, 82. a5, 83. b4, 84. c3, 85. d2, 86. e1, 87. f2, 88. g3, 89. h4, 90. g5, 91. f6, 92. e7, 93. d8, 94. c7, 95. b6, 96. a5, 97. b4, 98. c3, 99. d2, 100. e1, 101. f2, 102. g3, 103. h4, 104. g5, 105. f6, 106. e7, 107. d8, 108. c7, 109. b6, 110. a5, 111. b4, 112. c3, 113. d2, 114. e1, 115. f2, 116. g3, 117. h4, 118. g5, 119. f6, 120. e7, 121. d8, 122. c7, 123. b6, 124. a5, 125. b4, 126. c3, 127. d2, 128. e1, 129. f2, 130. g3, 131. h4, 132. g5, 133. f6, 134. e7, 135. d8, 136. c7, 137. b6, 138. a5, 139. b4, 140. c3, 141. d2, 142. e1, 143. f2, 144. g3, 145. h4, 146. g5, 147. f6, 148. e7, 149. d8, 150. c7, 151. b6, 152. a5, 153. b4, 154. c3, 155. d2, 156. e1, 157. f2, 158. g3, 159. h4, 160. g5, 161. f6, 162. e7, 163. d8, 164. c7, 165. b6, 166. a5, 167. b4, 168. c3, 169. d2, 170. e1, 171. f2, 172. g3, 173. h4, 174. g5, 175. f6, 176. e7, 177. d8, 178. c7, 179. b6, 180. a5, 181. b4, 182. c3, 183. d2, 184. e1, 185. f2, 186. g3, 187. h4, 188. g5, 189. f6, 190. e7, 191. d8, 192. c7, 193. b6, 194. a5, 195. b4, 196. c3, 197. d2, 198. e1, 199. f2, 200. g3, 201. h4, 202. g5, 203. f6, 204. e7, 205. d8, 206. c7, 207. b6, 208. a5, 209. b4, 210. c3, 211. d2, 212. e1, 213. f2, 214. g3, 215. h4, 216. g5, 217. f6, 218. e7, 219. d8, 220. c7, 221. b6, 222. a5, 223. b4, 224. c3, 225. d2, 226. e1, 227. f2, 228. g3, 229. h4, 230. g5, 231. f6, 232. e7, 233. d8, 234. c7, 235. b6, 236. a5, 237. b4, 238. c3, 239. d2, 240. e1, 241. f2, 242. g3, 243. h4, 244. g5, 245. f6, 246. e7, 247. d8, 248. c7, 249. b6, 250. a5, 251. b4, 252. c3, 253. d2, 254. e1, 255. f2, 256. g3, 257. h4, 258. g5, 259. f6, 260. e7, 261. d8, 262. c7, 263. b6, 264. a5, 265. b4, 266. c3, 267. d2, 268. e1, 269. f2, 270. g3, 271. h4, 272. g5, 273. f6, 274. e7, 275. d8, 276. c7, 277. b6, 278. a5, 279. b4, 280. c3, 281. d2, 282. e1, 283. f2, 284. g3, 285. h4, 286. g5, 287. f6, 288. e7, 289. d8, 290. c7, 291. b6, 292. a5, 293. b4, 294. c3, 295. d2, 296. e1, 297. f2, 298. g3, 299. h4, 300. g5, 301. f6, 302. e7, 303. d8, 304. c7, 305. b6, 306. a5, 307. b4, 308. c3, 309. d2, 310. e1, 311. f2, 312. g3, 313. h4, 314. g5, 315. f6, 316. e7, 317. d8, 318. c7, 319. b6, 320. a5, 321. b4, 322. c3, 323. d2, 324. e1, 325. f2, 326. g3, 327. h4, 328. g5, 329. f6, 330. e7, 331. d8, 332. c7, 333. b6, 334. a5, 335. b4, 336. c3, 337. d2, 338. e1, 339. f2, 340. g3, 341. h4, 342. g5, 343. f6, 344. e7, 345. d8, 346. c7, 347. b6, 348. a5, 349. b4, 350. c3, 351. d2, 352. e1, 353. f2, 354. g3, 355. h4, 356. g5, 357. f6, 358. e7, 359. d8, 360. c7, 361. b6, 362. a5, 363. b4, 364. c3, 365. d2, 366. e1, 367. f2, 368. g3, 369. h4, 370. g5, 371. f6, 372. e7, 373. d8, 374. c7, 375. b6, 376. a5, 377. b4, 378. c3, 379. d2, 380. e1, 381. f2, 382. g3, 383. h4, 384. g5, 385. f6, 386. e7, 387. d8, 388. c7, 389. b6, 390. a5, 391. b4, 392. c3, 393. d2, 394. e1, 395. f2, 396. g3, 397. h4, 398. g5, 399. f6, 400. e7, 401. d8, 402. c7, 403. b6, 404. a5, 405. b4, 406. c3, 407. d2, 408. e1, 409. f2, 410. g3, 411. h4, 412. g5, 413. f6, 414. e7, 415. d8, 416. c7, 417. b6, 418. a5, 419. b4, 420. c3, 421. d2, 422. e1, 423. f2, 424. g3, 425. h4, 426. g5, 427. f6, 428. e7, 429. d8, 430. c7, 431. b6, 432. a5, 433. b4, 434. c3, 435. d2, 436. e1, 437. f2, 438. g3, 439. h4, 440. g5, 441. f6, 442. e7, 443. d8, 444. c7, 445. b6, 446. a5, 447. b4, 448. c3, 449. d2, 450. e1, 451. f2, 452. g3, 453. h4, 454. g5, 455. f6, 456. e7, 457. d8, 458. c7, 459. b6, 460. a5, 461. b4, 462. c3, 463. d2, 464. e1, 465. f2, 466. g3, 467. h4, 468. g5, 469. f6, 470. e7, 471. d8, 472. c7, 473. b6, 474. a5, 475. b4, 476. c3, 477. d2, 478. e1, 479. f2, 480. g3, 481. h4, 482. g5, 483. f6, 484. e7, 485. d8, 486. c7, 487. b6, 488. a5, 489. b4, 490. c3, 491. d2, 492. e1, 493. f2, 494. g3, 495. h4, 496. g5, 497. f6, 498. e7, 499. d8, 500. c7, 501. b6, 502. a5, 503. b4, 504. c3, 505. d2, 506. e1, 507. f2, 508. g3, 509. h4, 510. g5, 511. f6, 512. e7, 513. d8, 514. c7, 515. b6, 516. a5, 517. b4, 518. c3, 519. d2, 520. e1, 521. f2, 522. g3, 523. h4, 524. g5, 525. f6, 526. e7, 527. d8, 528. c7, 529. b6, 530. a5, 531. b4, 532. c3, 533. d2, 534. e1, 535. f2, 536. g3, 537. h4, 538. g5, 539. f6, 540. e7, 541. d8, 542. c7, 543. b6, 544. a5, 545. b4, 546. c3, 547. d2, 548. e1, 549. f2, 550. g3, 551. h4, 552. g5, 553. f6, 554. e7, 555. d8, 556. c7, 557. b6, 558. a5, 559. b4, 560. c3, 561. d2, 562. e1, 563. f2, 564. g3, 565. h4, 566. g5, 567. f6, 568. e7, 569. d8, 570. c7, 571. b6, 572. a5, 573. b4, 574. c3, 575. d2, 576. e1, 577. f2, 578. g3, 579. h4, 580. g5, 581. f6, 582. e7, 583. d8, 584. c7, 585. b6, 586. a5, 587. b4, 588. c3, 589. d2, 590. e1, 591. f2, 592. g3, 593. h4, 594. g5, 595. f6, 596. e7, 597. d8, 598. c7, 599. b6, 600. a5, 601. b4, 602. c3, 603. d2, 604. e1, 605. f2, 606. g3, 607. h4, 608. g5, 609. f6, 610. e7, 611. d8, 612. c7, 613. b6, 614. a5, 615. b4, 616. c3, 617. d2, 618. e1, 619. f2, 620. g3, 621. h4, 622. g5, 623. f6, 624. e7, 625. d8, 626. c7, 627. b6, 628. a5, 629. b4, 630. c3, 631. d2, 632. e1, 633. f2, 634. g3, 635. h4, 636. g5, 637. f6, 638. e7, 639. d8, 640. c7, 641. b6, 642. a5, 643. b4, 644. c3, 645. d2, 646. e1, 647. f2, 648. g3, 649. h4, 650. g5, 651. f6, 652. e7, 653. d8, 654. c7, 655. b6, 656. a5, 657. b4, 658. c3, 659. d2, 660. e1, 661. f2, 662. g3, 663. h4, 664. g5, 665. f6, 666. e7, 667. d8, 668. c7, 669. b6, 670. a5, 671. b4, 672. c3, 673. d2, 674. e1, 675. f2, 676. g3, 677. h4, 678. g5, 679. f6, 680. e7, 681. d8, 682. c7, 683. b6, 684. a5, 685. b4, 686. c3, 687. d2, 688. e1, 689. f2, 690. g3, 691. h4, 692. g5, 693. f6, 694. e7, 695. d8, 696. c7, 697. b6, 698. a5, 699. b4, 700. c3, 701. d2, 702. e1, 703. f2, 704. g3, 705. h4, 706. g5, 707. f6, 708. e7, 709. d8, 710. c7, 711. b6, 712. a5, 713. b4, 714. c3, 715. d2, 716. e1, 717. f2, 718. g3, 719. h4, 720. g5, 721. f6, 722. e7, 723. d8, 724. c7, 725. b6, 726. a5, 727. b4, 728. c3, 729. d2, 730. e1, 731. f2, 732. g3, 733. h4, 734. g5, 735. f6, 736. e7, 737. d8, 738. c7, 739. b6, 740. a5, 741. b4, 742. c3, 743. d2, 744. e1, 745. f2, 746. g3, 747. h4, 748. g5, 749. f6, 750. e7, 751. d8, 752. c7, 753. b6, 754. a5, 755. b4, 756. c3, 757. d2, 758. e1, 759. f2, 760. g3, 761. h4, 762. g5, 763. f6, 764. e7, 765. d8, 766. c7, 767. b6, 768. a5, 769. b4, 770. c3, 771. d2, 772. e1, 773. f2, 774. g3, 775. h4, 776. g5, 777. f6, 778. e7, 779. d8, 780. c7, 781. b6, 782. a5, 783. b4, 784. c3, 785. d2, 786. e1, 787. f2, 788. g3, 789. h4, 790. g5, 791. f6, 792. e7, 793. d8, 794. c7, 795. b6, 796. a5, 797. b4, 798. c3, 799. d2, 800. e1, 801. f2, 802. g3, 803. h4, 804. g5, 805. f6, 806. e7, 807. d8, 808. c7, 809. b6, 810. a5, 811. b4, 812. c3, 813. d2, 814. e1, 815. f2, 816. g3, 817. h4, 818. g5, 819. f6, 820. e7, 821. d8, 822. c7, 823. b6, 824. a5, 825. b4, 826. c3, 827. d2, 828. e1, 829. f2, 830. g3, 831. h4, 832. g5, 833. f6, 834. e7, 835. d8, 836. c7, 837. b6, 838. a5, 839. b4, 840. c3, 841. d



## Plaisirs de la table

# EN VOYAGE

**A**INSI Hubert, le fromager de la rue Vignon, devenu cuisinier par amour (de la cuisine !), a-t-il pris la demi-clief des champs. La demi-clief à garde son *Bistro* (30, place du Marché-Saint-Honoré, tel. 68-03-90) où il vient deux jours par semaine considérer que sont les choses d'ici et là, qu'il y a la réalisation de ses spécialités. Et parce que, se mettent au vert, il nous ouvre à Nantua l'*Rôtisserie du Château de Pradon* (tel. 441.00). On retrouve à sa carte (et ce n'est pas sans bouleverser les poudres) une dizaine de plats : la grande cuisine crémée de l'Ain, traditionnelle (et invariable) les salades dressées, aux artichauts et aux algues, les légumes de saison plus ou moins folles, les saint-jacques à la nage, les feuilletés légers admirables (ou roquefort, aux écrivasses, aux artichauts et aux algues), les légumes de saison au pot pourri, les légumes au beurre bouilli, le agouti fin fermier à la façon de Guernsey. Bref, un enchantement. Et lorsque les chambres seront aménagées, un futur Relais de Campagne de qualité.

Restons dans le secteur ou plutôt dans l'arrière-pensée (à Paris (près de Genève) la *Diligence* est une maison dont j'avais beaucoup entendu parler. Et certes Robert Favre est un bon cuisinier

qui le serait mouiller encore s'il se débarrassait des coples. Tout ou presque est ici « à la manière » de Guérard, Bouché, Lacombe et de reste bien préparé... lorsqu'on ne fait pas trop appel aux sautes de la mémoire, à l'écrit, en notation et obscures (à la manière de) présentes nos campagnes !, est agréable. La patronne plus encore. Les prix mouls (il y a un moult à 80 F et un à 120 F, ce qui, pour les Hérvètes venus en voisins, ne compte pas !).

J'ai noté sur la carte un cimetière, à l'ouest, à l'extrême, où son qui doit être « sublime ». On loup aux aigues qui devrait l'être... s'il n'était loup ! un fote de va à la montarde. Remarquable dessert ! le grand dessert est une soupe d'herbes, à l'écrit, à l'écrit, pas un peu bien ridicule de proposer, sur commande : la « soupe V.G.E. » ?

**Filets de sole  
aux pamplemousses**

Signalée par une lectrice, cette maison bretonne m'a tenté. Il s'agit de l'Escu de Runjae à Rennes (5, rue du Chapitre, tél. : 30-95-75, fermé le dimanche). M. Granville, en cuisine, a satis-

fait renvoyé qu'incognito j'avais  
convié à essayer les plats, avec  
la salade de Saint-Jacques crue,  
le bar au chou cuit à la vapeur  
et une salade aux peaux de canard.  
Pour desserts, le sorbet au  
cacao et des pruneaux au thé.  
Si M. Granville se cherche encore  
un peu (le « Kiebers », signalons-  
le, l'a trouvé l'an dernier), du  
moins se cherche-t-il dans la  
bonne direction.

Faut-il en dire autant de M. Robert Burdot (*le Flambar*, 79, rue d'Angletterre à Lille. Tél. : 51-00-00) ? Sa carte propose certes un blanc de turbotin aux chicons et un ragout de filets de sole aux pamplemousses mais aussi l'omelette norvégienne et les crêpes Suzette (le sont-elles vraiment ?). C'est en tout cas une bonne adresse pour les « classiques ».

Mais je voudrais vous parler aussi d'Annie Desvignes. C'est un peu grâce à elle qu'est née l'A.R.C. En effet, si la Société des cuis-

niers n'avait pas refusé d'admettre cette cuisinière, je n'aurais peut-être pas eu l'idée de demander aux dames d'A.R.C. de se manifester. Donc, Annie Desvignes cuisine à la Tour du Roy (45, rue du Général-Lercier à Vervins, tél. 98-00-11, fermé le mardi). Vieux manoir flanqué de tours avec quelques chambres de grand confort.

Aux tournaux Anne, qui débute avec sa maman en l'*Aube* fleurie de Sars-Poteries, puis alla apprendre avec Raymond Oliver et, tout récemment, chez Claude Peyrot (du *Virarots*). C'est dire qu'elle ignore ce qu'est un « fond » (c'est peut-être pour ça que les chefs la méprisent ?), fait son marché et respecte les produits régionaux.

A sa carte, du lapin au cidre de Thiérache, un bar au beurre nantais, des escargots à sa façon, etc. Vous la retrouverez après ses vacances dès le 15 février.

**LA REYNIÈRE**

**LA REYNIÈRE**

## MIETTES

● Le Cervez (\*) a fait éditer une carte de vœux. La couverture en est la reproduction d'un menu du banquet offert au président de la République, le 1<sup>er</sup> août 1897, par la ville de Valence. Il y a quatre-vingts ans donc on servit : bouchées à la Lucullus ; saumon ; filet de bœuf Périgord ; galantine de dinde truffée ; fonds d'artichauts veloutés ; volaille de Bresse ; rocher de glace ; pièce montée ; dessert. Le tout arrosé des grands vins des côtes du Rhône. Il y a, on le voit, quelque progrès de ce côté à l'élisée.

huche en bois d'orme, avec couteau à pain et dans laquelle son pain au levain et au feu de bois se conserve, jusqu'aux miettes, merveilleusement

■ Dans le dernier numéro d'*Amphitryon*, Jacques Morfaine constate amèrement la dégradation des prestations de cuisine sur les lignes ferroviaires. Les voitures - restaurants remplacées par le « Rail Service - avec un vin (si l'on peut écrire) de Charenton pire que de Bercy! Je dois ajouter que l'on a supprimé la voiture-restaurant et bar-salon du Train bleu pour une simple voiture, décrochée à Dijon, où ma dernière expérience est un infâme saumon sous cellophane (24 F tout de même!).

● Bernachon, le grand chocolatier de Lyon, sur ma remarque que l'on ne trouvait guère en France de chocolat à la cannelle, courant en Espagne, vient de mettre au point un « cinghalais » absolument délicieux (mais à consommer dans les quinze jours).

● **Le pain se conserve plus frais dans le bois.** Les luches à pain de nos grands-mères avaient du bon. Pollâne vend à ses clients une mini-

HUME

## HUMEURS

Je ne sais qui a fait, pour Lannou, ce singulier guide des restaurants de Paris s'arrogeant le droit de distribuer des étoiles, mais il est l'un ridicule acheté. On y voit classés de même façon le Vefour et un bistrot honnête des Halles ; on y voit le Restaurant du Marché (qui le mérite), mais la bonne Georgette Becsat (Louis Landès) s'y figure point (et c'est Massena) ; on y voit le Restaurant du Marché, qui s'en fait maître !. On y voit Régine au niveau de Lasserre, et l'Archestrate à celui de Maxima. Cela ne donne pas l'impression de lire des guides des restaurants chez Lannou. Dès son ouverture, mes confrères furent enthousiastes quant à

ce restaurant du Marais : les Ro-  
seaux.  
Pour moi, je l'avais trouvé mé-  
diocre. Las ! Depuis, le chef s'en  
est allé.

Un spécialiste du marketing et un banquier se sont, paraît-il, associés pour ouvrir, rue La Boétie, la Saladière Cusme et depuis n'y ont aucun intérêt. Pardon, la « vraie maison » est excellente, écrit un confrère ! C'est peut-être parce qu'elle venait hier de l'excellente Boulangerie Saint-Philippe, puis, aujourd'hui, je crois, de chez Dalloyau. A propos, n'y a-t-il pas une loi pour punir les fausses appellations ?

L R

## Sports

**La pépinière  
de la Villa Primrose**

**D**E tous les clubs sportifs de France et de Navarre, le plus riche d'entre eux se situe dans la villa Primrose de Bordeaux. Fondée en 1897 par E. Lawton, le marquis du Vivier et Albert de Luze, la Société athlétique installa ses terrains de sport dans le parc de la villa Primrose (dont le nom s'explique à l'anglaise, sans doute en référence au jeu de paume des lointains Plantagenêts !). Ces terrains, ainsi que la villa elle-même transformée en club-house dans le style du tir aux pigeons du bois de Boulogne, étaient loués à la famille Ballestrera (qui est toujours propriétaire des lieux, si ce n'est Jules-Perry, à Caudéran).

On y pratiquait le tennis, le hockey sur gazon, le football, et... le bridge. Mais c'est le tennis qui, sur la dizaine, puis sur la quinzaine de courts, devint le sport vedette avec ses champions : Lawton, Le Coq de Kerlan, Lequellec, Blanchy, Samazeuilh, ces deux derniers devenant brillants champions de France et « daviscupmen » au lendemain de la première guerre, performance peu banale pour des joueurs de club.

Aujourd'hui, la Villa Primrose, présidée par Daniel Lawton et forte de mille cinq cents membres, continue la tradition du cercle de familles sportives.

Les plus beaux fleurons du grand club bordelais demeurent les Jauffret. André Jauffret, le père, qui fut président de la Ligue bordelaise Gynéciste, épousa la belle-mme Marguerite Cardé, et eut avec elle une nombreuse jeunesse du club. Des cinq Jauffret actuellement sur les listes du classement officiel de la Fédération, François (trente-quatre ans) est le numéro un français — qui dit mieux ? — Jean-Paul (quarante-cinq ans) et Pierre (trente-neuf ans) sont ex-æquo premiers sur leur Mare (trente-cinq ans) classé à 0 et Christine, épouse Guillard, est classée à 15/2. La seule de la tribu à être non classée, encore que sachant fort bien se tenir sur un court, est Marie-Thérèse, épouse Courteau. Et ce n'est pas fini : ce six Jauffret ont produit seize garçons et filles qui disposent déjà de leur propre club. Les Jauffret-Jamins, les Jauffret-Jammines ou cadets de Guyenne. Le blé en herbe pousse vite à la Villa Primrose.

OLIVIER MERLIN

**OLIVIER MERLIN**

## INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

**ALÉSIA**  
LA BONNE TABLE, 42, rue Priant, 77-41-51. Dîner, spécialités, poissons. Parking Perm's sam. et dim.

**CRÉE ALBERTO**, grande cuisine italienne, 241, d'Alsace, Menu 21 F. Carte, 21 F. Steauit, 144. 327-52-56

**AVRON**  
RIBATZIO, 6, rue Planchat, 20<sup>e</sup> F. mar. 370-41-03. Dîners. Spécial. Guilt.

**BONNE-NOUVELLE**  
L.S. BORDARD à LA CRÈME, 16, rue d'Anversville, 770-41-05 P/dim. (inv. ESCALE à BAIGNON, 30, r. Peitres-Souris P/dim. 770-67-53) vs Vieux

**BUTTE MONTMARTRE**  
BRAUVILLIÈRES, 62, rue Lemercier, tél. 254-19-30. Cadre personnelisé (recettes créées et retrouvées).

**CHAMPS-ÉLYSÉES**  
LES GRANDS HOTELS RESTAURANTS  
Rue de Berry  
N° 2, JOUR ET NUIT, 57, 12-63. Banq d'buit, viand. (charolais normand). Menu : suggestion 38 F. Express (18 à 20 h) 35 F. Carte.

Avenue des Champs-Élysées  
N° 142 COPENHAGUE, 1<sup>er</sup> étage FLORA DANICA sur son escalier d'hiver, 57-41. Spécial. : dîner. À la carte. Amuse-bouche : truffe danols. Festival du Saumon.

**CHERCHÉ-MIDI**  
TAVERNE BASQUE, 45, r. Ch.-Midi (6<sup>e</sup>), 222-51-07 Menu spécial. Torro 35 F. Perm's lundi

**CLICHY-BLANCHE**  
LA CLOCHE D'OR, 3, rue Mansart, 874-48-38 Dâi. dim. soup 15 h à 4 h

**ÉCOLE MILITAIRE**  
CANTE GRILL, 73, avenue Suffren, 734-50-58. Spécialités de poissons. Décor marie antique à Paris.

**ÉTOILE**  
LE RUDE, 11, av. Ode-Armée, 500-13-51 P/dim. le soir menu 30 F. Lc 23 Napoléon, G. P. Bessanier, présente sa choucroute au poisson ainsi que ses spés. de la Mer. T.J.J. 227-50-20 38, avenue de Friedland

**FAUBOURG MONTMARTRE**  
Rue du Faubourg-Montmartre  
N° 1 LE SIMPLON, T.J.J. 624-31-10 Spéc. italiennes et pâtes fraîches  
N° 12 AUBERGE DE RIQUERWITZ 770-62-39 Déjeuners Dîners Soup

**GARE DE L'EST**  
ARMES DE COLMAR, 13, r. S-Mal-45-53. 226-47-50 Spécial. : charolais. DOUCET EST, 6, r. S-Mal, 206-40-62. T.J.J. Choucroute ferm. avec farret.

**GARE DE LYON**  
L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24, r. Traversière 343-14-96 Spéc P dim

**GARE DU NORD**  
TERMINUS NOÛD, 12, r. Dunkerque, 824-48-72 Spécial. : alicenciées

**GRANDS BOULEVARDS**  
FLO, 63, 65-St-Denis, 770-13-58. P. dim. Juev's 2 h mat. Pote gros traite. 18 F

**LES HALLES**  
A LA GRILLE, 30, r. Montorgueil, 236-34-64 P/dim du jour et ses vins  
CAVEAU F. VILLON, 4, rue Arbre-Sec, 226-10-02 Cuis. norm. 18 F. 30  
AU COCHON D'OR, 31, r. du Jour, 236-38-31. Ses grillades, son bœuf

Rue Pierre-Lescot  
N° 4 AU GRAND COMPTOIR, 262-50-26. P. sam. s. et d. Ses grillades

Rue Coquilleville  
N° 13 ALSACE AUX HALLES, CEN. 74-24. Jour et nuit Spéc rég

**INVALIDES**  
CHÊZ FANOUISA, Arrangé aux 17-53. 326-47-50 Perm's, lundi. Vente de foie gras frais à emporter

**MABILLON**  
LA FOUX, 2, rue Clément (6<sup>e</sup>). F. dim. 335-77-68. Alex aux fourneaux

**MARAIS**  
GRILLE DU MARAIS, 13, r. Turéne, 272-02-49 Cuis. pât Perm's dim

**MAUBERT-MUTUALITÉ**  
MARABRAJER, 72, bd S-Germain, 61, 623-24-07 Sp dim Men. 25 F.

**MONTMARNÉ**  
VIA BRASIL, 11, rue du Départ, 536-80-01. T.J.J. Dâi mfr. dim. soup 12-12 12-12 Cuis. avec char. Les 45, du dim de 13 h. à 17 h. Pajouada mualada (30 F) CHÊZ RABAT, 11, place du 18-Juin, 546-96-62. Cda brasserie alicenciée. AIESSA PILS, 5, rue Sainte-Suzanne, 548-07-07 Cuis. de la maison. Pastilla

Rd de Montpensance  
N° 168 ATOSSA, SGO 68-63 Mchoui rôti charbon de bois dans la salle.

**MUETTE**  
LA SOTONDE DE LA MUETTE, 12, ch de la Minette, 16<sup>e</sup>, 228-20-95

**NATION**  
LE BOUQUET DU TRONE, 6, av Trône, 343-26-19 Dâi d'art Dîners

**NOTRE-DAME**  
PORT ST-BERNARD, 30, q. Tour-nelle, 236-37-26 Cuis Pât. Ou d

**CARREFOUR ODÉON**  
LA MENARDIERE, 12, rue Spero, 623-34-30 Dîner aux chandeliers

**PALAIS ROYAL**  
OSAKA, 184, r. St-Bonnet, 268-05-01 Spécialités japonaises jusqu'à 33 h

**PLACE PEREIRE**  
N° 9 DESSEINER, maître d'œuvr. Jusqu'à 1 h du matin 754-74-14 T.J.J. Pôissons, grillades ses spés

**PLACE SAINT-CHARLES**  
LA MASCADE, 44, rue Baricart, 159, 577-66-03 Cadre 1925 Menu 63 F. Lc.

**PORT DE BAGNOLET**  
L'OEUF ET LA POULE - NOVOTER, Porte de Bagnolet, 585-60-20 Cuis. de charbon d'œufs. Poule au pot et petites fermières. 60 F vin, café et service compris

**PORTE DE VERSAILLES**  
LE MONTESQUIEU, 301, rue Vaugrand, 825-47-45 Pôissons, crustacés.

**REPUBLIQUE**  
LE BOCE LORRAIN, 17, bd pé-gamta, 208-17-35. Spécial. : crustacés.

**REPUBLIQUE-MÉNILMONTANT**  
LA MARINIÈRE, 96, r. Oberkampf, 11<sup>e</sup> TM 357-44-03 Menu 45 F. Lc, carte s.c. Pôissons, bouillabaisse, crustacés, grillades. Déjeuné affaire Parking assuré Dîners fct de bois.

**SAINT-AUGUSTIN**  
LE SARLADAI, 2, rue de Vienne, 622-32-62. Chamaul. 35 F Cont. 35 F.

**SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS**  
TY COZ, 233, r. Vaugrand, 159-62-62. Cuis bretonne et coquillages  
LA TAYVERNE ALSCHEINER, 304, r. de Vaugrand, 522-40-20. Le meilleur chateaubert de Paris.

**SAINT-GEORGES**  
Rue Saint-Georges  
N° 35 ST COZ, 878-42-95. Tous les poissons.

Rue Notre-Dame-de-Lorette  
N° 44 CHÊZ MAURICE, 874-44-58. T.J.J. Menu 35 F. vin et serv. comp. + carte.

**SAINT-MARCEL**  
NAVY CLUB, 88, bd de l'Hôpital, 335-01-04. Rôtis. Coquilles. Menu 40 F 19 h à 1 heure. Perm's (lundi et mardi)

**SAINT-MICHEL**  
LA COCHONNAILLE, 21, rue de la Harpe, 633-85-61. Son assiette 13 F  
LA PEROUËSE, 51, q. O.-Augustins, 336-66-04. Men. Dâi. 50 F Dâi. 90 F.

**VAUGRAND**  
TY COZ, 233, r. Vaugrand, 159-62-62. Cuis bretonne et coquillages  
LA TAYVERNE ALSCHEINER, 304, r. de Vaugrand, 522-40-20. Le meilleur chateaubert de Paris.

**Environs de Paris**  
HALLS DE RUNGIS  
ALBAN DUPONT, 726-92-78 P/dim. Ses spécialités viandes et poissons  
GRAND PAVILLON, 686-08-04 Pôisson crust., fruits mer. Ouv. lun. P/dim

**BARBIZON**  
AU GRAND VERMOREL, 666-40-44. Ses Rôtis au feu de bois. Ses cave.

**(Publicité)**

### Rive gauche

A SAINT-GERMAIN DES PRES TOUTS LES JOURS  
Année continue de 9h à 21h du matin à Paris

**LE PETIT ZINC** (1975)  
FRUITS DU MER, FOIE GRAS, VINS DE FRANCE

**LE FURSTEMBERG** (1975)  
Jus de PERSIMON et son trio « Riquet PAPA-BORISSE  
à la Docteur et Richard LOGGÈRES à la limace »

**Le Muniche** (1975)  
MUTRES COQUILLAGES SPECIALITES  
25, rue du Buci - Paris 6

dans  
un décor  
Belle Epoque

**LE CAFÉ  
FRANÇAIS**

15 DÉCEMBRE 1978  
15 FÉVRIER 1977  
AUTOUR D'UN VIN  
DE CORSE

appellation origine contrôlée  
et Spécialités régionales  
à discrétion

**75<sup>e</sup>, tout compris.**  
CAFÉ FRANÇAIS  
17, Bd St-Jacques  
PARIS 14<sup>e</sup> - Tél. : 589.88.80

16 Février - 1<sup>er</sup> Mars - quinzaine Roussine  
2<sup>e</sup> Mars - 15<sup>e</sup> Mars - quinzaine Sicilienne

Tous les soirs  
(dimanche excepté)  
en MUSIQUE  
avec le samedi  
80 F

Excm

**Rive droite**

**au**  
**quai d'orsay**  
est ouvert désormais  
le samedi toute la journée  
*Fermé le dimanche*  
49, quai d'orsay, paris 7<sup>e</sup> - ☎ 551-58-58  
105-69-09

*Des*  
MAÎTRE-ÉCAILLÉ  
9, place Percier, P.

Dégustez pour **14<sup>F</sup>** l'un des

**19** PLATS de MOULES

285  
31-16

à la Française, Tomate Fraîche,  
Marengo, Fricassée, Indienne,  
Nigelle, Bordelaise, Crème, etc.

Poissons - HUITRES - Grillades

— 1, place PIGALLE —

**FLD SON BANC D'HUITRES**  
62, rue du Faubourg-Denis - 770-13-39 (P. dlm.)

**Julien**  
16, rue du Fg-Saint-Denis Paris 10<sup>e</sup>  
Réservation 770 12 06

T.L.S. jusqu'à 1 h. 30, fermé le dim.

**TERMINUS**  
824.48.72 **NORD**  
**SON BANC D'HUITRES**  
23, rue de Dunkerque  
face Gare du Nord  
sous les jours

**BOFFINGER**  
OUVERT DIMANCHE  
DEJEUNERS DINERS SOUPERS <sup>jusqu'à</sup> 2h  
SON BANC D'HUITRES  
SALONS pour RECEPTIONS 100 à 150 pers.  
5, rue de la Bastille ARC 87 82

**MARIUS et JANETTE**  
TOUS LES FRUITS DE MER  
et toutes les spécial. provençales  
4, av. Gervais - ELY. 71-78. BAL. 84-37

**Sirier**  
RESTAURATEUR

is 176 — 754-74-14

**Environs de Paris**

**HALLES DE RUNGIS - AUT. A6**  
**10'de Paris.face pavillon MAREE**

**LA MARMITE**

**RUNGIS**

**POISSONS-HUITRES**  
**menu d'affaire 55F**

**DINERS DANSANTS**  
- le vendredi soir avec ORCHESTRE -

**4, AV. DE BOURSDENE, RUNGIS**  
**886 48.43**  
tel. 01.47.41.41.41











# RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 7 JANVIER

## CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30 (R.). Au théâtre ce soir : le Congrès de Clermont-Ferrand... de M. Franck. Avec P. Destailles, A. Desroches, J.-P. Tribout, M. Dalmès.  
Une critique du mariage bourgeois menée sur deux fronts : un couple décadent ; une jeune fille favorable au célibat.  
22 h. 25. Allons au cinéma : 22 h. 55. Journal.

## CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Feuilleton : Les brigades du Tigre, de B. Pivot. (Les profs...)  
Avec Mme Isabelle Mourral (à propos des lycéennes) et M. Bernard Charlot (à propos de la mystification pédagogique). Guy Croux (à propos de la Loup-Corrier). Claude Duvallon (à propos de la Loup-Corrier). Paul Guich (à propos de la Loup-Corrier).  
22 h. 45 (R.). Cinq-club : « Si l'avalon un million... » d'E. Lubitch, N. Tauroz, St. Roberts, N. MacLeod, J. Cruza, W. Selter, H. B. Humberstone (1932) avec G. Cooper, G. Raft, W. Gibson, Ch. Laughton, J. Oakie, Ch. Ruggles, A. Skirrow, W. C. Fields (N.).

les brigades du tigre  
LE BANDE  
A BONNOT  
LA MAIN NOIRE  
Chaque volume, format 15 x 22,5... 22,00  
FERNAND NATHAN

Sur le point de mourir, un millionnaire américain, qui ne veut pas laisser ses biens à ses héritiers, choisit, au hasard, huit héritiers dans l'ensemble des lycéens français...  
22 h. 45. Cabaret et café-théâtre : Drôle de baraque, réal. R. Sangle, 23 h. 25. Journal.

à l'Antenne 2 ce soir  
BERNARD CHARLOT  
LA MYSTIFICATION  
PEDAGOGIQUE  
chez votre libraire  
PAYOT

SAMEDI 8 JANVIER

## CHAÎNE I : TF 1

De 10 h. 55 à 20 h. Programme ininterrompu (à 14 h. 5. Restez donc avec nous).  
20 h. 30. Variétés : Numéro un (Enrico Macias), 21 h. 30. Série : Chapeau melon et bottes de cuir, 22 h. 30. Catch, 23 h. 5. Journal.

## CHAÎNE II : A 2

De 9 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu (à 14 h. 35. Les jeux du stade).  
20 h. 30. Feuilleton : Les beaux messieurs de Bois-Doré, 22 h. 15. Entretien : Questions sans visage, de P. Dumayet, P. Pesnot et Ph. Alloué, réal. A. Faria.  
Au téléjournal de donner, en même temps que Pierre Dumayet, la personnalité de l'interviewé.  
22 h. 45. Cabaret et café-théâtre : Drôle de baraque, réal. R. Sangle, 23 h. 25. Journal.

DIMANCHE 9 JANVIER

## CHAÎNE I : TF 1

De 9 h. 15 à 20 h. Programme ininterrompu : à 17 h. (R.). Festival Gary Cooper : « Les Trois Lanciers du Bengale », de H. Hathaway (1935), avec G. Cooper, F. Tane, R. Cromwell, K. Burke (N.).

L'index de la colonisation britannique et la grande souffrance des films d'espionnage hollywoodiens des années 30.  
20 h. 30 (R.). Film : « Le Grand Restaurant », de J. Benard (1968). Avec L. de Funès, B. Blier, F. Lull, M. R. Rodriguez, V. Venantini.

Un chef d'état étranger disparaît dans un grand restaurant des Champs-Élysées. Le patron de ce restaurant se trouve pris entre la police et une bande de terroristes. Louis de Funès en mène à bien la résolution d'une comédie-farce, très drôle dans sa première partie, laborieuse par la suite.  
22 h. 15. La leçon de musique : la clarinette de M. Portal, de M. Clary, réal. P. Chazay, 23 h. 5. Journal.

## CHAÎNE II : A 2

De 10 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu : à 14 h. 30. Téléfilm américain : « The Wonderwoman », 20 h. 30. Variétés : Harry Belafonte, 21 h. 30. Série : Rush, 22 h. 15. Documentaire : Le musée impérial d'Enrique Ionesco, prod. P. Breugnot, réal. P. Philippe, 23 h. 5. Journal.

## D'une chaîne à l'autre

### LA RENCONTRE DES PRÉSIDENTS DE TF 1, A 2 ET FR 3

Les présidents des sociétés nationales de programmes TF 1, A 2 et FR 3 se sont rencontrés, le 6 janvier, pour faire le point des négociations menées par leurs représentants et ceux des sociétés de production avec les délégués des syndicats des artistes interprètes.  
Ainsi MM. Cazenave, Jullian et Contamine s'estiment « responsables, avec leur conseil d'administration, devant la loi et le public » et disent devoir « veiller en toute indépendance à ce que tous les genres d'émission, qui composent un programme de télévision trouvent leur juste place. Le montant des ressources doit être réparti de mieux en mieux entre les différents genres, et les sociétés nationales doivent tenir compte

de la hausse des coûts de production », ont-ils ajouté. Se référant à « l'intérêt du public », les présidents ont souligné que les négociations parviennent à un accord, selon eux possible. « Les sociétés nationales ont toujours tenu à favoriser la création d'œuvres françaises », ont-ils précisé. De son côté, l'association française des critiques de radio et de télévision s'est inquiétée de « ceux qui ont fait la renommée de la télévision française (les réalisateurs et les artistes interprètes) ». Il est significatif pour l'APCIT que ceux-ci dénoncent la situation qui leur est faite, depuis la mise en place du système fixé par la loi du 7 août 1974, alors que l'Élysée et le gouvernement répètent leurs appels en faveur de la création, et ils estiment urgent de « restaurer les conditions dans lesquelles la télévision française a pu être considérée comme une des meilleures du monde ».

### TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 7 JANVIER

Le mouvement Arcadie s'exprime à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.

SAMEDI 8 JANVIER

MM. André Bergeron, secrétaire général de Foros ouvrière et président des ASSÉDIO, Michel Rollet (C.F.D.T.) et Yves Chénard (G.N.F.P.) participent à « Questions pour un samedi » à propos du chômage sur France Inter à 10 heures.

Le professeur Henri Laborit est le rédacteur en chef du « Journal insubmersible » sur RTL à 13 heures.

M. Yves Guéna, délégué général du R.P.R., répond aux questions de la tribune libre de Radio-Monte-Carlo à 20 heures.

VU

## BIENTOT LA GLOIRE

Il tombe bien, Gérard Sire, il nous a introduits jeudi sur TF 1, en pleine grève des comédiens, dans une de ces familles-cigales où l'on court le cachet en attendant la gloire, où l'on vit de souvenirs et d'espérance, où le lendemain ne tient qu'un fil, celui du téléphone. L'arrière-grand-père acceptait, au sein de Damien-Lacour, n'est célèbre ni même connu. Il se trouve en bas de l'échelle savonnée d'une profession hiérarchisée, en cela elle est assez spéciale, dans la chance autant que par le talent.

Pour ne pas lâcher prise totale, il faut croire au miracle, et l'on y croit fortement. Il se peut qu'il y ait, dans les esprits, ne manquent pas d'une covar-gil remarquable. Mais, c'est tout à fait le paradoxe, par un réalisateur qui trompe son ennui en feuilletant un magazine chez le coiffeur. Et l'on cite volontiers le cas de tel figurant appelé à remplacer au pied levé une vedette souffrante.

Cette loi, cet amour de l'art ou du métier, c'est selon, les producteurs en profitent, et les acteurs en pâtissent qui pensent y échapper demain et ne font rien pour améliorer dès aujourd'hui le sort des plus déshérités d'entre eux, les sans-contrat, les sans-état.

Gentils, aimants, enjoués, sans ombre d'arrogance ou de jalousie, ceux qu'on a vus à l'écran donnent l'image flatteuse — on est loin de l'humour grinçant d'Ennemi comme avant, — de ces baladins du monde occidental spécialistes de l'au-délà, de la radio, de la publicité et de la post-synchronisation. Un peu bohèmes, pas trop, ce n'est pas parce qu'on vit en union libre qu'on accepte de tourner dans un film porno. Même pour 30 millions de francs anciens. Il manque des ombres à ce tableau. S'agissant d'un feuillet, nous n'avons encore qu'une première impression. Ce n'est pas forcément la bonne.

ATTENDRE

CLAUDE SARRAUTE.

## À propos

### de « Ceux qui ont faim »

M. Mazoni, de Paris, nous écrit :

L'écoute de l'émission du 30 décembre, à l'Antenne 2, et la lecture de l'article « Ceux qui ont faim », de Claude Sarraute, dans votre numéro du 31, m'incitent à poser trois questions à ceux qui pourraient y répondre.

- 1) Les pays en voie de développement gaspillent-ils une partie importante des dons ou prêts qui leur sont consentis en achats d'armes, plutôt que de denrées alimentaires ou de machines agricoles ?
- 2) Comme l'a déclaré un participant à l'émission d'Antenne 2, seulement 10 % de ce qui est recueilli arrive à destination ?
- 3) Le gouvernement ne donne-t-il pas l'exemple aux autres pays dits civilisés, en obligeant les Français à participer à la lutte contre la faim dans le monde par application d'un moyen bien simple qui consisterait à la suite d'une loi ou d'un décret, à majorer de 1 % l'impôt sur les revenus ?

# ARTS ET SPECTACLES

## Théâtre

### « LE RÊVE DE L'HOMME RIDICULE »

Au fond de la scène, sur un écran est projeté en gros plan le visage d'un jeune homme effaré, environné de musique douce. Devant, une fille, couverte d'un vieux manteau trop grand, attend, dans la salle, errant, allemand, des diaboliques britanniques. Ils ont le regard en biais et sur les lèvres le sourire menaçant de qui va exiger l'aumône.

Quand tout le monde est assis, arrive le jeune homme dont le visage est projeté en gros plan. Il est un peu ébouriffé, très timide, serré dans des vêtements pauvres. Il est candide, angélique, sa braguette est ouverte, il se cogne partout, s'excusant d'exister. Accompagné par des chansons, façon trio-croquer des années 50, il cherche la vérité (« Il est dur d'être seul à la comédie... »), traverse des rues pleines de violence, pense au suicide, s'interroge sur la réalité et le rêve.

Pip Simmons a pris la nouvelle de Dostoevsky, le Rêve de l'homme ridicule, et l'a adaptée à sa manière, qui est de tirer chaque situation vers l'équivoque la plus provocante. Son héros aux yeux enfantins rêve que vient le trouver son double-contraindre, un Dracula musclé, acrobate, exagérément viril, lûché sur des échasses cloutées comme un blason de rocker. Ce diable noir l'aide à se donner la mort, lui laisse sa place dans un cercueil, l'emmène jusqu'au paradis. L'homme se transforme en héros, ou, sous des étoiles scintillantes, entre des palmiers de carton des files aux sens nus et des hommes en colliers de fleurs jouent une douce musique des îles. On lui sourit, on lui tend les mains. Il essaie de danser d'être avec les autres. Pour ne pas maladroiter !

Au trop trop succèdent les décibels du rock, la révolte de pacotille, une vulgarité désempérée. Les filles s'habillent en strip-lesseuses, enfilent leurs bas troués avec des gestes lascifs, autour du Dracula-pop-star.

L'une se débêche, grimace, hystérique. L'autre, bovine, tape sur son tambourin en remuant. Le jeune homme, l'éternel décalé, le crucifié de tous les temps, sort de son rêve, mais se cramponne à ses illusions : « J'ai vu de mes yeux vu que les hommes pouvaient être heureux, le paradis dépend de chacun de nous... » Faut-il prisonnier, aliéné jusqu'à dans ses rêves au rubis. Arde de chaleur amicale, il doit se contenter de charité méprisante, de ramasser les sous que les autres lui jettent.

On ne trouve pas ici la brutalité et le lyrisme du Rêve d'Anne Frank, Au dieu Misk (que Pip Simmons a présenté au Festival d'Avignon), mais un même désespoir, qui dérange terriblement, car il use des formes de la poésie attendrie pour crier l'horreur de soi et d'un monde où l'on ne peut pas être soi. Où la vérité de soi est toujours masquée. Que les masques soient jolis ou laids, où est la différence ?

Une telle volonté de creuser ses plaies serait insoutenable si Pip Simmons, finalement, n'était pas amoureux de la beauté et du théâtre. Si son génie inventif ne jouait pas perpétuellement sur l'ambiguïté, s'il ne montrait pas toujours simultanément le risible et l'atroce avec un sens du grotesque-tragique tout à fait éblouissant. Pip Simmons marche sur la corde raide. Il se met en danger, mais il dispose de comédiens extraordinaires qui savent tout faire et se contrôler. Ils ne se laissent jamais aller au pathétique : leur élégance leur permet de jouer la bassesse sans nous y entraîner. Le raffinement éclaire, dénonce et pervertit la trivialité : la trivialité éclipse, dénonce et pervertit le raffinement. Enfermé dans un cercle vicieux, Pip Simmons nous offre un passionnant spectacle.

COLETTE GODARD.

★ Palais, 20 h. 30 (en anglais).

## Cinéma

### LES VÉRITÉS DE LA « PALUCHE »

Cela se nomme les Nouveaux Mystères de New-York, pourquoi pas ? Il y a tant de mystère et de nouveauté dans cet assai. Essai sans littéraire en même temps que littéral, comme cinéma d'art et d'essai. L'auteur, ils sont deux : un ancien collaborateur des Cahiers du cinéma, Jean-André Fieschi, et sa « paluche », instrument qu'il a présenté dans nos colonnes comme un naturalisme d'ailleurs, les « vérités de l'image défilent sous un angle impossible. Mais il ne faut pas croire que la « paluche » soit comme un stylo-bille. Au contraire, elle empile l'écran, ligne à ligne avec — et ce n'est pas une métaphore, — des pleins et des déliés.

Les Nouveaux Mystères de New-York sont présentés samedi 8 janvier à la Téléthèque de Chailot.

MARTIN EVEN.  
★ Téléthèque de Chailot, samedi 8 janvier, séances à 14 h. 30, 15 h. 45, 17 h. 15, 18 h. 15 et 19 h. 30.

choses autour d'un texte, des gens aimés, des fantômes, pris dans la réalité ou mis en scène, et parfois le cinéma, cité expressément ou non, en tout cas, il se produit que ce réel, représenté sur un tube vidéo, devient de la fiction, et s'articule en suspens.

Au bout des doigts, la caméra : on est induit à parler d'écriture, ce serait comme des Mémoires sans naturalisme d'ailleurs, les « vérités de l'image défilent sous un angle impossible. Mais il ne faut pas croire que la « paluche » soit comme un stylo-bille. Au contraire, elle empile l'écran, ligne à ligne avec — et ce n'est pas une métaphore, — des pleins et des déliés.

Les Nouveaux Mystères de New-York sont présentés samedi 8 janvier à la Téléthèque de Chailot.

MARTIN EVEN.  
★ Téléthèque de Chailot, samedi 8 janvier, séances à 14 h. 30, 15 h. 45, 17 h. 15, 18 h. 15 et 19 h. 30.

Le metteur en scène américain Tom Griss est mort le lundi 3 janvier à Los Angeles, à l'âge de cinquante-quatre ans. Auteur, après l'assassinat de Sharon Tate, d'un documentaire sur la famille Manson, il avait notamment réalisé « With Penny » et le téléfilm « Q.R. VII ». Il était sur le point d'achever le tournage d'un film sur la carrière de Mohamed Ali.

A L'APPEL DU SYNDICAT FRANÇAIS DES ARTISTES-INTERPRÈTES

## GRAND GALA DE SOUTIEN A LA GRÈVE DES ARTISTES

TOUS CEUX QUE VOUS NE VERREZ PAS SUR VOTRE PETIT ÉCRAN

## AU THÉÂTRE DU CHATELET LUNDI 10 JANVIER

A 18 HEURES ET 21 HEURES

AVEC LA PARTICIPATION DE

Catherine ALLEGRET, AVRON et ÉVRARD, Guy BEDOS, Jean-Michel CA-RADEC, PIA COLOMBO, Yvon DANTIN, Jacques FABBRI, LES FRÈRES JACQUES, Mic JEANEL, Michel FUGAIN, Daniel GÉLIN, Juliette GRÉCO, Robert LAMOUREUX, Francis LEMARQUE, MOULOUJ, NICOLETTA, Claude NOUGAR, Marc OGERET, Francis PERRIN, Serge REGGIANI, Jean-Marc THIBAUT, Pierre TISSERAND, etc.,

en présence de tous les artistes grévistes.

Prix des places : 20 F

Réservation collectives et individuelle : TRAVAIL ET CULTURE 92, rue Jean-Pierre-Timbeud - 75011 Paris - Tél. 357-43-70

مكتبة من الأصل







## SPECTACLES

**A partir du 10 janvier**  
**pour la première fois**  
**à l'ODÉON**

**LE NOUVEAU THEATRE**  
**NATIONAL DE MARSEILLE**  
**Cie MARCEL MARÉCHAL**

**avec la création**  
**d'une pièce de**  
**Jean VAUTHIER**

**TON NOM DANS LE FELD  
DES NUÉES, ÉLISABETH**

Mise en scène : Bernard RALLET,  
Marcel MARECHAL et Jean VAUTHIER

Tous les soirs à 20 h. 30,  
sauf dimanche et lundi.  
Matinée dimanche à 16 h.

Renseignements et location :  
325-70-32.

**7F. 12F. 19F. 26F. 34F.**

**La Location est ouverte**  
pour  
**Les Parents Terribles**  
de Jean COCTEAU

**MARIVAUX  
LA FAUSSE  
SUIVANTE**

Cie MORIN-TIMMERMAN  
du 4 janvier au 3 février  
AU THEATRE 14-  
20 avenue Marc Sangnier  
Paris 14e (Pte de Vanves)  
Réservations : 805.78.65

**10 DERNIÈRES**  
**IRREVOCABLEMENT**  
**CLOTURE**  
**DIM. 16 JANVIER 18 h. 30**

**PAUL MEÛRISSSE**  
et tous les créateurs

**L'AUTRE VALSE**  
de Françoise DORIN

**Théâtre des VARIÉTÉS**  
Location 233-09-92

**AUX DEUX ANES**  
 Dans la plus pure tradition  
 des chansonniers  
**Immense succès de**  
**PIERRE-JEAN VAILLARD**  
**J. MEYRAN - Ch. VEBEL**  
**MARIANNE**  
**NE VOIS-TU**  
**RIEN VENIR ?**  
**100<sup>ème</sup>**

4  
OSCAR®

**BARRY,  
LYNDON**  
un film de  
**STANLEY KUBRICK**

---

**GAUMONT CHAMPS ÉLYSÉES** vu  
14 h • 17 h 25 • 21 h  
(week-end 14 h • 17 h 30)

**IMPERIAL** vu 14 h • 17 h 25 • 21 h

**HAUTEFEUILLE** vu  
12 h • 15 h 30 • 19 h • 22 h 30  
(week-end : 14 h • 17 h 30 • 21 h  
dimanche : 14 h • 17 h 30 • 21 h)

**GAUMONT SUD** vu  
12 h • 15 h 30 • 19 h • 22 h 30  
(week-end : 14 h • 17 h 30 • 21 h  
dimanche : 14 h • 17 h 30 • 21 h)

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
« **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES** »  
**704.70.20** (lignes groupées) et **727.42.34**  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

## théâtres

### Les salles subventionnées

Comédie-Française, 20 h. 30 : la P  
chez soi : le Malade imaginaire.  
Chaillet, 20 h. 30 : A A Théâtre  
d'Arthur Adamov. — Salle Gém  
20 h. 15 : Mère Courage et  
enfants.  
Petit Odéon, 18 h. 30 : Parachin  
TEP, 20 h. 30 : Chicago crime a  
crash.  
Petit TEP, 20 h. 30 : P.A.R. 34-41.  
Chapiteau TEP, 20 h. 30 : Gr  
Magic Circus.

### Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Voie.  
Nouveau Carré, 1, 20 h. : Parole  
femme. — II, 20 h. : Emma Sant  
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Qui  
parle.

### Les théâtres de Paris

Athènes, 21 h. : Victor ou les Enfants au pouvoir.  
 Cartouche de Vincennes, Théâtre de l'Aquarium, 21 h. 30 : La nuit du 17 juillet, la nuit toute s'enfuit dans ses bras... Théâtre la Tempête, 20 h. : Penthésilée.  
 Centre culturel de l'Esport-Beaumont, 21 h. : Yuro.  
 Centre culturel du XVIII, 21 h. : Les Femmes de l'Alcazar.  
 Comédie des Champs-Élysées, 20 h 45 : Chers voisins.  
 Théâtre de la Ville, 21 h. : Les Femmes de l'Alcazar.  
 Danton, 21 h. : Le Portrait de Dorian Gray (dernière).  
 Espace de la Ville, Amphitryon.  
 Gaîté-Montparnasse, 20 h. 30 : Le Gai Savant.  
 Amoureux ; 22 h. : Le Misanthrope.  
 Gymnase-Marie-Bell, 21 h. : Un aspirine pour deux.  
 Théâtre de la Ville, 21 h. : Les Contes de la chaux : le Léopard.  
 La Bruyère, 21 h. : Pour 100 briques.

### Les cafés-théâtres

As. Sec. film. 21 h. : la Collection  
h. 15 : Emmanuelle ; 23 h. :  
A. Bruant.  
Les 2000 Matéadors. 21 h. : Roméo  
Boutelle ; 21 h. : Jean  
22 h. 30 : C'est ça la surprise.  
23 h. : l'Edgar ; le Désert noir  
21 h. : la Frappe ; 22 h. 30 :  
Nous chantons, les vôtres défilent  
21 h. : la Descente des Scaues  
au-dessus de tout soupçon.  
Café de la Gare. 22 h. : Une pitobara  
à l'opéra.  
A. Coupe-Chou. 20 h. 30 : l'Arme  
noyée ; 22 h. : Pourquoi pas moi ?  
23 h. : l'Arme noyée.  
La Cour des Miracles. 21 h. : 73  
Étrange ; 20 h. 30 : les Jeunes  
Femmes.  
Dix-Heures. 20 h. 30 : La démocratie  
est avancée.  
Dix-Heures. 21 h. 30 : Le Président  
Fer-à-Cheval. 22 h. : Tramille. Parla  
Félix.  
Le Pire. Casino. 21 h. 15 : Parle  
au pied gauche ; 22 h. :  
J.-C. Montali.  
20 h. 30 : 20 h. 30 : Une maille  
l'endroir ; une maille à l'envers  
23 h. : Pinocx et Mathis ; 22 h. 30 :  
Pinocx et Mathis ; 22 h. : Pinocx  
important ; 22 h. : Pinocx  
boucher ; 22 h. : les Hommes  
de la nuit.  
Théâtre Cabaret-Rouge. 22 h. 30 :  
Monique Morelli et Leonard.  
Théâtre du Marais. 22 h. 30 : Jeanne  
d'Arc.  
La Vierge Peurée. 22 h. 30 :  
Marionne Sargent ; 22 h. 15 :  
Marionne Sargent.  
La Vieille Grille. salle 1. 20 h. 30 :  
Orphée ; 21 h. 15 : Handicap.  
22 h. 30 : Orphée.

### Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. :  
R. P. R. ou Le nouveau-né à une  
grande barbe.  
Dix-Heures, 22 h. 15 : Tu crois que  
c'est mieux ailleurs.

Opérettes  
et comédies musicales

Henri-Varna-Mogador, 20 h. 30 : Réve  
de valse.  
Marigny, 21 h. : Nini la Chance.  
Théâtre Mouffetard, 22 h. 15 :  
Opéra-Zoo.

### *Le music-hall*

Bobino, 20 h. 30 : Georges Brassens.  
Pierre Louki.  
Concert Mayol, 21 h. 15 : Bouquet  
de Nus.  
Olympia, 20 h. 45 : Dalida.  
Théâtre des Arts, 18 h. 30 : Roger  
Mason.  
Théâtre Fontaine, 21 h. : Paul Pré-  
bôt.

### La danse

**Théâtre des Champs-Élysées.**  
20 h. 30 : Ballet de Roland Petit  
(Casse-Noiset).  
**Centre culturel du Marais, 21 h. :**  
Solaris.  
**Théâtre de la Cité internationale.**  
Grand Théâtre, 21 h. : Ballets  
Ethery Pagava.

### Les concerts

Maison de la radio. 23 h. 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. M. Arena (Beatrice de Tende, de Bellini).

**T.B.B.**  
THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT - 603.60.44  
DIRECTION JEAN-PIERRE LÉNIER

Du 11 au 20 Janvier 1977  
*Un événement!*  
JEAN-MARC BORY-PASCALLE AUDRET-GILLES SEGAL *prés.*  
**LE ROI LEAR**  
de W. SHAKESPEARE - Adaptation et mise en scène de Daniel BENOÎT

60 RUE DE LA BELLE FEUILLE (à 100m du Métro Marcel SEMBAT)  
LOCATION AU THEATRE et dans TOUTES LES AGENCES

AL OLYMPIA 10 JANVIER - 21H.  
BRUNO COQUATRIX  
De Varsovie pour son unique Gala à Paris  
la grande vedette polonaise  
**EWA  
DE MARCZYK**  
*Une voix folleuse. Un nouveau monde de la chanson!*  
COQUATRIX AU THEATRE DE L'OLYMPIA, 2291, DANS L'AGENCE PAR TELEPHONE 7022243

**FRANCE-ELYSEES** vo - **MADELEINE GAUMONT** vf  
**CLICHY-PATHE** vf - **MONTPARNASSE 83** vf  
**CONVENTION GAUMONT** vf - **QUINTETTE** vc

**ennemis  
comme avant**

**"Fou-rire garanti"**  
A. BELGIANA

Dans la  
grande tradition  
des Comédies  
Américaines

Une Production RAY STANLEY d'un film de RICHARD ROSS  
**WALTER MATTHAU & GEORGE BURNS dans**  
**ENNEMIS COMME AVANT de NEIL SIMON**  
**RICHARD BENJAMIN**

Sélectement de NEIL SIMON et RICHARD BENJAMIN par RICHARD ROSS  
UN FILM DE TROIS ACTES SUR LA SCÈNE D'AMÉRIQUE EN CINÉMA ET TÉLÉVISION, Coproduction

**CHAMPIGNY-Multiciné Pathé - LE BOURGET Aviation**  
**ENGHIEN-Français - VELIZY 2**

**MONTE-CARLO - SAINT-GERMAIN STUDIO**  
**14-JUILLET PARNASSE - 14-JUILLET BASTILLE**

**en 1976**  
**ANA vous a bouleversé**  
**dans**  
**CRIA CUERVOS**

**en 1977**  
**ANA**  
**vous fascinera dans**  
**L'ESPRIT**  
**DE LA**  
**RUCHE**

**EL ESPIRITU**  
**DE LA COLMENA**

un film de **VÍCTOR ERICE** • avec **ANA TORRENT** et **ISABEL TELLERIA**  
PRODUCTION : ELASO FILMS ET A.M.A.R.C.H. • DISTRIBUTION : DOLBY

COLISEE I v.o. - SAINT-GERMAIN HUCHETTE v.o. - STYX v.o.  
GAUMONT RIVE GAUCHE v.o. - GAUMONT LUMIERE - GAUMONT  
LATION - PLM SAINT-JACQUES - SAINT-LAZARE PASQUIER  
OLYMPIC ENTREPOT - MULTICINE Champigny - GAUMONT Evr

[illegible]

**THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE**  
**CARTOUCHERIE - 328-3636**  
**PENTHESILEE KLEIST**

*« Une soirée bénie par les dieux de la Grèce et de théâtre... D'une parfaite et rigoureuse beauté... D'excellents comédiens. »*  
**R. KANTERS l'Express.**

*« Très beau tout cela, très singulier, avec des moments étonnants. »*  
**M. GALLEY le Quotidien.**

*« A quelle grandeur peut atteindre parfois la passion du théâtre. »*  
**F. CHALAIS France-Sol.**

*« La passion racinienne poussée au paroxysme. »*  
**G. DUMUR le Nouvel Observateur.**

*« Fascinant... »*  
**le Monde.**

Texte français de Julien Grocq  
 Mise en scène de Michel Hermou et Lucien Melki.

**PRIX BOURVIL 1977**

**LE JOUR DE GLOIRE**

**LE PLUS GRAND SUCCES COMIQUE DE LA NOUVELLE ANNEE**

ممكن من الأصل







# AUJOURD'HUI

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1858

HORIZONTALEMENT

I. Dangereux pour les fesses d'une vedette. Après son passage, les paysans faisaient du foin. — II. Son fil est recherché. Suppose trois personnes bien d'accord. Où des amateurs de sardines rêvent aux étoiles.  
III. Invite un quatuor à ne pas s'endormir. Chambre d'amour. Territoire étranger.  
IV. Fils un travail d'élagage. Foulé par les bateliers de la Voie. Combien attendent qu'il soit là pour partir.  
V. Sans complications. Dans une biographie. Ont les dents longues. — VI. Marque d'un renouveau nocturne. Une vraie larve. — VII. En Suisse. Cherchent à faire des effets.  
VIII. Divagant. Impénitent, par dévotion. Sur une carte des Pyrénées.  
IX. Orientation. Une invention qui a fait beaucoup de chemin. Sans confusion possible. — X. Reste sur de solides positions. Victoire impériale. On peut lui confier bien des choses. — XI. Jeté non sans raison. Monnaie. Dont l'ajustement ne saurait prêter à la critique. Terme musical.  
XII. Élément restrictif. Paralyse les affaires quand elle est morte. But d'une traite. — XIII. Incite plutôt à lâcher qu'à tenir. Domaine où l'on s'enlise.  
XIV. A d'impécissables limites. Présumé. Traité avec beaucoup d'égards. — XV. Echantillon sans valeur. Cherche toujours à s'élever. Etats.

par le Transsibérien. — 8. Ne s'écrit pas sans portée. Ancienne vedette de la chanson. Combat certaine nudité. — 9. En Angleterre, arrive toujours à l'heure. Fausse couche. Fait partie du paysage soudanais. — 10. S'étend sur le champ. Grande nappe. Corps gras. — 11. Symbole. Se tient donc mal à table. Quelqu'un. — 12. Pronom. Dans la Mayenne. Marque de privation. — 13. Non dénué de fondement. Conjonction. Craint les passages cloutés. — 14. L'œuf du chef. N'étaient pas bien nés. — 15. Lorsqu'elles se déchirent, cela devient dramatique. Deux gouttes d'eau. Morceau de veau.

Solution du problème n° 1855

Horizontalement

I. Médiants. — II. Oraison. — III. Ur. As. Epl. — IV. Ceinture. As. — V. HU. Elder. — VI. Or. Sites. — VII. Isée. Cse. — VIII. St. Su. — IX. Spéciales. — X. Cui. Eue. — XI. Lésés. Ara.

Verticalement

1. Mouchols. — 2. Erreurs. — 3. Na. — 4. Têtes. — 5. Diane. Che. — 6. Isatis. Sils. — 7. Ao. Edicta. — 8. N.N.E. Eté. — 9. Léa. — 10. Paresseux. — 11. Sais. — 12. Usée.

GLY BROUTY.

## Expositions

### LES SALONS FRANÇAIS EN JANVIER

De 8 à 13 : Salon international du tapis et des revêtements de sol. 10 h. à 19 h. ; pas de nocturnes. Porte de Versailles. Pour les professionnels.

De 12 à 17 : Salon international du luminaire. 10 h. à 19 h. ; pas de nocturnes. Porte de Versailles. Pour les professionnels.

De 13 à 17 : Salon international du meuble. 10 h. à 19 h. ; pas de nocturnes. Porte de Versailles. Pour les professionnels.

De 15 à 21 : Salon international de la navigation de plaisance. 10 h. à 20 h. ; nocturnes les 18 et 21, jusqu'à 23 h.

Les 12 et 13 : Journées professionnelles (journées du 14 : de 10 h. à 18 h., réservée aux professionnels ; de 18 h. à 23 h., ouvert au public). CNIT.

De 14 à 19 : Salon commercial et professionnel des ateliers d'art et de création. 9 h. 30 à 19 h. ; pas de nocturnes. Porte de Versailles. Pour les professionnels.

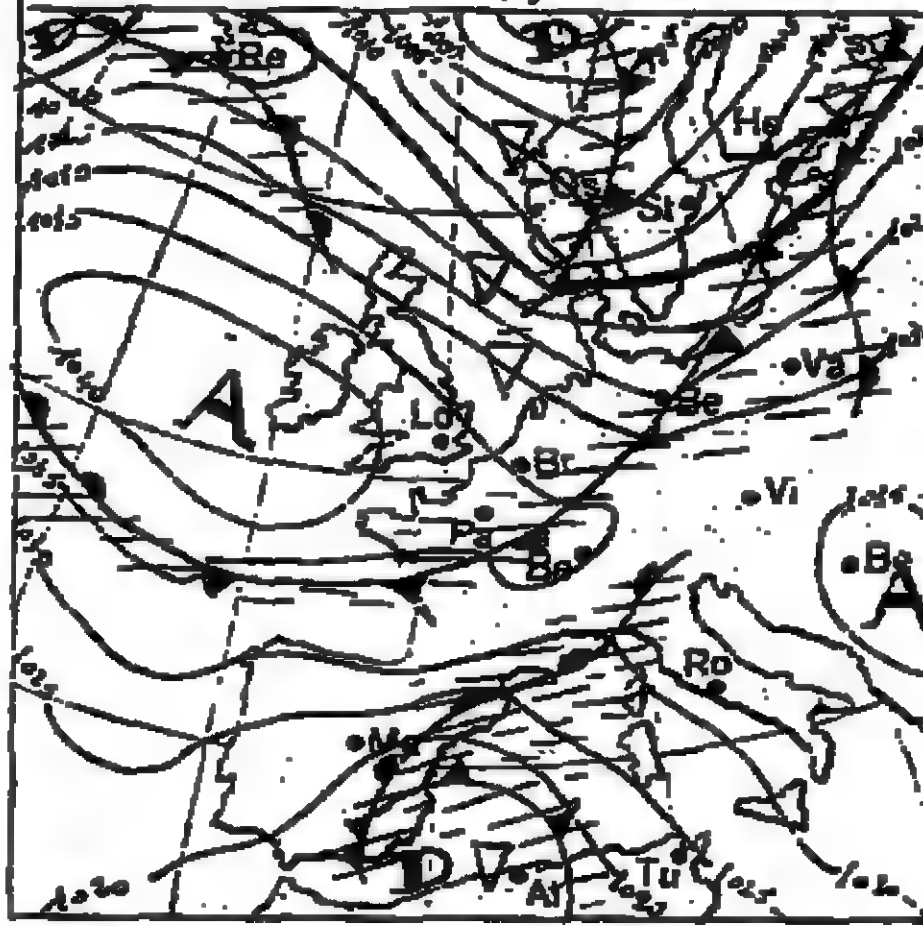
De 16 à 20 : Salon de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, horlogerie, cadeaux (BIJOSSECA). de 9 h. à 18 h. 30 ; pas de nocturnes. Porte de Versailles. Pour les professionnels.

De 21 à 27 : Marché international du disque et de l'édition musicale (MIDEM). Palais des festivals, à Cannes.

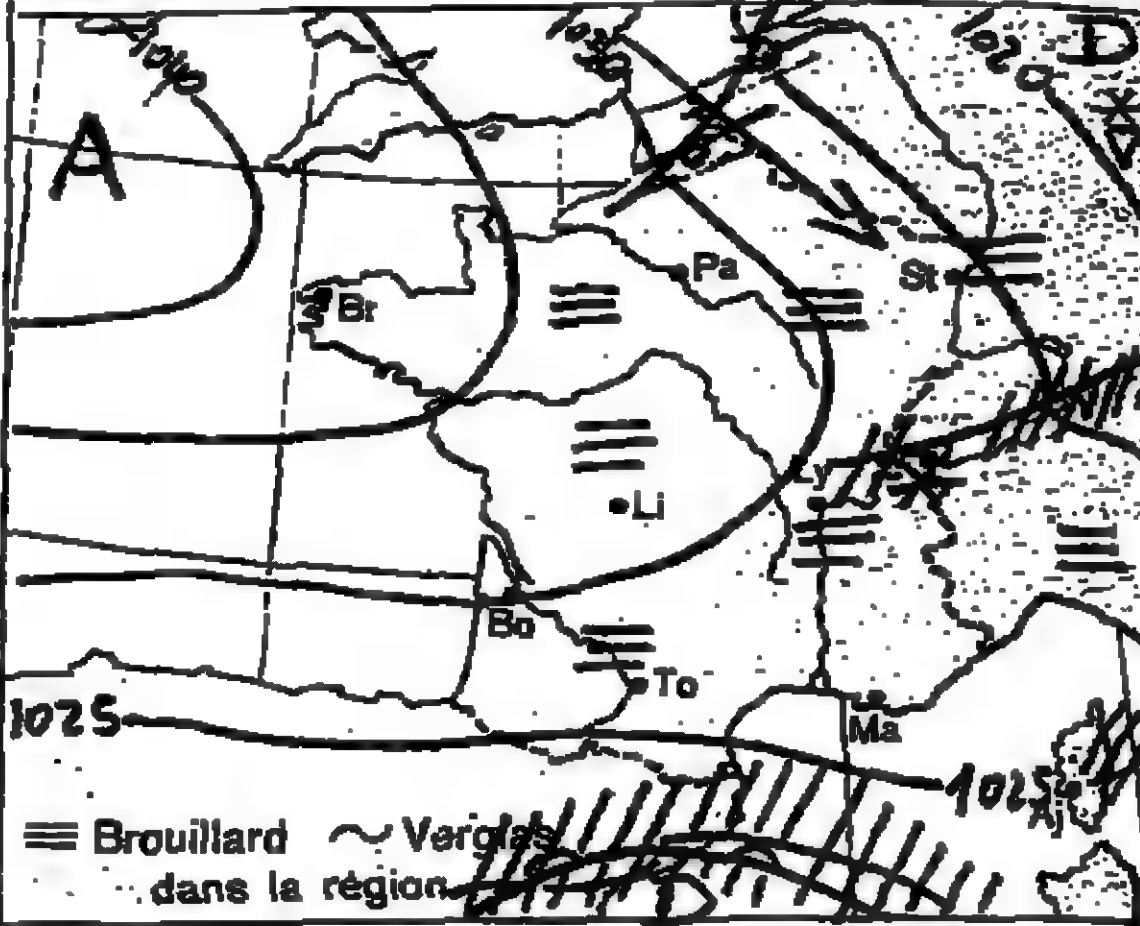
De 24 à 30 : Salon International Audiovisuel et Communication. 10 h. à 20 h. ; pas de nocturnes. Centre international de Paris (CIP), porte Maillot. Pour les professionnels ; public admis.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 7-77 - A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 8-77 DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)  
/// Zone de pluie ou neige ▽ averse ☼ orage → Sens de la marche des fronts  
— Front chaud ▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 7 janvier à 9 heures et le samedi 8 janvier à 24 heures :

La France restera dans une zone de hautes pressions dont le centre se maintiendra sur le proche-Atlantique. Nos régions du Nord et de l'Est seront en bordure orientale du courant perturbé qui circule de l'Islande à l'Europe centrale. L'air maritime humide qui affectait nos régions du Sud deviendra moins actif.

Samеди, du sud des Alpes et de la Corse aux Pyrénées orientales, le temps sera encore assez nuageux, mais les précipitations tendront à cesser par le nord et des éclaircies pourront se développer.

Sur le reste de la France, le temps sera souvent très brumeux, en particulier le matin, où les brouillards

seront parfois denses et localement gênants dans l'intérieur. L'après-midi restera assez brumeux en général, mais quelques éclaircies se développeront près de l'Atlantique. De la Flandre et de l'Alsace au nord des Alpes, de faibles précipitations seront observées, parfois sous forme de neige sur les hauteurs. Verglas possible.

Dans l'ensemble, les températures varieront peu. Des gelées matinales, de l'ordre de 0°C à -2°C affecteront certaines régions de l'intérieur, surtout celles du Massif Central et du Centre.

Vendredi 7 janvier, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 026,7 millibars, soit 777,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 6 janvier ; le

second, le minimum de la nuit du 6 au 7) : Alais, 18 et 10 degrés ; Biarritz, 5 et 4 ; Bordeaux, 5 et 3 ; Brest, 9 et 2 ; Caen, 5 et 2 ; Cherbourg, 6 et 2 ; Clermont-Ferrand, 8 et -2 ; Dijon, 3 et -1 ; Grenoble, 4 et -2 ; Lille, 1 et 1 ; Lyon, 0 et -2 ; Marseille, 14 et 11 ; Nancy, 2 et -1 ; Nantes, 6 et 3 ; Nice, 14 et 10 ; Paris-Le Bourget, 3 et 2 ; Pau, 2 et 2 ; Perpignan, 6 et 5 ; Rennes, 3 et 3 ; Strasbourg, 2 et -1 ; Tours, 3 et 0 ; Toulouse, 3 et 3 ; Pointe-à-Pitre, 27 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 10 degrés ; Amsterdam, 2 et 0 ; Athènes, 9 et 3 ; Berlin, 2 et 0 ; Bonn, 2 et 0 ; Bruxelles, 1 et 1 ; Casablanca, 20 et 18 ; Coppenhague, 2 et 0 ; Genève, 3 et 0 ; Lisbonne, 9 et 4 ; Londres, 6 et -3 ; Madrid, 7 et 4 ; Moscou, -8 et -15 ; New York, -1 et -2 ; Palma-de-Majorque, 15 et 12 ; Rome, 15 et 9 ; Stockholm, 2 et -2 ; Téhéran, 2 et 6.

**LOTTO** TIRAGE DU n° 1  
5 JANVIER 1977

1 20 26 32 34 36

NUMERO COMPLEMENTAIRE 42

RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR F)

6 bons numéros	1 126 277,80 F
5 bons numéros + numéro complémentaire	1 126 277,80 F
5 bons numéros	10 301,30 F
4 bons numéros	180,80 F
3 bons numéros	11,90 F

CAGNOTTE POUR LE TIRAGE SUIVANT  
563 138,90 F

PROCHAIN TIRAGE LE 12 JANVIER 1977  
VALIDATION JUSQU'AU 11 JANVIER 1977 APRES-MIDI

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
15, rue des Italiens  
75421 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	58 F 175 F 252 F 336 F
TOUTS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	125 F 355 F 523 F 690 F
ETRANGER (par messagerie)	
L - BELGIQUE - LUXEMBOURG	125 F 230 F 335 F 440 F
PAR VOIE AEREE	153 F 285 F 443 F 595 F

Par voie aérienne  
Tant que demandé.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) doivent bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse déclinés : ou proviennent (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**Journal officiel**

Sont publiés au Journal officiel du 7 janvier 1977 :

UN DECRET

- Relatif aux régimes économique et fiscal, dans les départements français continentaux, des tabacs manufacturés ;

DES ARRETES

- Relatif aux conditions d'application de la dérogation à l'abattage des animaux contaminés de rage prévue par l'article 232 du code rural ;
- Relatif à la mise sous surveillance vétérinaire des animaux ayant moré ou griffé visés à l'article 232-1 du code rural.

Edité par le S.A.R.L. le Monde.  
Directeur : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Garreau.

Imprimé au "Monde" 15, rue des Italiens PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

## Caisse d'Epargne de Paris

### Intérêts et mise à jour des comptes

LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS informe sa clientèle que tout est mis en œuvre afin que les intérêts de l'année 1976 soient comptabilisés dans les meilleurs délais.

Dès à présent, les intérêts pourront être transcrits sur les livrets d'Epargne ordinaire (livrets rouges), les livrets d'Epargne-Logement et Plan d'Epargne-Logement qui n'ont fait l'objet d'aucune opération entre le 1<sup>er</sup> octobre 1976 et le 31 décembre 1976, y compris celles résultant de domiciliations (versements de salaires et de pensions ou prélèvements d'impôts, de redevances E.D.F., de prêts, etc.).

Les intérêts 1976 seront transcrits dans un délai de quelques jours : il vous suffira de déposer, en échange d'un reçu, les livrets concernés dans votre agence habituelle.

Pour les autres livrets, la mise à jour des écritures sera effectuée à une date que nous estimons proche et qui sera ultérieurement communiquée dans les agences.

Cependant, compte tenu de l'afflux de la clientèle pendant le mois de janvier, et afin d'éviter une perte de temps qui ne se justifie pas, il est recommandé, dans la mesure du possible, de différer l'opération de transcription des intérêts.

Comme pour les autres années, l'époque de la transcription des intérêts 1976 n'a aucune incidence sur la capitalisation de ceux-ci au 1<sup>er</sup> janvier 1977 ; de toute façon, l'intérêt est acquis et devient lui-même productif d'intérêts en s'ajoutant au capital.

Les versements des pensions, retraites, salaires continuent très provisoirement à s'effectuer selon les modalités adoptées depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1976.

Le paiement des redevances diverses (impôts, E.D.F., etc...) reste assuré normalement auprès des organismes intéressés.











## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

## PRESSE

### FAITS ET PROJETS

#### Paris

##### FAMILLE RELOGÉE

La famille de squatters qui, inscrite au fichier des mai-logés depuis 1965, occupe depuis novembre un appartement du quartier arrondissement, appartenant à la Ville de Paris, sera relogée par la Ville. Cette dernière avait demandé et obtenu l'expulsion de la famille dans un délai de deux mois de l'ordonnance du 7 janvier.

##### CONSTRUCTION SAUVAGE DANS LES TUILERIES

M. Georges Mesmin, député réformateur de Paris, vient de demander à Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la culture, de la construction de structures en béton qui commencent à s'élever dans le jardin des Tuileries, derrière le musée du Jeu de paume, a reçu un permis de construire ?

« Il n'était pas nécessaire, jusqu'à présent, de posséder de permis de construire pour effectuer des travaux dans les monuments historiques qui appartiennent à l'État », répliqua-t-on au secrétariat d'État à la culture. La loi sur l'architecture du 3 janvier a, en effet, rétabli cette formalité, sauf pour la construction de certains édifices techniques dans les ports ou les aéroports.

Aujourd'hui, les travaux dans le jardin des Tuileries sont arrêtés, mais la décision de démolir les premiers éléments de l'abri en béton qui devait notamment servir de vestiaire aux gardiens de musée n'est pas encore prise officiellement. Cette petite affaire rappelle la reconstruction « sauvage » de l'atelier du sculpteur Brancusi, aux « places » du Centre Beaubourg (le Monde du 14 décembre). Décidément, il y a beaucoup de laxisme dans l'urbanisme parisien.

#### Pêche

##### POUR LA MODERNISATION DU PORT DE SÈTE

(De notre correspondant.) Montpellier. — En visite jeudi à Sète, M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports a reçu tour à tour les pêcheurs en mer et les conciliateurs de l'étang de Thau, dont il a visité les parcs, et une délégation des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.N. qui protestaient contre les mesures économiques du gouvernement. Le secrétaire d'État a annoncé que M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, venait d'accorder une subvention supplémentaire de 500 000 francs, ajoutant aux 680 000 francs déjà attribués par l'État pour la construction à Sète d'une cale de carénage réclamée avec insistance par les pêcheurs. Les travaux doivent commencer cette année.

Pour ce qui concerne l'agrandissement du port de pêche de Sète, il s'agit d'un problème régional qui, déclare M. Cavallé, « n'implique pas de décision parisienne ».

M. Cavallé a confirmé l'apport de 55 millions de francs (part de l'État) pour lutter contre les pollutions des communes situées autour de l'étang de Thau. Plus de la moitié des subventions iront aux villes de Sète et de Frontignan.

ROGER BECIAUX.

#### Transports

##### UN PLAN DE LA C.G.T. POUR LA S.N.C.F.

La C.G.T. a élaboré pour la S.N.C.F. un plan de gestion démocratique, « dans la perspective d'une victoire prochaine des partis victorieux du programme commun ».

Les propositions du syndicat ont pour objectif « d'assurer tous les transports que la S.N.C.F. serait en mesure d'acheminer dans les meilleures conditions pour l'usage et au moindre coût social pour la nation, de remplir ses obligations de service public, de développer conjointement le progrès social en faveur du personnel et de permettre aux cheminots de dépasser leur simple fonction productive en participant à la gestion d'un grand service public ».

Pour cela, la C.G.T. demande notamment une « récomposition du conseil d'administration comprenant neuf représentants du personnel, cinq représentants de l'État nommés par le gouvernement et sept représentants des usagers et la démocratisation des comités mixtes professionnels ».

● AIR ALPES EN GREVE. — La section Air Alpes du Syndicat a lancé, ce vendredi 7 janvier, un ordre de grève immédiat et illimité pour tous les pilotes de la compagnie. Le S.N.P.M. demande la suppression de tous les licenciements, l'ouverture de négociations immédiates et la « possibilité pour l'expert-comptable du comité d'entreprise de travailler normalement ». — (Corresp.)

#### Aménagement du territoire

##### UNE « COMMUNAUTÉ » LE LONG DU RHIN

Dans la zone située entre Sâle, Mulhouse et Karlsruhe, le long du Rhin, la coopération frontalière entre la France, la Suisse et la République fédérale d'Allemagne a toujours rencontré des difficultés d'organisation. Ces obstacles seront peut-être levés après la publication au Journal officiel du 8 janvier des échanges de notes du 22 octobre 1976 entre les trois pays, décidant notamment la création d'une « commission intergouvernementale pour faciliter l'étude et la solution des problèmes de voisinage ».

Les régions frontalières concernées sont : les cantons de Bâle-ville et de Bâle-campagne, du Land Bade-Wurtemberg, le territoire des régions Mittlerer-Oberrhein, Südllicher-Oberrhein et le Landkreis - Lörrach, la région Alsace, le Land Rhénanie-Palatinat pour ce qui est du Palatinat sud.

Cette commission se réunira en principe une fois par an, formule des recommandations pour les parties contractantes et, éventuellement, prépare des projets d'accord.

Elle traite des questions relatives à l'aménagement du territoire, l'environnement, la politique économique régionale, l'énergie, les transports et les communications, l'emploi et les affaires sociales, notamment les travailleurs frontaliers, les implantations

industrielles et agricoles, l'urbanisme et l'habitat, la construction de logements, la politique foncière, l'enseignement, la formation professionnelle et la recherche, la santé et la protection sanitaire, la culture, les loisirs, les sports et le tourisme, l'entraide en cas d'urgence.

#### Urbanisme

##### CENT LOGEMENTS EN SURESIS AUX MUREAUX

Les travaux du « Clos Mariette », un ensemble de cent logements collectifs, aux Mureaux (Yvelines), devront être interrompus. Le tribunal administratif de Versailles vient en effet d'ordonner le sursis à exécution du permis de construire délivré le 29 décembre 1976. Depuis un an, les habitants d'un des derniers quartiers pavillonnaires de cette cité ouvrière à l'urbanisation désordonnée, se battent pour faire annuler le permis de construire accordé pour la réalisation de quatre immeubles de 15 mètres à 20 mètres de hauteur.

Dans une commune dont ils se plaignent qu'elle compte trop de tours, les propriétaires de pavillons s'opposent au projet du « Clos Mariette » et refusent de voir leurs paisibles jardins surplombés par des immeubles. A leurs yeux, même si le projet initial de 1973 était en accord avec le Plan directeur d'urbanisme intercommunal, la réalisation actuelle est contraire aux prescriptions du plan d'occupation des sols. — (Corresp.)

#### Circulation

##### L'ERREUR DU CINÉMETRE

Les instruments de mesure de la gendarmerie ne sont pas infallibles. C'est ce qui ressort d'un arrêt de la cour d'appel de Nancy, qui a relaxé, le mercredi 5 janvier, un automobiliste, M. Jean Boucher, poursuivi pour excès de vitesse et condamné à 400 F d'amende.

Dans son arrêt, la cour a reconnu que l'infraction relevée était impossible puisque tous les essais faits depuis avec le véhicule — en rodage au moment du constat — n'ont pas permis d'atteindre la vitesse limite. Il n'a donc pu s'agir, après le tribunal, que d'une confusion avec un autre automobiliste ou d'une défaillance du cinémètre.

### Les obsèques de M. Émilien Amaury

De nombreuses personnalités ont assisté, jeudi matin 6 janvier, à Chantilly (Oise), à l'office célébré à la mémoire du P.D.G. du Parisien libéré, M. Émilien Amaury, décédé dimanche dernier à la suite d'une chute de cheval.

La cérémonie a eu lieu dans la petite église de Saint-Firmin (Oise). Un peloton du 1<sup>er</sup> spahis en grande tenue — M. É. Amaury avait servi dans les rangs du 4<sup>e</sup> spahis — rendait les honneurs à l'entrée et à la sortie du cercueil, drapé de tricolore.

Aux côtés de Francine et de Philippe Amaury, les enfants du disparu, avaient pris place M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée, représentant le président de la République, M. André Bord et Antoine de Clermont-Tonnerre, représentant respectivement le gouvernement et le premier ministre, ainsi que M. Olivier Guichard, ministre d'État et garde des sceaux.

### Reprise de contact entre M. Motin et le Livre

La rencontre prévue, au sujet du conflit du Parisien libéré, entre M. Motin et les représentants du Livre C.G.T., a bien eu lieu le jeudi 6 janvier. Cependant, la réunion s'est solée par une simple reprise de contact, comme l'exprime le communiqué du syndicat : « Le rapport Motin n'a pas pu être remis en raison des contraintes de ces jours derniers. Toutefois, le médiateur a confirmé qu'il prendrait contact avec la nouvelle direction du Parisien libéré dès que cela sera possible. Notre délégation a

réaffirmé : 1) Son désir de renouer la nouvelle direction du Parisien libéré ; 2) Sa volonté d'obtenir des réponses et des engagements précis de la part du gouvernement et de la direction du Parisien libéré sur les points fondamentaux susceptibles de permettre un règlement conforme à l'intérêt des travailleurs. » Il reste dix jours au médiateur pour mener sa mission à terme dans les délais prévus. La prochaine rencontre entre M. Motin et les délégués du Livre a été fixée au jeudi 12 janvier.

# soldes elna

du 7 au 15 Janvier

machines à coudre elna et presses à repasser elna

Utilisées en démonstration, ces machines sont soldées à des prix très intéressants. Elles bénéficient des mêmes garanties que les machines neuves.

**Société Exact**

97, rue de Courcelles - 75017 Paris (metro Courcelles)

Heures d'ouverture du magasin : de 9 h à 19 h, sans interruption.

Nocturne jusqu'à 21 h le Vendredi 14 Janvier

Parking Antar : 98, rue de Courcelles.

ACTUELLEMENT A TOUS LES RAYONS HOMMES DAMES ET ENFANTS

**CCC**

39-41, Bd Haussmann - 75009 Paris

# Soldes

## IONS

### grève le 10 janvier

prochaines années seront certainement consacrées à l'urbanisme. Maintenant il faut les réaliser. Les équipements sociaux ne sont qu'un moyen. La direction des infrastructures a pour sa part dans un long délai les raisons avancées par les pilotes pour justifier leur grève.

### mouvement injustifié

retrait de la flotte Boeing 707. Il est à observer que la direction ne consacre qu'un service régulier de Boeing 707 du type A, pour les vols directs de Paris à New York.

Les syndicats ont demandé de ces appareils d'information et de communication. France ont conduit à ces cours des années 1971, durant lesquelles Boeing 707-A ont été et Boeing 707 du type C.

La suspension de la flotte de Boeing 707-A est une mesure temporaire, car cette flotte est en état de maintenance et sans possibilité d'augmentation de sa flotte. La mission d'Air France est de maintenir une flotte de Boeing 707-A pour la compagnie.

Les avions de la flotte de Boeing 707-A sont en état de maintenance et sans possibilité d'augmentation de sa flotte. La mission d'Air France est de maintenir une flotte de Boeing 707-A pour la compagnie.

En termes techniques, la flotte de Boeing 707-A est en état de maintenance et sans possibilité d'augmentation de sa flotte. La mission d'Air France est de maintenir une flotte de Boeing 707-A pour la compagnie.

## MINISTÉRIEL

MAISON DE CAMPAN sise à TROESNES

MISE A PRIX : 150 000 F

UN APPARTEMENT à ATHIS-MONS (91)

ÉTÉ en bordure de l'AYE

ÉTÉ en bordure de l'AYE

ÉTÉ en bordure de l'AYE

ÉTÉ en bordure de l'AYE

ÉTÉ en bordure de l'AYE

ÉTÉ en bordure de l'AYE

ÉTÉ en bordure de l'AYE

ÉTÉ en bordure de l'AYE

ÉTÉ en bordure de l'AYE

ÉTÉ en bordure de l'AYE

ÉTÉ en bordure de l'AYE

ÉTÉ en bordure de l'AYE

ÉTÉ en bordure de l'AYE



## CHARLES JOURDAN

Centres commerciaux :

**GALAXIE (place d'Italie)**  
**BELLE ÉPINE**

5 ou 15 janvier

**SOLDES**

(PUBLICITÉ)

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DES TRANSPORTS  
SOCIÉTÉ NATIONALE DE TRANSPORTS ET DE TRAVAIL AÉRIENS

**AIR ALGÉRIE**

**APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

RESTREINT N° 07.76

Un appel d'offres international restreint est lancé en vue de la fourniture et l'installation d'un banc d'essais automatique (A.T.E.) destiné à tester et remettre en état les équipements dits « AVIONICS » montés sur les avions.

Les constructeurs intéressés pourront retirer le cahier des charges auprès d'ALGERIE, Direction Technique Aéroport International d'Alger Dar-El-Beldj dès le 15 janvier 1977.

Les soumissions devront parvenir sous double enveloppe cachetée avec mention « A NE PAS OUVRIR - APPEL D'OFFRES N° 07.76 - BANC D'ESSAIS AUTOMATIQUE » avant le 28 février 1977, délai de rigueur, à l'adresse ci-dessus indiquée.

"L'Engineering qui coûte le plus cher, c'est celui que l'on ne fait pas"

**SERI**  
RENAULT ENGINEERING

**MET  
L'INGENIERIE  
AU SERVICE  
DE TOUTES  
LES ENTREPRISES**  
(DES PLUS GRANDES  
AUX PLUS PETITES)

SERI Renault Engineering intervient à "la carte" (de la simple étude à la réalisation clé en main) dans les secteurs de sa compétence.

Le coût de l'intervention ingénierie est toujours compensé par l'économie que vous réalisez au niveau de l'installation, de la production ou de l'amélioration décisive de la qualité. L'ingénierie vous permet d'optimiser votre rentabilité.

SERI Renault Engineering est une société indépendante, ce qui l'autorise à un libre choix vis-à-vis des constructeurs, en ne tenant compte que du matériel le mieux adapté aux caractéristiques spécifiques de vos besoins. Cette objectivité est une garantie quant au montant et à la qualité de vos investissements.

Afin de recevoir un dossier d'information complet, veuillez envoyer cette demande à notre adresse, en indiquant le ou les secteurs d'activités qui peuvent concerner votre entreprise.

SERI Renault Engineering - 2, av. du Vieux Etang - BP 19  
78390 Bois d'Arcy - Tél. : 460.61.40 poste 358 - Telex SERQY 695 426 F

Monsieur :  
Société :  
Adresse :

Tél. :

- |   |   |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Bâtiments industriels                | <input type="checkbox"/> Fonderie                               |
| <input type="checkbox"/> Bâtiments administratifs             | <input type="checkbox"/> Mécanique et transformation des métaux |
| <input type="checkbox"/> Bâtiments sociaux                    | <input type="checkbox"/> Transport-maintenance-stockage         |
| <input type="checkbox"/> Plan d'entreprise                    | <input type="checkbox"/> Industrie alimentaire                  |
| <input type="checkbox"/> Organisation et gestion d'entreprise | <input type="checkbox"/> Équipements mécaniques spéciaux        |
| <input type="checkbox"/> Aide à l'exportation                 | <input type="checkbox"/> Conditions de travail - éronomie       |

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONJONCTURE

AU FORUM DE « L'EXPANSION »

**M. Barre confirme qu'il ne relancera pas l'activité**

C'est sur un ton de très grande fermeté que M. Barre s'est adressé, le jeudi 6 janvier, aux chefs d'entreprise réunis à l'hôtel Méridien à Paris pour assister au forum organisé par « L'Expansion » sur le thème : « Que sera 1977 ? ». Le premier ministre a même eu des mots assez durs, reprochant à certains leur manque de tonus et leur appel constant à l'État. Il n'y aura pas de relance globale, aussi longtemps que l'inflation n'aura pas reculé, a répété M. Barre, qui a menacé

une nouvelle fois de sanctions « indirectes » (par le biais du crédit, des commandes publiques) les chefs d'entreprise qui consentiraient des hausses de salaires trop élevées.

Très en verve, sûr de lui, écouté avec une grande attention par son auditoire, souvent applaudi, le premier ministre, dont le style s'est beaucoup affirmé, n'a pas été tendre non plus avec ceux qui ont exercé le pouvoir avant lui, accusés tout à la fois d'avoir fait croire au plein

emploi — alors que celui-ci n'était qu'appareil — d'avoir flirté avec l'inflation, d'avoir mené des actions contradictoires — une politique de l'escarpement — de s'être trompés d'analyse (notamment lors de la relance de septembre 1976 ou de la création de la taxe professionnelle). Il est apparu à beaucoup d'observateurs présents au forum que M. Barre changeait de dimension. Les patrons qui l'écoutaient en avaient l'air très satisfaits... — A. V.

« Je comprends — sans l'estimer fondé — la position des chefs d'entreprise », a déclaré M. Raymond Barre. « La première étape d'un plan d'investissement est difficile, la conjoncture internationale n'est pas rose et une affaire comme la taxe professionnelle n'a pas arrangé les choses. Mais les temps sont difficiles pour tout le monde. Or vous êtes de véritables chefs d'entreprise, ou vous balsez les bras devant les difficultés, et dans ce cas vous n'êtes pas de vrais chefs d'entreprise... ». Il n'y a pas eu souvent de premier ministre pour dire ce que je viens de dire. Mais l'estime que le langage à tenir doit être celui d'adultes... »

Très applaudi à chaque fois qu'il parlait de « fermeté », M. Barre a encore une fois répété qu'il n'y avait pas de relance globale de l'activité aussi longtemps que l'assainissement de l'économie française ne serait pas réalisé.

« Pourtant, a précisé le premier ministre, la réponse à une question, quand il s'agit de la réalisation d'investissements utiles, le gouvernement apportera son concours, mais à des conditions qui seront précises... »

« Sanctionneriez-vous les entreprises qui ne respectent pas les normes que vous avez fixées pour la progression des salaires ? » a-t-il demandé. « Nous n'apporterons pas de concours financiers à ces entreprises et des dispositions seront prises en matière de commandes et de marchés publics. J'ai le plus grand respect pour la liberté de décision des entreprises. Mais les firmes doivent être responsables et la première marque de la responsabilité est une saine gestion... »

M. Barre a beaucoup insisté sur le fait que le ralentissement de l'inflation restait son principal objectif

avec la défense du franc, notant que les réserves de change seraient engagées s'il le fallait : « Je continuerai à regarder les prix, car le chômage que nous avons actuellement — ce sera un problème important cette année encore — est la

faute de vérité, de continuité et de fermeté... »

Le premier ministre devait conclure en donnant des assurances aux chefs d'entreprise (« Il ne faut pas luer la poule aux œufs d'or par des réglementations ou des pro-



(Dessin de KONE.)

## Les chefs d'entreprise n'ont pas le moral

La moral des chefs d'entreprise est mauvaise. Telle est la conclusion que le SIFRES tire du sondage qu'il a réalisé pour l'Expansion, du 29 novembre au 13 décembre, auprès de cinq cents chefs d'entreprise.

À la question posée : « Comment sentez-vous 1977 ? », 13 % des chefs d'entreprise ont répondu « optimistes », 86 % pessimistes. De même, 83 % estiment que le plan Barre ne réussira pas à maintenir l'expansion, et 49 % pensent que la situation de l'emploi va s'aggraver (45 % estiment qu'il n'y aura pas de changement, c'est-à-dire d'amélioration).

Voici les autres principaux résultats du sondage :

● **PRIX** : Le plan Barre réussira-t-il au cours des prochains mois à freiner l'inflation ? La tiers exactement des

réponses ont été affirmatives et 65 % négatives. La hausse des prix de détail en 1977 sera comprise entre 8 et 12 % (59 % des réponses), entre 6,5 et 8 % (31 % des réponses).

● **SALAIRES** : 63 % des chefs d'entreprise prévoient dans leur propre société une hausse des salaires « à peu près conforme à l'augmentation du coût de la vie », 31 % supérieure, 5 % inférieure. En ce qui concerne les prévisions générales — non plus personnelles — 53 % pensent que la hausse des salaires « suivra à peu près l'augmentation du coût de la vie », 37 % pensant qu'elle lui sera supérieure.

Cette enquête avait été réalisée avant que soit connu le résultat relatif au bon — de l'indice des prix de détail de novembre 1976.

## SELON L'INSEE

**La croissance doit être rapide (5,7 % l'an) si l'on veut réduire en 1980 le nombre des chômeurs à 600 000**

Pas de réduction du chômage sans croissance économique rapide ; mais pas de croissance économique rapide sans dépenses publiques importantes, capables de suppléer le ralentissement du rythme des investissements. Telle est la conclusion d'une série d'études que publie l'INSEE sur l'économie française en 1980 (1).

D'ici à 1980, note l'INSEE, la croissance des disponibilités en main-d'œuvre sera très rapide. Malgré le ralentissement attendu de l'immigration, l'excédent des arrivées sur le marché du travail vis-à-vis des départs en retraite sera de 300 000 personnes par an, soit plus de 0,8 % de la population active.

« Une telle poussée, exceptionnelle dans la C.E.E., est un atout pour la croissance économique (amélioration de la formation, possibilité de mobilité, demande de biens de consommation) ; simultanément, elle fait de la croissance une nécessité pour le plein emploi... ». L'INSEE estime à 5,7 % en moyenne annuelle le rythme de croissance nécessaire pour ramener à 600 000 le nombre des chômeurs en 1980.

Pour nourrir une forte croissance, il sera nécessaire, selon l'Institut, de s'appuyer sur deux moteurs

santes essentielles de la croissance à moyen terme. La « nouvelle croissance » rencontre, selon l'INSEE, au moins trois limites : la nécessité d'équilibrer par le solde commercial agro-alimentaire et industriel les importations de la France en volume devra être deux fois plus forte qu'avant 1970 ; les risques d'inflation liés à une croissance relative trop rapide du secteur tertiaire ; enfin, la résistance psycho-sociologique à l'augmentation de la pression fiscale. En d'autres termes, la « nouvelle croissance » ne s'inscrira qu'à long terme, et au prix de la sauvegarde à moyen terme de la compétitivité de l'économie.

Pour préserver — ou retrouver — cette compétitivité, l'INSEE insiste sur la nécessité de la rigueur — en matière de prix et de salaires — et de beaucoup de sélectivité dans les actions, conditions pour maîtriser l'inflation. « Bien qu'elle n'en soit pas la seule condition, la maîtrise de l'inflation reste une nécessité pour la compétitivité, et le nouveau fonctionnement du système monétaire international, joint au renchérissement du pétrole, renforce encore cet impératif... »

## Les conditions

Parmi les facteurs favorisant la maîtrise de l'inflation, l'INSEE indique deux orientations : le ralentissement de la croissance de la masse monétaire, qui devrait se stabiliser aux environs de 13 % l'an en 1980, et l'augmentation de la pression des prélèvements obligatoires (fiscaux et cotisations sociales), qui atteindrait 43,4 % de la PIB (production intérieure brute) en 1980, contre 40 % en 1973 et 42,4 % en 1975. À ces deux conditions le financement des investissements publics et privés ne serait pas une source permanente de création monétaire.

Pourtant, ces hypothèses ne suffisent pas à garantir le main-

tien du rythme d'inflation de l'économie française au taux moyen de 7,5 % par an de 1975 à 1980. Il y faudra d'autres inflexions :

● Le redressement des marges des entreprises, la diminution parallèle de la part des revenus du travail dans la valeur ajoutée des sociétés (par rapport aux niveaux exceptionnels de 1974 et 1975). Une telle diminution doit, cependant, aller de pair avec une revalorisation des bas salaires et une amélioration des conditions de travail (durée hebdomadaire, conditions de liquidation des pensions de retraite, freinage de l'immigration). Il existe entre ces deux objectifs une contradiction que les entreprises auront à résoudre :

● Pour que l'augmentation de l'épargne des sociétés ne soit pas inflationniste, l'État devra pratiquer une politique très sélective, en matière de prix notamment, en accordant à certains secteurs des hausses plus fortes qu'à d'autres ; nécessité aussi du redéploiement des secteurs industriels pour mieux répondre à la demande mondiale ;

● D'autre part, pour réduire le déséquilibre des comptes extérieurs entraîné par la hausse du prix du pétrole, la France devra, d'une part, stabiliser ses exportations de produits énergétiques, d'autre part, dégager des excédents commerciaux, environ deux fois plus importants en volume que ce qu'ils étaient au début de la décennie 1970. Cela impliquera, par exemple, une augmentation de 50 % des excédents agro-alimentaires en volume de 1974 à 1980 et un triplement des excédents industriels de 1970 à 1980 ;

● Les experts de l'INSEE estiment que ces performances sont réalisables sous réserve que l'environnement international ne soit pas trop défavorable à la France. Ils font, à cet égard, l'hypothèse d'une croissance en volume proche de 4 % en moyenne pour les principaux pays industrialisés dans le monde.

conséquence de l'inflation qui s'est développée depuis 1972. (...) L'évolution des rémunérations au cours des dernières années a été insupportable pour les entreprises. Cela s'est traduit par la baisse du franc. En fin de compte, la situation actuelle est liée à un plein emploi artificiel.

M. Barre n'en a pas moins assuré son auditoire qu'il s'occuperait très activement de l'emploi, critiquant une fois encore les politiques expansionnistes menées avant lui qui consistaient soit « à flirter avec l'inflation », soit à « pousser l'escarpement ». Ma politique n'est pas un plan, elle durera longtemps. Elle sera

conséquente de l'inflation qui s'est développée depuis 1972. (...) L'évolution des rémunérations au cours des dernières années a été insupportable pour les entreprises. Cela s'est traduit par la baisse du franc. En fin de compte, la situation actuelle est liée à un plein emploi artificiel.

M. Barre n'en a pas moins assuré son auditoire qu'il s'occuperait très activement de l'emploi, critiquant une fois encore les politiques expansionnistes menées avant lui qui consistaient soit « à flirter avec l'inflation », soit à « pousser l'escarpement ». Ma politique n'est pas un plan, elle durera longtemps. Elle sera

conséquente de l'inflation qui s'est développée depuis 1972. (...) L'évolution des rémunérations au cours des dernières années a été insupportable pour les entreprises. Cela s'est traduit par la baisse du franc. En fin de compte, la situation actuelle est liée à un plein emploi artificiel.

M. Barre n'en a pas moins assuré son auditoire qu'il s'occuperait très activement de l'emploi, critiquant une fois encore les politiques expansionnistes menées avant lui qui consistaient soit « à flirter avec l'inflation », soit à « pousser l'escarpement ». Ma politique n'est pas un plan, elle durera longtemps. Elle sera

conséquente de l'inflation qui s'est développée depuis 1972. (...) L'évolution des rémunérations au cours des dernières années a été insupportable pour les entreprises. Cela s'est traduit par la baisse du franc. En fin de compte, la situation actuelle est liée à un plein emploi artificiel.

M. Barre n'en a pas moins assuré son auditoire qu'il s'occuperait très activement de l'emploi, critiquant une fois encore les politiques expansionnistes menées avant lui qui consistaient soit « à flirter avec l'inflation », soit à « pousser l'escarpement ». Ma politique n'est pas un plan, elle durera longtemps. Elle sera

conséquente de l'inflation qui s'est développée depuis 1972. (...) L'évolution des rémunérations au cours des dernières années a été insupportable pour les entreprises. Cela s'est traduit par la baisse du franc. En fin de compte, la situation actuelle est liée à un plein emploi artificiel.

M. Barre n'en a pas moins assuré son auditoire qu'il s'occuperait très activement de l'emploi, critiquant une fois encore les politiques expansionnistes menées avant lui qui consistaient soit « à flirter avec l'inflation », soit à « pousser l'escarpement ». Ma politique n'est pas un plan, elle durera longtemps. Elle sera

مَكْزَا مِنَ الْأَصْلِ







# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## AFFAIRES

### Deux ministres pour l'entrée en fonctions du nouveau président de la chambre de commerce de Paris

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie, et de la recherche, et Pierre Brousse, ministre du Commerce et de l'Artisanat, ont présidé, jeudi 6 janvier, la séance d'installation du nouveau bureau de la chambre de commerce et d'industrie de Paris (C.C.I.P.), présidé par M. Jean Thèves, qui remplace M. Paul Laubard. Celui-ci assurait ces fonctions depuis six ans.

Tout en assurant aux nouveaux élus de l'assemblée consultative que le « premier impératif » de la politique à long terme devait être de « donner aux activités économiques (...) les moyens de se développer normalement dans la ville », M. d'Ornano leur a rappelé que « la situation n'est pas dans la facilité » et que, malgré

les « conditions de gestion plus incertaines » auxquelles les dirigeants sont confrontés, les entreprises, « le langage direct du premier ministre est celui de la vérité, celui qui doit être responsable, qui soit l'important est de parvenir à la réussite ».

Cependant, le ministre de l'Industrie a souligné que « nous sommes sur le chemin du redressement économique ». « On voit grandir la confiance avec les premiers signes positifs. Les anticipations des chefs d'entreprise sont désormais moins pessimistes : les dirigeants des organisations professionnelles s'accrochent à dire que les perspectives sont dans le bon sens, qu'il s'agit du niveau des prix ou de l'activité ».

### M. Thèves : pas de réformes de structures inopportunes ou incohérentes

Le nouveau président, M. Jean Thèves, âgé de soixante-trois ans, s'est consacré à l'industrie de la biscotte et du biscuit, ingénieur de l'Ecole française de mécanique. Il a dirigé avec son frère, jusqu'en 1968, la Biscuiterie alsacienne qu'avait fondée leur père. M. Thèves a été nommé par le conseil de surveillance de la C.C.I.P. et est vice-président de la société d'investissement, holding qui contrôle la première de ces sociétés et possède une part importante du capital de la General Biscuit, société internationale de droit belge.

Grand, massif, le front dégarni, mais la voix assurée, M. Jean Thèves siège depuis dix ans à la chambre de commerce, où il a été élu pour la première fois en 1967. Il en est devenu vice-président il y a trois ans et vient d'être élu pour succéder à M. Laubard.

Il a, dans son discours inaugural, repris l'une des thèses ministérielles sur « la priorité immédiate à accorder à la lutte contre l'inflation » tout en regrettant le « climat d'insatisfaction générale » dans lequel

est intervenue la mise en place du plan gouvernemental dont « quelques-unes des mesures ont paru discutables ».

Fort des 220 000 entreprises de la région parisienne qui constituent, avec près de tiers du poids économique français, le premier complexe économique de l'Hexagone, M. Jean Thèves s'est élevé contre les « réformes de structures inopportunes » (taux professionnels, imposition des plus-values, prélevement conjoncturel) et a dénoncé « leur caractère souvent superficiel » et leurs « incohérences ». Il a réaffirmé la définition d'une « véritable politique de l'entreprise », affirmant : « les rigidités qui entravent la saine gestion de nos firmes ».

« J'entends par là, le retour à un véritable régime de liberté des prix, une meilleure mobilité des hommes et de leurs emplois, la simplification des textes régissant les conversions et les mutations de l'industrie et du commerce et, enfin, un encouragement sans ambiguïté apporté à la volonté d'entreprendre en facilitant au lieu de les freiner, les transferts de patrimoine ».

### IL FAUT MARIER L'IDI ET L'ÉPARGNE estime M. de La Martinière

estime M. de La Martinière

La prise de contrôle de Gaz et Eau (le Monde) du 22 décembre 1976) marque une étape dans le développement de l'Institut de développement industriel. Les dirigeants de l'IDI, MM. Claude-Alain Sarre et de la Martinière, doivent, d'ici quatre ans, atteindre un objectif : l'IDI devra se passer en 1980 des concours financiers de ses actionnaires actuels (État pour 65 % et des sociétés privées et publiques pour 35 %).

Il faut donc, a déclaré M. de La Martinière le 7 janvier, « marier l'IDI et l'épargne ». Diverses possibilités existent, et c'est un peu sous la pression des événements que la solution de la structure intermédiaire a été choisie.

Gaz et Eau, dont l'Institut détiendra entre 67 % et 75 %, sera, dans l'organisation, une sorte de pivot. Il semble que l'IDI lui apportera peu à peu ses intérêts dans les « bonnes valeurs ». L'épargne pourra ainsi suivre les meilleurs « placements » de l'Institut à travers cette société de portefeuille cotée au Bourse.

### COMMERCE EXTERIEUR SUISSES ET FRANÇAIS AURONT DES CONSULTATIONS PLUS FRÉQUENTES

Les consultations, jusqu'ici très espacées, entre ministres suisses et français, seront à l'avenir plus fréquentes. Il en a ainsi été décidé au cours de la visite qu'a faite à Paris le 6 janvier M. Ernst Bruggen, chef de département fédéral de l'économie publique. M. Bruggen, qui a été reçu par le premier ministre, M. Raymond Barre, avait été invité par M. André Roesch, ministre du commerce extérieur.

Les entretiens ont porté tant sur les questions internationales (le Tokyo round, le dispute Nord-Sud) que sur les problèmes bilatéraux. Des solutions « raisonnables » seront ainsi recherchées en ce qui concerne les filiales en France des sociétés pharmaceutiques suisses. Il s'agit d'un point de vue des Suisses, qui disposent de trente et un mois de stocks, ont établi une base de 13 semaines par litre sur les importations de médicaments, dépassant la moyenne des cinq semaines 1971-1975, mais ils n'ont pas changé le régime de visa en vrac.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### Le licenciement des éboueurs lyonnais

La direction accuse la C.F.D.T. d'avoir entretenu une « mutinerie permanente »

Lyon. — La mesure de mise à pied, qui frappe depuis le 29 décembre cent quinze ou cent vingt éboueurs (1) — presque tous des travailleurs algériens — de l'entreprise lyonnaise Monin Ordures Service s'est déjà transformée en licenciement. Le directeur du personnel a en effet indiqué, au cours d'une conférence de presse réunie jeudi 6 janvier — et à laquelle participaient M. Gilbert Monin, P.-D.G. de la société, ainsi que trois autres cadres — que les premières lettres étaient parties le jour même. Les salariés

concernés ayant refusé, d'un commun accord, de déferer à la convocation préalable qui leur était parvenue au début de la semaine, tous devraient recevoir dans les délais réglementaires la confirmation de leur licenciement pour « faute lourde ». La décision de la direction de la société de se défaire brusquement de la quasi-totalité de ses personnels affectés à la collecte d'une partie des ordures ménagères de l'agglomération lyonnaise, suscite à Lyon commentaires et réactions.

### De notre correspondant régional

Les résultats de l'étude portant sur le quinquième paragraphe concernant le « rattrapage des jours de grève » ainsi rédigé : « Compte tenu des fêtes de Noël pendant lesquelles les ordres ne seront pas remis, le samedi de Noël et à cause du dimanche, le jour de grève (la veille de Noël) sera payé au titre du rattrapage nécessaire de lundi, de même que les heures supplémentaires, s'il y en a, lundi ».

Le lundi en question, 27 décembre, après s'être-il vu avoir eu connaissance du texte de l'accord, les éboueurs décidaient de reprendre leur travail comme en témoigne un procès-verbal établi par un huissier, avec cependant un retard d'une heure quinze environ sur l'horaire. « Mais, disent aujourd'hui les délégués C.F.D.T., jamais nous ne nous sommes engagés pour nos camarades à faire des heures supplémentaires. Ces heures ne sont pas toujours payées au tarif réglementaire ».

Après avoir connaissance que des poubelles pleines n'avaient pas été ramassées le lundi, la direction faisait dresser le lendemain mardi 28 par des huissiers des constatats qui établissent que les éboueurs ont cessé « effectivement » leur travail à 11 heures et 13 heures. La direction tire argument que les éboueurs n'ont pas effectué le minimum de temps de travail auquel leur forfait de ramassage hebdomadaire (13 heures) est astreint et qualifie ce comportement de faute lourde.

### Un prétexte ?

Ce refus général des éboueurs de repartir pour une tournée supplémentaire, qui les aurait sans doute entraînés à faire des heures supplémentaires, ne peut-il être interprété comme le signe d'un nouveau mouvement de grève déchaîné spontanément en contradiction sans doute avec certaines déclarations faites le lundi par les délégués du personnel ? Dans ce cas, la faute lourde

retenue par la direction ne paraît-elle pas à sanctionner des faits de grève et ne serait-elle pas contestée au plan du droit du travail ? Pour certains, les motifs invoqués ne sont que le prétexte choisi par une direction habituellement résistante à l'absence de résistance d'une main-d'œuvre docile, pour liquider une agitation syndicale et des militants jugés trop remuants.

La lettre que le P.-D.G. de la société Monin a adressée dès le 29 décembre — soit le jour où ont été effectués les constatats d'huissier et annoncés les licenciements — à M. Francisque Colomb, successeur de M. Louis Fraidel à la présidence de la communauté urbaine de Lyon, peut donner à penser que cette préoccupation a joué un rôle important dans la démarche. Après avoir rappelé que d'ultimes négociations ont été entamées avec les représentants du personnel, M. Gilbert Monin explique en effet que ces-ci, « outre qu'ils annulaient un plan général de réorganisation dans notre secteur ordures ménagères de Lyon, étaient destinés à mettre un terme au sabotage caractérisé de notre exploitation du lundi, sous la pression de certains syndicats, se livrant depuis plus d'une année le personnel à des actes de sabotage ».

BERNARD ELIE.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### BANQUE GÉNÉRALE DU COMMERCE

36, rue Marbeuf, PARIS-8

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 20 décembre 1976 a approuvé le changement de dénomination de la Société bancaire et Financière en Banque Générale du Commerce, en dotant cette dernière de nouveaux statuts.

Le premier conseil qui a suivi l'assemblée a nommé :

- M. Maurice de Botton, président-directeur général.
- M. Raymond Wallier, président d'honneur.
- M. Marcel Dana, vice-président.
- M. André Deguelle, directeur général.
- M. Guy Wallier, directeur général.
- M. Marc Staudy.
- M. Robert Steinacker.

Les autres membres du conseil sont :

- M. Diomède Catroux.
- M. André Deguelle.
- M. Nathan Meynhaas.
- M. Paul Schmitz.
- M. Marc Staudy.
- M. Robert Steinacker.

D'autre part, le conseil a décidé l'ouverture d'une première agence au 32, rue Turbigo, Paris-9.

### LES PILES WONDER

Malgré un effort important à l'exportation et à l'augmentation de prix de vente tout à fait insuffisante par suite de la réglementation des prix, le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice 1976 s'est élevé à 232,9 millions de francs, en progression de 6,50 % seulement par rapport aux 220,9 millions de francs réalisés en 1975-1976.

Le bénéfice net 1975-1976 s'élève à 7,2 millions, dont 1,7 de provisions pour investissements 69-70 réajustées au bénéfice pour être versé en réserve : celui de l'exercice 1974-1975 était de 5,6 millions de francs, provision pour investissements de 1,3 non déduite.

La marge brute d'autofinancement est de 18,3 millions contre 23 millions en 1974-1975 et les amortissements restent stables à 13,6 millions. Les investissements, d'un montant de 12,7 millions, progressent en valeur absolue de 2,5 millions.

Au cours de cet exercice, deux filiales commerciales ont été créées en Afrique, une au Congo et l'autre en République Centrafricaine. Le conseil d'administration a jugé nécessaire de renforcer la direction générale en créant un poste de directeur général, qui a été confié à M. Rayer.

Le dividende qui sera proposé à l'assemblée générale sera le même qu'en 1975, soit 12,5 francs par action l'avoir réajusté de 6,50 %.

Pour le week-end, faites-vous plaisir, louez une voiture chez

europcar 645.21.25

## AGRICULTURE

### LES DIRIGEANTS VITICOLES REFUSENT DE CAUTIONNER LA POLITIQUE DE RESTRUCTURATION DU VIGNOBLE MÉRIDIONAL

Les dirigeants viticoles refusent de cautionner la politique de restructuration du vignoble méridional proposée par le gouvernement tant que la question des importations de vins italiens n'aura pas été réglée. C'est ce qu'ils ont déclaré en substance, mercredi 6 janvier, à l'issue de leur entretien avec un conseiller technique du ministère de l'Agriculture.

Celui-ci leur a présenté les grandes lignes du plan de restructuration du vignoble méridional élaboré par M. Bentegeat, qui sera examiné le 19 janvier au conseil des ministres. Ce rapport — non publié — dont la mise au point a pris plus d'un an, a déjà suscité de nombreuses réactions dans les milieux viticoles. Plusieurs versions ont circulé, dont la plus couramment admise jusqu'ici prévoit la reconversion de 100 000 hectares de vignobles de plaine vers d'autres cultures, afin d'éliminer à terme 6 millions d'hectolitres de vin de qualité médiocre (le Monde du 26-27 décembre).

Il semble que le rapport ne propose finalement que la rénovation (amélioration qualitative) de 80 000 hectares de vignes, dont 35 000 d'ici à 1980 et 45 000 de 1980 à 1985. Quant à la reconversion des vignobles de qualité médiocre, elle se ferait dans un cadre communautaire, à un rythme limité (2 000 hectares en 1977) et concernerait l'ensemble du vignoble français et non seulement le Midi. Le plan proposé par M. Bentegeat proposerait en outre d'améliorer les conditions de viticulture et la commercialisation du vin.

Les récentes déclarations de M. Bonnet sur les « producteurs de pibine » ont confirmé l'orientation du gouvernement vers une politique de qualité, provoquant des tensions importantes dans le Midi viticole. Avant le conseil des ministres, qui adoptera le programme définitif de restructuration, les comités d'action viticole se réuniront le 12 janvier à Narbonne et pourraient décider de nouvelles actions.

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

● M. PIERRE CHAMBLANT a été élu, le 6 janvier, président de la fédération parisienne du bâtiment, en remplacement de M. Jean-Pierre Dumont qui avait donné sa démission en novembre 1976 à la suite de la mise en règlement judiciaire de l'entreprise Dumont-Bessis (le Monde du 3 décembre 1976). M. Chamblant, âgé de cinquante-deux ans, était le premier vice-président de la fédération, après avoir été président de la chambre syndicale des entrepreneurs de couverture-plomberie de la région parisienne.

La fédération parisienne du bâtiment regroupe trente-deux chambres syndicales et mille entreprises employant deux cent cinquante mille salariés et réalisant ensemble un chiffre d'affaires d'environ 30 milliards de francs.

### Conflits et revendications

● LA CRISE DANS L'HABILLEMENT. Une déléguée de la C.G.T. a rencontré M. Michel Durafour, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'économie et des finances, pour évoquer la situation de l'industrie de l'habillement et de la chapellerie. Le même jour, la Fédération C.G.T. de l'habillement a précisé au cours d'une conférence de presse qu'en quatre ans 40 000 emplois sur moins de 200 000 avaient été supprimés dans l'habillement. Elle a évoqué le cas de la ville de Chazelles, jadis spécialisée dans la chapellerie, où la Société industrielle de chapellerie (S.I.C.), seule survivante des vingt-huit usines qui existaient en 1953, vient de déposer son bilan et est occupée par ses cent soixante-dix ouvriers. S'agissant de la haute couture, la Fédération a insisté sur le liquidation progressive des ateliers parisiens et l'arrêt de l'embauche depuis

trois ans, ainsi que sur les bas salaires pratiqués dans ce secteur, où les « premiers maîtres » après sept ans de formation, ne touchent qu'un salaire mensuel de 2 000 francs.

● LE CADRE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, qui le 22 décembre dernier a pris une grève de la faim pour protester contre « les interrogatoires de type inquisitorial » subis à l'occasion d'un contrôle des comptes de la direction, a décidé de « reprendre » cette action, après avoir été rétrogradé au statut d'agent principal. Selon la C.G.T., « les interrogatoires ont pu finir », et le caractère de la sanction infligée permet de conclure que l'honnêteté de cet agent n'est pas mise en cause. Un recours à un moyen conventionnel de défense est prévu pour la fin du mois (le Monde du 2-3 janvier).

● DES OUVRIERS DE L'USINE ATOMIQUE DE MARCOULE ont manifesté le 6 janvier à Bagnols-sur-Cèze (Gard) pour protester contre une plaquette déposée par le maire d'entre eux par la nouvelle société nucléaire Cogema, pour « entraver à la liberté du travail » lors du déclenchement de la grève le 25 octobre dernier. Depuis cette date, les cent vingt travailleurs de l'usine de retraitement des combustibles nucléaires ont cessé le travail « afin que le cycle des combustibles de cette centrale reste dans le secteur public ». Les cent vingt grévistes ont été mis en chômage technique le 29 décembre, ainsi que mille deux cents salariés des ateliers annexes. (le Monde du 30 octobre).

### A l'étranger

● EN ITALIE, les prix de gros ont augmenté de 2,6 % en octobre. En un an, par rapport à octobre 1975, la hausse s'établit à 29,9 %. — (A.F.P.)

### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	DM	Pr. suisses	Pr. français
48 heures	4 3/8 5 3/8	1 1/8 5 1/8	3/8 1 3/8	12 3/4 12 1/8
1 mois	4 3/4 5 3/4	4 3/8 4 7/8	3/4 1 1/4	12 1/4 12 5/8
3 mois	4 3/4 5 3/4	4 3/8 4 7/8	3/4 1 1/4	12 1/2 12 7/8
6 mois	5 5 1/2	4 1/2 5	1 1/8 1 5/8	12 1/2 12 7/8

مكتبة من الأصل



صحة من الامم

# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS 6 JANVIER

### Séance de consolidation

Le marché de Paris a fait preuve d'une vitalité dont on ne le croyait capable. Les investisseurs ont été attirés par la perspective de rendements élevés, notamment dans le secteur des valeurs étrangères. La séance a été marquée par une consolidation des gains réalisés la veille.

## LONDRES

### Progrès

Le marché progressait légèrement, soutenu par les achats de valeurs étrangères. Les investisseurs ont été attirés par la perspective de rendements élevés, notamment dans le secteur des valeurs étrangères.

## NEW-YORK

### Léger redressement

Les cours ont subi un léger redressement après une séance de consolidation. Les investisseurs ont été attirés par la perspective de rendements élevés, notamment dans le secteur des valeurs étrangères.

Les investisseurs ont été attirés par la perspective de rendements élevés, notamment dans le secteur des valeurs étrangères. La séance a été marquée par une consolidation des gains réalisés la veille.

Le marché progressait légèrement, soutenu par les achats de valeurs étrangères. Les investisseurs ont été attirés par la perspective de rendements élevés, notamment dans le secteur des valeurs étrangères.

Les cours ont subi un léger redressement après une séance de consolidation. Les investisseurs ont été attirés par la perspective de rendements élevés, notamment dans le secteur des valeurs étrangères.

## BOURSE DE PARIS - 6 JANVIER - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.	Diff.
Alcatel	120	118	+2
Alstom	110	108	+2
Amal	100	98	+2
Amper	90	88	+2
Amtronic	80	78	+2
Amval	70	68	+2
Amval	60	58	+2
Amval	50	48	+2
Amval	40	38	+2
Amval	30	28	+2

## MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Précéd.	Diff.
Alcatel	120	118	+2
Alstom	110	108	+2
Amal	100	98	+2
Amper	90	88	+2
Amtronic	80	78	+2
Amval	70	68	+2
Amval	60	58	+2
Amval	50	48	+2
Amval	40	38	+2
Amval	30	28	+2

## COTE DES CHANGES

MONNAIES	Cours	Précéd.	Diff.
Alcatel	120	118	+2
Alstom	110	108	+2
Amal	100	98	+2
Amper	90	88	+2
Amtronic	80	78	+2
Amval	70	68	+2
Amval	60	58	+2
Amval	50	48	+2
Amval	40	38	+2
Amval	30	28	+2

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES	Cours	Précéd.	Diff.
Alcatel	120	118	+2
Alstom	110	108	+2
Amal	100	98	+2
Amper	90	88	+2
Amtronic	80	78	+2
Amval	70	68	+2
Amval	60	58	+2
Amval	50	48	+2
Amval	40	38	+2
Amval	30	28	+2

Chaque cote est la dernière cote publiée au cours de la séance. Les cours sont exprimés en francs français.

VALEURS	Cours	Précéd.	Diff.
Alcatel	120	118	+2
Alstom	110	108	+2
Amal	100	98	+2
Amper	90	88	+2
Amtronic	80	78	+2
Amval	70	68	+2
Amval	60	58	+2
Amval	50	48	+2
Amval	40	38	+2
Amval	30	28	+2



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2. PROCHE-ORIENT

2-3. EUROPE  
— SUÈDE : après trois mois d'observation, la nouvelle majorité va tenter de gouverner.

3. DIPLOMATIE  
— Les « grands » de la C.E.E. ont pris les postes les plus importants de la Commission européenne.

4. AFRIQUE  
— INDE : la P.C. prosoviétique tente de se démarquer de la politique gouvernementale.

4-5. AMÉRIQUES  
— « Sombres jours pour l'Argentine » (II), par Philippe Labrègue.

6-8. POLITIQUE  
— La préparation des élections municipales.

8-9. ÉDUCATION  
— L'échec des C.E.S.

10. SPORTS

### LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

PAGES 11 A 15

— Veut-on sauver la Crau ?  
— Anecdotes de la Bresse.  
— CLIN D'ŒIL : Orly-Jean.  
— PLAISIRS DE LA TABLE.  
— En voyage.  
— Brocante : Mode : Maison.  
— Sports : Numismatique : Jeux.  
— Philatélie.

16. JUSTICE  
— LIBRES OPINIONS : « Peine de mort, peine perdue », par Jean Toulet.

17. SOCIÉTÉ  
18 à 21. ARTS ET SPECTACLES  
— FORMES : la Bible « pierre ».

24-25. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS  
— TRANSPORTS : les pilotes d'Air France en grève le 10 janvier. — Point de vue : « Quel sera l'avenir de la compagnie ? », par C. Polier.

26 à 28. LA VIE ÉCONOMIQUE  
ET SOCIALE  
— Un dossier de la revue sociale Faire : « Peut-on combattre la fuite des capitaux ? ».

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (18)  
— Annonces classées (22 et 24) : Aujourd'hui (22) ; Carnet (17) ; « Journal officiel » (22) ; Loto national (22) ; Météorologie (22) ; Mots croisés (22) ; Bourse (22).

## UN SHOW-ROOM INTERNATIONAL DES NOUVEAUTÉS "DECORATION" EN TISSUS D'AMEUBLEMENT

En direct des USA, Italie, Angleterre, Suède, Belgique, R.F.A., Hollande, etc., toutes les dernières créations :  
— Toiles, tapis, chaises imprimées  
— Tous les velours unis et jacquard  
— Tapis et tapisseries d'art  
— Lampes, tapisseries et unités de style  
— Tissus spéciaux pour tentures murales  
de 28F à 175F le mètre  
(tous nos articles sont en stock)

**RODIN**  
38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

## TED LAPIDUS

soldes  
femme et homme

37, avenue Pierre 1er de Serbie - Paris 8ème  
6, place Victor Hugo - Paris 16ème  
1, place St Germain des Prés - Paris 6ème

Le numéro du « Monde » daté 7 janvier 1977 a été tiré à 577 151 exemplaires.

### A LISBONNE

## Les avocats du commandant de Carvalho dénoncent la mansuétude des tribunaux à l'égard des anciens agents de la PIDE

De notre correspondant

Lisbonne. — Les avocats des militaires impliqués dans le rapport de la commission d'enquête du gouvernement sur la situation des détenus politiques incarcérés après le 25 avril 1974 ont donné une conférence de presse à Lisbonne le jeudi 6 janvier. Plusieurs officiers ayant occupé des fonctions importantes sous le gouvernement Vasco Gonçalves assistaient à cette conférence, en particulier les commandants Otelo de Carvalho, ancien commandant du Copcon, Andrade et Cuco Rosa, de la police militaire, ainsi que le commandant Dias Pereira, qui avait servi de médiateur entre les travailleurs de l'imprimerie et l'administration pendant la crise du journal República en 1975.

Les avocats ont estimé que les accusations contenues dans le rapport ne tiennent pas compte de la situation « confuse » du Portugal à cette époque. Selon eux, les lois en vigueur n'étaient pas « révolutionnaires » car elles avaient été élaborées par le régime fasciste afin « d'aider les gros propriétaires fonciers, les capitalistes, les spéculateurs et tous les parasites ». Selon les avocats, il était nécessaire « d'aller contre les lois » pour « empêcher la contre-révolution ».

Les avocats ont reproché au rapport officiel « de chercher à découvrir des services qui n'ont jamais eu lieu et à en cacher d'autres qui existent bien réellement ». L'un des exemples cités a été « la libération et la réhabilitation quotidienne » des agents de l'ex-FIDE (police politique du régime Salazar) qui passent actuellement en jugement. On remarque de ce point de vue à Lisbonne la peine légère infligée par un tribunal à un ancien agent de la PIDE qui assassinait, en décembre 1961, un militant du parti communiste, le peintre Dias Coelho. Le policier pourra sortir de prison dans dix mois. Or, ce crime effectué en plein centre de Lisbonne avait suscité l'indignation de l'opinion. Les juges ont pourtant conclu que l'agent de la PIDE « n'avait pas l'intention de tuer ».

« Cette sentence est une grave offense à la révolution », a déclaré jeudi M. Tito de Morais, membre du gouvernement et important dirigeant du parti socialiste. D'autres personnalités liées à différents secteurs politiques ont également manifesté leur mécontentement.

« Le gouvernement portugais a vivement pris à partie certains journaux de Lisbonne, coupables, selon lui, de créer un climat « artificiel d'alarmisme et d'insécurité ». O. Seixas serait particulièrement visé pour avoir annoncé, jeudi, un éventuel remaniement ministériel. — (A.F.P.)

« M. Jean-Claude Collé, député aux élections nouvelles, vice-président du parti radical et cofondateur de l'association Démocratie française, a déclaré jeudi 6 janvier, à propos de la lettre adressée par M. Giscard d'Estaing à tous les maires de France (le Monde du 6 janvier) : « Tous les démocrates de bonne foi auront salué une initiative qui rompt enfin avec le cercle vicieux de la centralisation et de l'irresponsabilité. Elle prouve que Démocratie française n'est pas seulement le titre d'un ouvrage et un corps de principes, mais une volonté résolue d'action conjuguée pour les Français là où ils vivent. Quant aux radicaux-socialistes, ils ont affirmé depuis longtemps, et dans leur manifeste, leur position pour une redistribution des responsabilités publiques. Ils adhèrent à cette restauration nécessaire de la démocratie française. »

« Le B.B.C. a été autorisé à ouvrir son bureau à New-Delhi, que la radio britannique avait fermé depuis quelque temps après la proclamation de l'état d'urgence, en juin 1975. — (A.F.P.)

### VISITE-SURPRISE DE M. BARRE DANS UNE AGENCE DE L'EMPLOI DE NANTERRE

Le premier ministre a fait une visite-surprise, ce vendredi 7 janvier, au bureau local de l'Agence nationale pour l'emploi de Nanterre (Hauts-de-Seine). Accompagné de M. Christian Beullac, ministre du travail, M. Raymond Barre s'est entretenu avec des demandeurs d'emploi, surtout des jeunes et des immigrés, et s'est fait expliquer par le personnel les moyens qu'il employait pour tenter de rapprocher les offres et les demandes d'emploi.

Le premier ministre a aussi visité la section qui s'occupe spécialement des cadres. Au terme de ses différents contacts, qui ont duré une heure trente, M. Barre a déclaré qu'il avait beaucoup apprécié l'aspect accueillant des locaux, la compétence et la qualité humaine du personnel. Cette visite, a-t-il dit, l'a convaincu que le problème de l'emploi n'est pas un problème global, mais catégoriel, et qu'il doit être traité secteur par secteur. Il en a également conclu que la formation des jeunes et la mobilité de la main-d'œuvre devaient être améliorées. Il a aussi constaté le caractère particulièrement aigu du problème de l'emploi pour les cadres, tant sur le plan moral que financier.

« M. François Ceyrac, président du Conseil national du patronat français, se déclare, dans une interview accordée à Paris-Mat, optimiste sur les chances de succès du plan Barre, qui souligne-t-il, après un démarrage difficile, a déjà franchi un bon nombre d'obstacles.

« J'ai constaté, une confiance raisonnée, dans le succès de cette politique qui est incontestablement celle de l'intérêt national », précise M. Ceyrac, qui fonde son optimisme sur « la volonté de réussir du premier ministre et sur l'assentiment très net des responsables économiques et, encore de façon diffuse, de la masse des Français ».

La seule solution permettant d'éviter une nouvelle flambée des prix serait une réduction de 5 % au moins de la consommation mondiale en juillet 1975 : la production de la dernière saison est tombée à 6,4 millions de sacs de 60 kilos, contre 22,3 millions précédemment. Le Brésil, qui a même dû acheter du café à l'étranger, l'année dernière, pour reconstituer ses stocks, a doublé ses taxes à l'exportation, pour ne pas compromettre l'approvisionnement de son marché intérieur.

Dans de nombreux pays, notamment aux États-Unis et au Canada, les organisations de consommateurs ont organisé un boycottage du café dont l'effet,

### EN RAISON DE LA HAUSSE DES PRIX MONDIAUX Le prix du café va augmenter sensiblement

La fin du blocage des prix à partir du 1<sup>er</sup> janvier va se traduire par une hausse immédiate du café, qui atteindra au moins 15 % dans un premier temps, et pourrait s'élever à 30 %, 40 % ou même 50 % suivant les qualités dans les prochains mois. Les torréfacteurs de café attendent pour le milieu de la semaine prochaine la publication du Bulletin officiel des services et des prix (B.O.S.P.) de l'engagement passé avec le ministre de l'économie et des finances au terme duquel la profession accepte de ne répercuter la hausse des prix du café vert à l'importation qu'en valeur absolue, c'est-à-dire en bloquant la marge de transformation et de commercialisation au niveau antérieur. Comme les prix du café vert résultant de l'accord international ont augmenté de près de 60 % depuis le mois de septembre, début du blocage des prix, passant de 14 F le kilo à 23 F, 24 F, il faut s'attendre à voir les prix du café au détail s'élever sensiblement, atteignant 28 F à 40 F le kilo contre 25 F à 35 F actuellement, et 16 F à 30 F au début de l'année.

Il est fort possible que ces niveaux soient dépassés (on parle de 36 F à 44 F), si l'envoie des prix mondiaux du café vert se poursuit. Rappelons que, depuis le mois de janvier 1976, ces prix ont plus que triplé (de 7 F le kilo à 23 F) en raison d'une pénurie générale due à la forte baisse de la production du Brésil, provoquée par des gèlées catastrophiques en juillet 1975 : la production de la dernière saison est tombée à 6,4 millions de sacs de 60 kilos, contre 22,3 millions précédemment. Le Brésil, qui a même dû acheter du café à l'étranger, l'année dernière, pour reconstituer ses stocks, a doublé ses taxes à l'exportation, pour ne pas compromettre l'approvisionnement de son marché intérieur.

La seule solution permettant d'éviter une nouvelle flambée des prix serait une réduction de 5 % au moins de la consommation mondiale en juillet 1975 : la production de la dernière saison est tombée à 6,4 millions de sacs de 60 kilos, contre 22,3 millions précédemment. Le Brésil, qui a même dû acheter du café à l'étranger, l'année dernière, pour reconstituer ses stocks, a doublé ses taxes à l'exportation, pour ne pas compromettre l'approvisionnement de son marché intérieur.

Dans de nombreux pays, notamment aux États-Unis et au Canada, les organisations de consommateurs ont organisé un boycottage du café dont l'effet,

jusqu'à présent, a été nul. Il est certain également que la spéculation est venue accentuer le phénomène de hausse, comme elle l'avait fait en 1974 pour le sucre, la situation étant néanmoins beaucoup plus sérieuse actuellement, car de nombreux pays produisent le sucre qui leur est nécessaire, notamment la France. Notre pays, en revanche, importe tout son café, soit 300 000 tonnes par an, principalement de Côte d'Ivoire (40 à 45 %).

### Après Fiat

## UNE PARTICIPATION ÉTRANGÈRE DANS PIRELLI ?

Les dirigeants de la firme italienne Pirelli, un des six plus grands fabricants du monde de pneumatiques, devaient tenir, dans l'après-midi du 7 janvier, une importante conférence de presse à Milan. Selon les rumeurs circulant dans la capitale lombarde, ils pourraient à cette occasion annoncer une importante prise de participation dans le capital de la société, actuellement contrôlée par la famille Pirelli.

Parmi tous les noms avancés pour cette participation figurent notamment celui de la Mediobanca, établissement bancaire, qui agissait, dit-on, pour le compte d'un État pétrolier, et ceux du Crédit suisse et de la SEAT (filiale de Fiat en Espagne).

Les actions Pirelli ont monté de 5,5 % jeudi à la Bourse de Milan, et celles de Pirelli-Spa, holding contrôlant le groupe, de 5,3 %.

« La mort de M. Yves Bonthiller. — Dans la biographie de l'ancien ministre des finances du gouvernement Pétain de 1940 (le Monde du 7 janvier), nous avons omis de rappeler qu'il fut, le 5 janvier 1944, arrêté par les Allemands et interné par eux en Bavière jusqu'à l'arrivée des troupes alliées en mai 1945.

D'autre part, les obsèques sont célébrées, samedi 8 janvier, dans l'intimité, à Saint-Martin-de-Ré.

### En janvier chez Old England

Costumes-vestons  
sur mesure  
au prix spécial de 1930 F\*

Coupés dans nos tissus exclusifs : peigné, saxon, tweed, flanelle, etc. Importés d'Angleterre, chemises : 52 F, pyjamas : 62,50 F.

\* Baisse 2 % de la T.V.A. comprise dans les prix.

### Old England

12, bd des Capucines, Paris 9<sup>e</sup>  
9 h 30/12 h 30 - 14 h/18 h 30

## REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de 8,60 à 12,20 %

taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :  
**SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS**

28, bd d'Italie 601 A / B.P. 31  
MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM 7

Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz.



A partir d'aujourd'hui à 14 heures

**SOLDES**  
annuels de sacs et bagages  
34, boulevard Haussmann



## LATREILLE

LE SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

**SOLDES ANNUELS**

QUALITÉS IRRÉPROCHABLES  
PRIX EXCEPTIONNELS

62, R. ST-ANDRÉ-DES-ARTS - 6<sup>e</sup>

PARKING ATTACHÉ A NOS MAGASINS

## ANTHONY

créations masculines  
et chaussures

**soldes**

142 bd St-Germain

## CERRUTI 1881

**SOLDES ANNUELS**

678

janvier

27, RUE ROYALE - PARIS 8<sup>e</sup>

## TED LAPIDUS

SAINT-HONORÉ

Homme **SOLDES** Femme

23, FAUBOURG SAINT-HONORÉ

aplan de relance  
visé à re  
le chômage

Le chômage est un problème qui se pose à tous les niveaux. Il faut donc envisager des mesures de relance pour créer de nouveaux emplois. Le gouvernement doit agir rapidement pour éviter une aggravation de la situation.

Les mesures de relance doivent être ciblées sur les secteurs les plus touchés par le chômage. Il faut également encourager l'investissement et la création d'entreprises nouvelles.

Un compromis doit être trouvé entre les différents intérêts en présence. Le dialogue social est essentiel pour parvenir à une solution durable.

Dans la conférence de presse, M. Carlier a indiqué que le programme de relance devrait permettre de créer cent mille emplois supplémentaires au cours de l'année 1977.

**AU JOUR LE JOUR**  
Légumes de saison  
Le nombre des prix a été fixé en fonction des variations du marché. Les légumes de saison sont disponibles à des prix réduits.

Le nombre des prix a été fixé en fonction des variations du marché. Les légumes de saison sont disponibles à des prix réduits.

ROBERT ESCOFFIER

مكتبة من الأصل